

PETITE
BIBLIOTHÈQUE
CHINOISE

HISTOIRE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL 1848-1917

I.



Texte traduit du chinois et édité par

E 100

Titre original :

*Guo ji gong chan zhu yi
yun dong jian shi
(1848-1917)*

Édition originale :

Éditions du Peuple. Changhaï, 1976

Traduction française :

Danielle Bergeron

© *Éditions du Centenaire. Paris, 1978*

PETITE
BIBLIOTHEQUE
CHINOISE

HISTOIRE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL 1848-1917

I. Origines et développement du marxisme

ÉDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe-de Girard
75010 Paris — Tél. : 202.87.05

Ouvrages parus dans la même collection

- L'impérialisme aujourd'hui
- Etudions l'économie politique
- Economie rurale en Chine
- Histoire économique des grands pays capitalistes
- Histoire de la Chine moderne (1840-1919)
- U.R.S.S. La dégénérescence — *Du socialisme au social-impérialisme*
- Mao Tsé-toung — *De la première base rouge à la libération*
- Chou En-laï — *Une vie au service du peuple et de la révolution*
- Histoire du mouvement communiste international — Tome II (à paraître)

Présentation de la « Collection pour l'étude des jeunes », par le Groupe de Rédaction.

Le président Mao nous enseigne : « *Il est très nécessaire que les jeunes qui ont de l'instruction aillent à la campagne pour se faire rééduquer par les paysans pauvres et moyens-pauvres.* » Répondant à ce grand appel du président Mao, des groupes de jeunes dotés d'une conscience communiste n'ont cessé de se rendre avec un grand enthousiasme dans les campagnes. Ceci constitue une entreprise d'une portée profonde pour réduire les trois grandes différences (entre travail manuel et intellectuel, ville et campagne, ouvriers et paysans — N.d.T.) et limiter le droit bourgeois.

Dans cet univers immense que sont les campagnes, de nombreux jeunes instruits étudient consciencieusement les classiques marxistes-léninistes et les livres du président Mao, combattant avec ardeur en première ligne des trois grands mouvements révolutionnaires (lutte de classes, lutte pour la production et expérimentation scientifique — N.d.T.), suivent résolument la voie de l'intégration aux ouvriers et aux paysans et apportent leur contribution à l'édification d'une campagne nouvelle socialiste. Des héros prolétariens surgissent sans cesse, une nouvelle génération révolutionnaire grandit et s'épanouit. C'est une grande victoire de la ligne révolutionnaire du président Mao.

Suivant l'enseignement du président Mao : « *Il faut prendre soin de la croissance de la jeune génération* », nous éditons et publions cette « *Collection pour l'étude des jeunes* » pour répondre aux besoins des jeunes instruits installés à la campagne qui étudient par eux-mêmes. Se guidant sur le marxisme-léninisme et sur la pensée de Mao Tsé-toung, cette collection comprend, du point de vue du contenu, des connaissances générales en philosophie, en sciences sociales, en littérature et en sciences naturelles, ainsi que sur l'utilisation des techniques agricoles.

Nous espérons que la publication de cette collection pourra jouer un rôle positif dans l'étude des jeunes instruits installés à la campagne et les aider à élever davantage leur conscience de la lutte des classes, de la lutte de lignes et de la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat. Nous espérons qu'elle les aidera à élever davantage leur niveau théorique en politique, leur niveau culturel et scientifique, pour qu'ils progressent à grands pas sur la voie consistant à être rouge et expert et qu'ils répondent encore mieux aux besoins de l'édification de la nouvelle campagne socialiste et du développement de toutes les tâches entreprises.

Nous exprimons nos remerciements sincères aux unités concernées et aux auteurs qui soutiennent puissamment le travail de publication de cette collection et nous invitons tous nos lecteurs à formuler leurs observations et leurs critiques concernant cette collection, afin de l'améliorer.

Editions du peuple de Changhaï
Avril 1976

Citations de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung :

EP : Editions en langues étrangères, Pékin.

ES : Editions sociales, Paris.

EM : Editions du progrès, Moscou.

WERKE : OEuvres complètes de Marx et Engels en allemand.

CITATION DE MARX ET ENGELS

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leur chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

CITATION DE LENINE

La condition principale pour préparer la victoire totale du prolétariat, c'est de mener une lutte prolongée, acharnée et sans pitié contre l'opportunisme, le réformisme, le social-chauvinisme et autres influences et courants bourgeois. Ces influences et ces courants sont inévitables du fait que le prolétariat se meut dans l'environnement du capitalisme. Sans mener cette lutte, sans avoir au préalable triomphé totalement de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, il ne peut absolument pas être question de dictature du prolétariat.

CITATION DE MAO TSE-TOUNG

En fin de compte, le système socialiste se substituera au régime capitaliste ; c'est une loi objective, indépendante de la volonté humaine. Quels que soient les efforts des réactionnaires pour freiner la roue de l'histoire dans son mouvement en avant, la révolution éclatera tôt ou tard et sera nécessairement victorieuse.



CHAPITRE I

LA NAISSANCE DU MARXISME ET L'ÉVEIL DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Les années 40 du XIX^e siècle furent les témoins d'un événement marquant dans l'histoire de l'humanité : la naissance du marxisme.

Le marxisme est la théorie scientifique de la révolution prolétarienne ; il constitue une arme acérée entre les mains du prolétariat et des peuples révolutionnaires pour connaître le monde et le transformer. Le marxisme a expliqué les lois du développement de la nature et de la société, il a indiqué au prolétariat et aux peuples opprimés la juste voie à suivre pour se libérer, les conduisant dans la lutte pour la réalisation du socialisme et du communisme. Voilà pourquoi le marxisme est également appelé socialisme scientifique ou communisme scientifique.

La naissance du marxisme marque le début du mouvement communiste international. Depuis lors, guidés par le marxisme, le prolétariat et le peuple travailleur du monde entier ont écrit, par leurs luttes héroïques, un nouveau chapitre de l'histoire humaine. L'histoire du mouvement communiste international depuis plus d'un siècle l'a clairement démontré : le marxisme est invincible. Aujourd'hui, les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, les peuples veulent la révolution ; c'est là un courant irrésistible de l'histoire. Le vieux monde se débat au milieu des tempêtes. *« Seuls l'idéologie et le régime social du communisme se répandent dans le monde entier avec l'impétuosité de l'avalanche et la force de la foudre. Ils feront fleurir leur merveilleux printemps (1). »*

1. Les conditions historico-sociales de l'apparition du marxisme

La naissance du marxisme dans l'Europe des années 40 du XIX^e siècle n'est pas due au hasard, elle obéissait au contraire à des causes historiques et sociales profondes.

« Du fait que toute une série d'États européens sont entrés, au cours de leur développement social et économique, dans la phase d'un capitalisme hautement développé, que les forces productives, la lutte des classes et la science ont atteint un niveau sans précédent dans l'histoire et que le prolétariat industriel est devenu la plus grande force motrice de l'histoire, est née la conception marxiste, matérialiste-dialectique, du monde (2). » Cette phrase de Mao Tsé-toung illustre bien les conditions objectives historico-sociales dans lesquelles est né le marxisme.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, le mode de production capitaliste était déjà prédominant dans plusieurs pays d'Europe. L'Angleterre était à cette époque le pays où le capitalisme se développait le plus rapidement. Dans les années 40, la révolution industrielle y était déjà pratiquement achevée ; en France aussi, cette révolution avançait rapidement. Comparée à l'Angleterre et à la France, l'Allemagne restait considérablement en arrière. Cependant le capitalisme y était déjà largement développé : l'industrie mécanisée avait fait son apparition et la Rhénanie, proche de la France, était devenue une zone d'industrie prospère. La principale conséquence sociale de la révolution industrielle fut la formation du prolétariat. Avec le développement rapide de la production mécanisée, avec la construction en série des grosses usines, cette grande armée industrielle se concentra et grossit rapidement.

Le développement de la grande production industrielle capitaliste n'a pas seulement transformé les techniques de production et accru l'envergure de celles-ci, il a aussi apporté de profonds changements sociaux. A mesure que la grande production mécanisée capitaliste se développait, l'oppression et l'exploitation des ouvriers par les capitalistes se faisait plus cruelle et le prolétariat devenait de plus en plus pauvre. En 1825, éclata en Angleterre la première

crise économique. A partir de ce moment, les crises économiques cycliques se succédèrent sans interruption dans tous les pays capitalistes, chaque fois plus aiguës. Les capitalistes se déchargèrent du poids des crises sur les ouvriers et le peuple travailleur, accentuant encore ainsi les contradictions et les luttes entre prolétariat et bourgeoisie.

Du jour où il est né, le prolétariat a entamé sa lutte contre la bourgeoisie. Toutefois, dans les premiers temps, il en était encore à l'étape de la lutte spontanée, brisant les machines et s'en prenant à tel capitaliste en particulier. Le prolétariat n'était encore qu'une classe en soi. Mais, avec l'augmentation constante de ses rangs, son niveau de conscience et sa capacité d'organisation pour faire face à la bourgeoisie s'élevèrent aussi graduellement.

Dans les années 30 et 40 du XIX^e siècle, éclatèrent en Europe occidentale trois mouvements ouvriers d'envergure : ce furent, en France, les deux insurrections armées des canuts de Lyon ; en Angleterre, le mouvement chartiste ; et, en Allemagne, la révolte des tisserands de Silésie. Ces luttes ébranlèrent l'Europe, indiquant que le mouvement ouvrier était désormais entré dans une nouvelle phase.

En novembre 1831, les ouvriers de Lyon, en France, déclenchèrent une insurrection armée. Lyon était alors le centre de l'industrie française de la soie. Les masses ouvrières y subissaient l'oppression cruelle des patrons et des intermédiaires. Contraints de travailler de 15 à 18 heures par jour, ils recevaient un salaire à peine suffisant pour acheter une miche de pain. Les ouvriers jeunes et forts étaient rapidement minés par leur dur travail, n'avaient bientôt plus que leur peau sur les os et contractaient toutes sortes de maladies. La vie de leurs enfants était encore plus misérable. Beaucoup mouraient chaque année en bas âge et la plupart des enfants ouvriers mou-

raient avant l'âge de dix ans à cause des mauvais traitements. Les ouvriers ne pouvaient même plus survivre. En Octobre, 6 000 canuts obligèrent les patrons à accepter une augmentation de salaires. Mais la promesse patronale ne fut pas tenue, ce qui souleva la colère des ouvriers. Le 21 novembre, ils lancèrent une grève accompagnée de manifestations qui furent durement réprimées par la police. Les ouvriers, poussés à bout, prirent aussitôt les armes et déclenchèrent l'insurrection en riposte aux provocations de la police et des capitalistes. Les ouvriers insurgés avaient inscrit sur leur bannière : « *Vivre en travaillant ou mourir en combattant.* » Ce serment les encouragea à lutter vaillamment contre l'ennemi et après trois jours de combats sanglants, les ouvriers insurgés parvinrent à occuper l'Hôtel de Ville. A l'époque, étant donné l'influence des idées du socialisme utopique, les ouvriers méconnaissaient encore l'importance extrême que revêt la prise du pouvoir. Ils laissèrent donc en place le préfet réactionnaire et ne destituèrent pas les fonctionnaires de l'ancienne administration, se contentant de former un Comité Ouvrier chargé de contrôler les activités du gouvernement local. Les réactionnaires eurent alors le temps de reprendre leur souffle, firent venir rapidement de Paris des renforts militaires et écrasèrent sans pitié l'insurrection.

En avril 1834, pour combattre un décret du gouvernement interdisant les réunions et les associations ouvrières et pour sauver les dirigeants de la grève emprisonnés, les canuts de Lyon se soulevèrent à nouveau et engagèrent un combat héroïque contre les forces de police. Lors de cette insurrection, les ouvriers réclamèrent l'avènement de la République Sociale, ce qui lui imprima un caractère ouvertement politique. Cependant, le gouvernement et les capitalistes s'étaient depuis longtemps préparés à cette révolte ouvrière. Face à un ennemi supérieur en nombre et en armes, les ouvriers firent montre d'un courage immense.

Mais le rapport de forces était trop inégal et ils furent obligés de reculer. Les quelques ouvriers qui tinrent jusqu'au bout les dernières positions sacrifièrent leur vie avec abnégation. Ainsi échoua la deuxième insurrection ouvrière de Lyon.

Ces deux insurrections eurent une grande signification politique. Elles montrèrent que la lutte entre prolétariat et bourgeoisie se trouvait désormais au premier rang des luttes sociales et elles marquèrent le début de l'engagement des ouvriers français dans la voie de la constitution d'un mouvement politique indépendant.

Après les insurrections ouvrières de Lyon, éclata en Angleterre le mouvement chartiste qui eut lui aussi un grand retentissement. En juin 1836, un groupe d'ouvriers et d'artisans avait fondé l'*Association des Travailleurs de Londres*, laquelle avait adopté la même année un document en 6 points réclamant entre autres l'établissement du suffrage universel. En mai 1838, ce document est officiellement publié sous le titre de *Charte du peuple*. A partir de cette date, ce mouvement révolutionnaire à caractère de masse, avec comme contenu principal la lutte pour le suffrage universel et comme force principale la classe ouvrière, est appelé le mouvement chartiste, et ses membres sont connus sous le nom de chartistes. Les grands moments du chartisme se situent en 1839, 1842 et 1848 quand, le mouvement s'étant étendu à tout le pays, les ouvriers de Glasgow organisèrent des meetings et des manifestations sur le mot d'ordre : « *Du pain ou la révolution* », et que de grandes manifestations ouvrières eurent lieu également à Birmingham, Manchester, Liverpool et dans d'autres villes importantes. Le mouvement chartiste dura du début des années 30 jusqu'à 1848, en tout plus de 10 ans, et des millions d'ouvriers y prirent part. Mais finalement, ses dirigeants s'étant laissé ébranler, il fut dissous par un décret du gouvernement.

Malgré l'échec du mouvement chartiste, le prolétariat anglais a écrit, grâce à ses luttes, une brillante page d'histoire. Il ne s'agissait déjà plus dans ce mouvement de la lutte des ouvriers de telle usine ou de tel organisme contre tel capitaliste en particulier ; il ne se limitait plus à certaines revendications économiques ; il s'agissait bien là de la première lutte politique indépendante du prolétariat anglais et c'est pourquoi Lénine a décrit le mouvement chartiste comme le « *premier large mouvement révolutionnaire prolétarien, réellement de masse, politiquement cristallisé* (3) ».

Au moment où se produisait en Angleterre le mouvement chartiste, les tisserands de Silésie, en Allemagne, déclenchèrent en juin 1844 une insurrection armée contre les patrons. La Silésie faisait alors partie du royaume de Prusse, et elle était, en Allemagne, la région où l'industrie textile était la plus développée. On y fabriquait surtout des tissus de lin et de coton. Les ouvriers de Silésie se trouvaient sous le double joug des propriétaires fonciers et des capitalistes : non seulement, ils subissaient l'exploitation des patrons et des intermédiaires, mais ils devaient encore payer aux propriétaires fonciers un impôt spécial sur le tissage. Les industriels de la région, voulant faire concurrence aux marchandises anglaises, avaient fait baisser les salaires et les conditions de vie des ouvriers étaient devenues pires que celle des bêtes de somme. Peu de temps avant l'insurrection, sur les 36 000 ouvriers du textile que comptait la région, 6 000 étaient morts de faim. Dans un chant anonyme intitulé *Le Jugement du sang*, les tisserands dénoncent avec colère les crimes de ces vampires : « c'est de vous que vient toute la misère qui pèse sur le pauvre », « vous arrachez au pauvre jusqu'à sa dernière chemise ». Marx parle de ce chant comme d'un « hardi mot d'ordre de lutte ». Le 4 juin, des ouvriers qui passaient en chantant cet hymne devant la maison du patron Swanziger furent cruellement battus par les capitalistes et

les forces de police ; certains furent arrêtés. Le feu de la colère longtemps retenue des ouvriers jaillit comme les flammes d'un volcan. Ce jour-là, les ouvriers saccagent la maison de Swanziger ; le lendemain, 30 000 ouvriers rassemblés dévastent l'usine, brûlent les livres de compte et les titres du patron, et engagent une lutte sanglante contre la police venue réprimer l'émeute. Armés de haches, de bâtons, de pierres, les ouvriers mettent en fuite les policiers qui ne savent plus où donner de la tête. Le 6 juin, le gouvernement prussien fait venir d'importants renforts militaires et l'insurrection ouvrière est durement réprimée.

Malgré la spontanéité de ce soulèvement, le prolétariat, étroitement uni, dirigea ses principaux coups contre le système capitaliste et, comme Marx l'a indiqué, il « *clama immédiatement, de façon brutale, frappante, violente et tranchante, son opposition à la société de la propriété privée* (4) ».

L'esprit révolutionnaire du prolétariat allemand qui se manifesta lors de cette insurrection stimula puissamment les luttes ouvrières dans tous les coins du pays.

Ces quelques luttes et insurrections ouvrières décrites ci-dessus révèlent toute la force du prolétariat et marquent pour le mouvement ouvrier européen le début d'une nouvelle époque historique. Politiquement, le prolétariat ne se situe plus désormais à la remorque de la bourgeoisie ; c'est bien en tant que force politique indépendante qu'il fait irruption brutalement et la tête haute sur le champ des luttes politiques. Le niveau de conscience du prolétariat s'élève lui aussi. Il ne vise plus seulement l'amélioration de ses conditions de vie, mais commence également à combattre en vue de la prise du pouvoir politique. Quant aux formes de lutte, la destruction des machines et l'affrontement avec des capitalistes individuels pratiqués dans les premiers temps font place à un mouvement politique à caractère de masse et à l'insurrection armée. Enfin,

le prolétariat commence à mettre de l'ordre dans ses rangs et les premières organisations politiques ouvrières indépendantes font leur apparition.

La répression exercée par les classes dominantes réactionnaires contre ces trois mouvements ouvriers européens des années 40 montre clairement que, s'il veut lutter, s'il veut faire la révolution, le prolétariat a besoin rapidement d'une claire orientation, d'une théorie révolutionnaire correcte. Cependant, les théories du socialisme petit-bourgeois et du socialisme utopique qui régnaient alors dans le mouvement ouvrier étaient non seulement incapables d'indiquer au prolétariat la voie correcte à suivre pour réaliser son émancipation, mais le conduisaient au contraire dans une impasse. Dans ces conditions, la création de la doctrine du communisme scientifique et sa liaison au mouvement ouvrier devenaient une tâche urgente et indispensable ; c'était pour le prolétariat le problème le plus pressant à résoudre dans sa lutte contre la bourgeoisie. Il s'agissait d'une lourde tâche déterminée par le développement de l'histoire.

Mao Tsé-toung l'a indiqué : « *Le marxisme ne pouvait être que le produit de la société capitaliste* (5). » Dans les années 40 du XIX^e siècle, le capitalisme connaissait un grand développement dans plusieurs pays d'Europe ; les contradictions et les luttes entre le prolétariat et la bourgeoisie s'exacerbèrent sans cesse ; les rangs du prolétariat croissaient de jour en jour et le mouvement ouvrier s'éveillait, plein de vigueur, démontrant que le prolétariat était déjà devenu la principale force motrice du développement historique. Parallèlement, les sciences et la culture atteignaient un niveau encore inconnu. Dans le domaine des sciences de la nature, trois grandes découvertes eurent une particulière importance : la loi de la transformation de l'énergie, la découverte de la cellule, et la théorie de Darwin sur l'évolution ; par ailleurs, les sciences sociales,

la philosophie, l'histoire, l'économie et d'autres branches étaient marquées par des recherches très vastes et très approfondies. Pour toutes ces raisons, la création du socialisme scientifique devenait une nécessité urgente de l'époque ; le développement de la société en fournit de son côté les bases matérielles et théoriques. Dans ces conditions historiques et sociales, le marxisme naquit à son heure.

2. Les activités révolutionnaires de Marx et Engels : conditions fondamentales de la création du marxisme

La théorie du socialisme scientifique a été le produit de conditions historiques et sociales déterminées. Cependant, pourquoi Marx et Engels, et eux seuls, ont-ils pu créer cette théorie ? C'est principalement parce qu'ils ont pris part personnellement à la pratique de la lutte des classes et de l'expérimentation scientifique de leur temps, et qu'à travers cette pratique, ils ont consciemment transformé leur conception du monde et sont devenus, d'idéalistes et de démocrates révolutionnaires qu'ils étaient, matérialistes et communistes. Cela seul leur permit d'assumer la grandiose tâche historique qu'allait constituer la création du socialisme scientifique. *« Si Marx, Engels, Lénine et Staline ont pu élaborer leurs théories, ce fut surtout, abstraction faite de leur génie, parce qu'ils se sont engagés personnellement dans la pratique de la lutte de classes et de l'expérience scientifique de leur temps ; sans cette condition, aucun génie n'aurait pu y réussir (6). »*

Karl Marx (1818-1883) est né à Trêves, ville de Prusse à l'industrie prospère, le 5 mai 1818. Son père était avocat ; la famille Marx était une famille aisée, cultivée, et n'était nullement révolutionnaire.



Karl Marx étudiant (Bonn 1838)

Après avoir obtenu son diplôme de bachelier en 1835, Marx entra d'abord à l'Université de Bonn, pour s'inscrire un an après à celle de Berlin où il étudia le droit, l'histoire et la philosophie. C'est à l'université de Berlin qu'avait enseigné Hegel, et ses conceptions philosophiques exerçaient à l'époque une grande influence en Europe. A l'Université de Berlin, Marx étudia les œuvres de Hegel et fit partie du groupe des Jeunes Hégéliens (Hégéliens de gauche). Ces derniers se situaient dans les faits sur les positions du radicalisme bourgeois ; ils critiquaient la monarchie absolue féodale et le christianisme lié à ce système. Ils avaient puisé dans les œuvres de Hegel leur athéisme et leurs conclusions révolutionnaires, et préconisaient l'application de réformes bourgeoises.

Le jeune Marx se distinguait par son esprit vif, son ardeur juvénile et la détermination dont il faisait preuve quand il allait à contre-courant et osait critiquer le vieux monde. En avril 1842, Marx commença à collaborer à la *Gazette Rhénane* (7), dont il devint, en octobre de la même année, le rédacteur en chef. Il se servit de la revue comme d'une arme pour amplifier la lutte contre l'absolutisme prussien. Sous sa direction, la *Gazette Rhénane* prit une vigueur nouvelle et sa couleur démocratique devint de plus en plus évidente. Grâce au journalisme, Marx pénétra profondément dans la société ; il aborda largement les divers aspects de la vie sociale, et prit une connaissance directe de la vie du peuple et de ses luttes. En Prusse, à cette époque, le développement du capitalisme permettait aux gros propriétaires fonciers d'utiliser le pouvoir d'État pour déposséder le peuple de ses terres et de ses bois. Certains paysans, qui vivaient depuis des générations dans les montagnes en gagnant leur vie comme bûcherons, se voyaient désormais privés du droit de couper du bois. Pour survivre, ils continuaient cependant à abattre des arbres, et les cupides propriétaires fonciers les faisaient

arrêter comme « voleurs de bois ». En 1836, sur plus de 200 000 procès ouverts en Prusse, plus de 150 000 avaient trait à « l'abattage d'arbres illégal, la chasse et la pêche illicites ». Afin de protéger les intérêts des gros propriétaires, la Diète de Rhénanie avait voté spécialement une « loi sur les vols de bois ». Après maintes enquêtes et recherches, Marx compris ce qu'il en était réellement et, se tenant fermement aux côtés du peuple travailleur, il défendit de toutes ses forces ses intérêts avec un grand esprit révolutionnaire. Il publia dans la *Gazette Rhénane* un article intitulé « A propos du débat sur la loi sur les vols de bois » où il attaquait sans pitié le gouvernement prussien réactionnaire, en dénonçant les organes d'État, devenus à cette époque « *les oreilles, les yeux, les bras, les jambes par lesquels les propriétaires de forêts se renseignent, épient, font des estimations, protègent, arrêtent et s'affairent en tous sens* (8) ». Les révélations de Marx soulevèrent la panique et la fureur dans le gouvernement prussien réactionnaire qui mit en place un système sévère de censure à l'égard de la *Gazette Rhénane*, puis donna l'ordre de la saisir. Les actionnaires du journal exigèrent aussi de Marx un changement d'attitude et des concessions au gouvernement. Faisant face aux persécutions réactionnaires, Marx, à qui la tyrannie n'avait jamais fait peur, refusa net et, en mars 1843, il renonça délibérément à son poste de rédacteur en chef. Peu de temps après, la *Gazette Rhénane* fut effectivement interdite.

Le cours réel des luttes faisait apparaître les nombreuses lacunes de la philosophie idéaliste de Hegel, qui considérait l'État et le droit comme des manifestations « rationnelles » placées au-dessus des classes. La lutte des classes montrait qu'en fait il n'en était pas du tout ainsi et que l'État et le droit n'étaient alors que les instruments qui servaient aux classes dominantes réactionnaires à pré-

server leur domination. C'est ce qui poussa Marx à critiquer la philosophie de Hegel.

A l'époque où Marx commençait juste à régler son compte à l'idéalisme hégélien, Feuerbach publia « L'essence du christianisme » et d'autres ouvrages importants dans lesquels il critiquait l'idéalisme de Hegel. Ces livres exercèrent sur Marx une puissante influence et l'aidèrent à se séparer du système philosophique idéaliste de Hegel. Comme le souligna Engels : « *Nous fûmes tous momentanément des "feuerbachiens"* » (9). »

En même temps, à travers la pratique des luttes, le contact qu'avait Marx avec les problèmes matériels de la grande masse des travailleurs le conduisit à étudier les rapports entre l'économie et la société, l'économie politique. Marx répéta plus d'une fois à Engels que c'étaient justement l'étude de la loi sur les vols de bois et son enquête sur la situation des vigneronns de la vallée de la Moselle qui l'avaient poussé à étudier non plus seulement la politique, mais aussi les relations économiques et, de là, le socialisme.

En automne 1843, Marx arriva à Paris. A cette époque, le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier y étaient assez développés ; les luttes du prolétariat contre la bourgeoisie, les affrontements entre toutes sortes de forces politiques et de courants sociaux y étaient particulièrement acharnés. Cette arrivée marqua pour lui le début d'une vie bouillonnante de luttes.

Il habitait un quartier populaire (10) et apprenait à connaître la vie et les combats des travailleurs ; il se maintenait aussi en rapports étroits avec les organisations ouvrières clandestines de France et d'Allemagne, assistait souvent à leurs meetings et y prononçait des discours. Les ouvriers étaient devenus les hôtes habituels de la maison de Marx, où ils discutaient souvent avec lui jusqu'à des heures avancées de la nuit. Ils lui racontaient l'exploita-

tion dont ils étaient victimes, ainsi que leurs luttes et leurs espérances. Les grandes qualités qu'il observait chez les ouvriers et l'unité dont ils faisaient preuve dans leurs luttes l'inspirèrent profondément et affermirent sa conviction du rôle révolutionnaire éminent du prolétariat.

A Paris, Marx poursuivit ses grands travaux de recherches. Il étudia l'histoire de la révolution bourgeoise en France, entreprit l'étude systématique des œuvres des économistes bourgeois anglais Adam Smith et David Ricardo, et étudia la philosophie matérialiste française ainsi que les doctrines des divers courants socialistes.

C'est parce que Marx se plongeait dans l'ardente lutte des classes, parce qu'il comprenait les ouvriers, qu'il les connaissait à fond et se liait avec eux, que ses études théoriques purent refléter correctement les intérêts fondamentaux du prolétariat et les besoins réels de la lutte des classes. Ses liens avec le monde ouvrier accélérèrent aussi la transformation de sa conception du monde. Au début de l'année 1844, Marx écrit dans les *Annales Franco-Allemandes* un article intitulé « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel » où il attaque encore plus à fond la philosophie idéaliste de Hegel, exposant de nombreux principes importants du marxisme, et indiquant pour la première fois que le prolétariat est la force sociale qui doit effectuer la révolution socialiste. Il y écrivait : *« Sans doute, l'arme de la critique ne peut-elle remplacer la critique des armes, la puissance matérielle ne peut être abattue que par la puissance matérielle, mais la théorie aussi, dès qu'elle s'empare des masses, devient une puissance matérielle. » « La philosophie trouve dans le prolétariat ses armes matérielles comme le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes intellectuelles (11). »*

En matérialiste conséquent, Marx proclame la nécessité d'une critique implacable de tout ce qui existe, il préconise en particulier la critique des armes et fait appel aux mas-

ses et au prolétariat dans la lutte pour renverser l'ordre ancien. « *Dans ses articles publiés dans cette revue, Marx nous apparaît déjà comme un révolutionnaire* » dira plus tard Lénine (12).

Friedrich Engels (1820-1895) est né le 28 novembre 1820 à Barmen, dans la province rhénane du Royaume de Prusse. Son père était un fabricant. Homme pieux, conservateur, il portait des jugements arbitraires. Dès son jeune âge, Engels se sentit mal à l'aise dans sa famille, et son père, en retour, lui manifestait un profond mépris.

En 1838, Engels dut abandonner ses études secondaires et entrer comme commis dans une maison de commerce de Brême. Ses occupations commerciales ne purent empêcher le jeune Engels de se plonger dans les luttes de classes de la société de son temps, ni freiner ses études scientifiques et politiques.

Barmen était la première région industrielle d'Allemagne. Tant à Barmen qu'à Brême, Engels prit soin d'observer les conditions de vie des masses laborieuses. Il vit comment les patrons opprimaient cruellement les ouvriers tout en faisant grand étalage de leur richesse ; comment, dans des conditions inhumaines, les ouvriers versaient leur sang et leur sueur, sans jamais manger à leur faim. Les agissements des patrons rendaient Engels furieux, tandis qu'il éprouvait une profonde compassion pour les malheureux travailleurs. A 19 ans, il envoya à une revue une « Lettre de la vallée de la Wupper » qui contenait ses thèses politiques personnelles. Il y dénonçait impitoyablement cette société où « *l'homme est un loup pour l'homme* ». A l'occasion du 9^e anniversaire de la Révolution française de juillet 1830, Engels exprima dans un poème l'idée que la révolution était imminente et que les trônes des rois chancelaient, prêts à s'écrouler. Pris de haine et de mépris pour le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, il le décrivait comme le monarque le plus incapable, le plus exécrationnel,



Engels dans les années 40

celui dont la mort était la plus souhaitable. Le jeune Engels était un démocrate révolutionnaire radical.

En 1841, Engels partit faire son service militaire à Berlin, dans l'artillerie. Il suivit des cours en qualité d'auditeur libre à l'Université de Berlin et fréquenta le cercle des hégéliens de gauche. A cette époque, Berlin était le théâtre d'une intense polémique philosophique à laquelle Engels prit part. Ses coups étaient directement dirigés contre le régime politique du roi de Prusse. Sous l'influence de Feuerbach, il se tourna progressivement vers le matérialisme.

Démobilisé en octobre 1842, Engels partit pour Manchester, en Angleterre, où il allait travailler dans une filature gérée conjointement par son père et un associé. L'Angleterre était alors le pays où la grande industrie capitaliste était le plus développée et Manchester était non seulement le centre de l'industrie textile anglaise, mais encore le fort inexpugnable du mouvement chartiste. C'est dans cette atmosphère qu'Engels, luttant aux côtés des ouvriers, devint leur ami et leur confident. Cela lui permit en même temps de voir très concrètement toutes les contradictions de la société capitaliste, de mieux connaître le prolétariat naissant. C'est en Angleterre qu'il devint communiste. Au cours de son séjour, Engels rendait souvent visite aux ouvriers dans leur taudis et il se renseigna personnellement sur leur vie et leurs luttes. Voici ce qu'il écrivit dans une dédicace aux classes laborieuses de Grande-Bretagne : *« Je voulais vous voir dans vos demeures, vous observer dans votre existence quotidienne, parler avec vous de vos conditions de vie et de vos souffrances, être témoin de vos luttes contre le pouvoir social et politique de vos oppresseurs. Voici comment j'ai procédé : j'ai renoncé à la société et aux banquets, au porto et au champagne de la classe moyenne, et j'ai consacré mes heures de loisir presque exclusivement à la fréquentation*

de simples ouvriers ; je suis à la fois heureux et fier d'avoir agi de la sorte (13). » Pour mieux connaître la situation des ouvriers, Engels lut également de nombreux livres y ayant trait et tous les documents officiels qu'il put trouver. Parallèlement, il prit une part active au mouvement ouvrier.

Pendant son séjour en Angleterre, Engels visita plus de 30 villes, et mena une enquête sociale profonde et minutieuse. Il assista à toutes sortes de réunions organisées par les chartistes, se lia avec les dirigeants de leur aile gauche et écrivit dans le *Northern Star* pour soutenir le mouvement. Mêlé aux luttes réelles, Engels écrivit de nombreux articles parmi lesquels ses « Essais critiques sur l'économie politique », publiés en 1844. En partant des conceptions du matérialisme historique, il analysa la base économique de l'apparition des classes et de leur antagonisme, étudia les conditions de vie de la classe ouvrière anglaise et son rôle dans la vie sociale et dénonça la propriété privée comme étant la base de toutes les contradictions économiques et politiques de la société capitaliste. Sur toutes les idées essentielles du socialisme scientifique, il arriva à des conclusions tout à fait identiques à celles de Marx. C'est en Angleterre qu'Engels fit le pas définitif de l'idéalisme au matérialisme, de la démocratie révolutionnaire au communisme. C'est ce qui permet à Lénine d'affirmer : « *Engels ne devint socialiste qu'en Angleterre* (14). »

En août 1844, Engels quitta Manchester et, sur le chemin du retour, s'arrêta à Paris où il rencontra Marx. Les deux hommes parlèrent à cœur ouvert pendant dix jours. A partir de ce moment, la plus intime et la plus admirable amitié révolutionnaire s'établit entre les deux grands éducateurs du prolétariat ; ensemble, ils luttèrent jusqu'à la fin de leurs jours pour la cause de l'émancipation du prolétariat.

3. La lutte de Marx et Engels pour fonder la théorie du socialisme scientifique

Après leur rencontre à Paris en août 1844, et jusqu'au début de l'année 1848, Marx et Engels se plongèrent dans la pratique du mouvement ouvrier du moment, critiquèrent tous les courants de pensée qui lui portaient tort et luttèrent pour la création d'un parti prolétarien ; ils synthétisèrent également toutes les expériences du mouvement ouvrier et entreprirent un énorme et difficile travail de recherche scientifique et théorique.

Sur la base de la synthèse des expériences du mouvement ouvrier, Marx et Engels recueillirent avec un esprit critique les meilleures conclusions des idées avancées de l'humanité qu'ils transformèrent et développèrent d'une façon révolutionnaire. En ce sens, on peut dire comme Lénine que le marxisme « *est le successeur légitime de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIX^e siècle : la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français* (15) ». Ce sont les trois sources du marxisme.

Marx et Engels ont fondé le marxisme en confrontant ces théories l'une après l'autre avec l'idéologie du prolétariat, dans le creuset de la lutte de classes et de l'expérimentation scientifique, en les réanalysant à la lumière de la pratique du mouvement ouvrier, en les vérifiant, en les critiquant et en transformant leurs éléments rationnels dans un sens révolutionnaire. Les trois parties constitutives du marxisme sont devenues la philosophie marxiste (le matérialisme dialectique et le matérialisme historique), l'économie politique marxiste et le communisme scientifique.

La philosophie classique allemande commence avec Kant (1724-1804), et ses représentants les plus éminents sont Hegel (1770-1831) et Feuerbach (1804-1872). Mais

l'on entend communément par ce terme la dialectique de Hegel et le matérialisme de Feuerbach. Hegel élaborait le concept de développement en proclamant que l'univers est un processus où toutes choses naissent, croissent et se détruisent perpétuellement. Il estimait que toute chose se situe dans ce processus ininterrompu et que la contradiction est la base du développement de toutes choses. Ce fut donc lui qui exposa les idées fondamentales de la dialectique. Cependant son système philosophique restait idéaliste. Il estimait que le monde avait été créé par un « Esprit absolu ». Cette entité mystique n'était qu'une autre dénomination de Dieu. A cause des limites du système de pensée idéaliste, sa dialectique est, elle aussi, très inconséquente. Feuerbach a critiqué l'idéalisme hégélien, et a réaffirmé les positions matérialistes. Il a persévéré dans l'idée que le monde est matériel ; selon lui, ce qui est matériel détermine ce qui est spirituel et non l'inverse. Cependant le matérialisme de Feuerbach reste mécaniste, métaphysique et inconséquent ; lorsqu'il interprète les phénomènes sociaux, il se montre encore idéaliste. Marx et Engels ont puisé ce qu'il y avait de plus rationnel dans la dialectique de Hegel et le matérialisme de Feuerbach mais ils en ont rejeté ce qui était erroné. En y apportant des transformations révolutionnaires, ils ont créé le matérialisme dialectique et le matérialisme historique.

Les principaux représentants de l'économie politique classique anglaise furent Adam Smith (1723-1790) et David Ricardo (1772-1823) qui formulèrent la théorie de la valeur-travail selon laquelle c'est le travail concret qui crée la valeur d'usage de la marchandise. Cependant, ils croyaient que cette valeur était produite en commun par les ouvriers et les capitalistes, masquant ainsi l'essence de l'exploitation capitaliste. Lorsque Marx et Engels firent la critique de cette doctrine, ils en gardèrent la partie rationnelle, constituée par la théorie de la valeur-travail et

analysèrent minutieusement les conditions de production de marchandises dans le système capitaliste, mettant en lumière les rapports entre les hommes qui se dissimulent derrière les rapports entre les marchandises. Marx démontra scientifiquement que le salaire payé à l'ouvrier par le capitaliste ne compense qu'en apparence la valeur créée par son travail : en réalité, il ne représente qu'une partie de la valeur produite par le travail de l'ouvrier. Ce dernier ne reçoit aucune rétribution pour le reste de la valeur, qu'il a pourtant aussi produit : c'est la plus-value, qui constitue la source des profits du capitaliste. La théorie marxiste de la plus-value a dévoilé en profondeur le secret de l'exploitation des ouvriers par les capitalistes, c'est une composante importante de l'économie politique marxiste.

Le socialisme utopique a eu pour principaux représentants les Français Saint-Simon (1760-1825) et Fourier (1772-1837), et l'Anglais Owen (1771-1858). Ils vécurent au début du XIX^e siècle, et furent témoins des aspects les plus monstrueux de la société capitaliste. Ils dénoncèrent et attaquèrent les horreurs de cette société, soulignant que la société capitaliste est le paradis des riches et l'enfer des pauvres, que c'est un « monde à l'envers ». Ils projetaient l'édification d'une société idéale où tous les hommes seraient égaux, et professaient des opinions positives telles que la participation de tous au travail ou l'abolition des différences entre villes et campagnes. D'une façon subjective, ils élaborèrent des projets qui devaient permettre aux ouvriers de se libérer de l'oppression et de transformer la société. Cependant, ils ne comprenaient pas les lois du développement de la société capitaliste, ils ne distinguaient pas le rôle historique éminent que devait jouer le prolétariat, ils niaient la lutte des classes, s'opposaient à la révolution violente et laissaient reposer leurs espoirs sur les classes dominantes, avec l'illusion de pouvoir réaliser leur

société idéale grâce à l'aide de la noblesse et de la bourgeoisie. C'était là, de toute évidence, une utopie qui les mena finalement à un échec inévitable. L'apparition de la conception matérialiste de l'histoire et de la doctrine de la plus-value permit à Marx et Engels de réfuter et de transformer au mieux les théories du socialisme utopique. Ils exposèrent scientifiquement les lois du développement de la société capitaliste, montrèrent que le prolétariat serait le fossoyeur de cette société, que la lutte des classes est la véritable force motrice du développement social et que seule une révolution violente qui renverserait la domination bourgeoise et instituerait la dictature du prolétariat permettrait à ce dernier de réaliser le socialisme et le communisme. C'est ainsi que Marx et Engels firent du socialisme, simple utopie à l'origine, une véritable science.

Comme on peut le constater, pour créer la théorie révolutionnaire marxiste, Marx et Engels ne se contentèrent pas de recueillir et de rassembler leurs trois sources théoriques ; ils les critiquèrent et les transformèrent profondément. En même temps, ils synthétisèrent l'expérience du mouvement ouvrier international. Le marxisme est un produit de la révolution prolétarienne mondiale. Ce n'est qu'avec la création de la théorie marxiste *« qu'une révolution sans précédent se produisit dans l'histoire de la connaissance humaine (16) »*.

« C'est dans la lutte contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, et dans la lutte seule qu'il [le marxisme] peut se développer (17). » Le processus de création de la théorie du communisme scientifique fut aussi un processus de lutte contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise. Dans les années 30 et 40 du XIX^e siècle, une grande tempête révolutionnaire menaçait l'Europe entière. Le prolétariat venait tout juste d'apparaître sur la scène de l'histoire et, dans le mouvement ouvrier de l'époque, se manifestaient toutes sortes de courants erronés tels que le socia-

lisme utopique de Weitling, le socialisme « vrai » en Allemagne et le proudhonisme, qui portèrent atteinte au sain développement du mouvement. Pour permettre au mouvement ouvrier de mieux avancer dans la juste voie, Marx et Engels livrèrent contre ces sectes opportunistes un combat résolu.

Wilhelm Weitling (1808-1871) était à l'origine un artisan tailleur allemand qui entra en 1836 dans la Ligue des Justes et en devint l'un des principaux dirigeants. Il dénonçait avec mordant les crimes de la société capitaliste et préconisait une révolution violente pour renverser l'ancien système. Mais il ne comprenait rien aux lois du développement social, pensait qu'il fallait atteindre « *une société où tous puissent jouir ensemble de la vie* » et, au lieu de s'appuyer sur le prolétariat pour faire la révolution, il faisait confiance aux mendiants, aux criminels et autres éléments du lumpen-prolétariat, croyant à l'insurrection d'un petit nombre de conspirateurs. Il considérait la révolution comme spontanée et s'opposait aux luttes de classes organisées des masses ainsi qu'à la construction d'un parti prolétarien. En clair, le socialisme de Weitling était utopique et ne pouvait mener le mouvement ouvrier que dans une impasse. Au début, Marx et Engels placèrent de grands espoirs en Weitling et, en plusieurs occasions, l'aidèrent de tout cœur, espérant qu'il corrigerait ses erreurs et se tournerait vers le socialisme scientifique. Mais Weitling s'entêta toujours dans ses conceptions erronées et ses positions sectaires, jusqu'à ce qu'enfin Marx et Engels se voient obligés de déclarer publiquement qu'ils rompaient avec lui, montrant ainsi l'exemple au prolétariat. Plus tard, Weitling partit pour l'Amérique et s'éloigna du mouvement ouvrier.

Au moment même où ils combattaient Weitling, Marx et Engels menaient une lutte décidée contre le socialisme « vrai » en Allemagne. Ce socialisme vrai était une

variante du socialisme réactionnaire petit-bourgeois. Ses principaux représentants furent Hess, Kriege et Grün. Ne faisant aucun cas des contradictions et des luttes de classes, ceux-ci s'opposaient ouvertement au combat politique et à la révolution violente ; à l'aide d'expressions abstraites telles que la fraternité, l'humanité, la justice éternelle, ils tentaient de détourner la classe ouvrière de la lutte de classes pour parler d'amour avec les bourgeois et les réactionnaires, et réaliser un communisme basé sur l'amour. Marx et Engels dénoncèrent sans pitié la nature réactionnaire de ce faux socialisme, montrant que le but du socialisme « vrai » était de camoufler les contradictions antagoniques existant entre prolétariat et bourgeoisie et de défendre le royaume de Prusse qui s'enfonçait dans la crise. Ils écrivirent ensemble la « Circulaire contre Kriege » qui révélait les absurdités de Kriege et Cie sur la notion d'amour. La diffusion de cette circulaire fit disparaître Kriege de la scène politique. En août 1846, Engels s'affronta avec un autre chef de file des socialistes dits vrais, K. Grün. L'un de leurs débats se prolongea trois soirs de suite. Au cours de ce débat, Engels expliqua les principes fondamentaux du communisme scientifique dont il donna une claire définition. Le débat se termina sur une nouvelle victoire du socialisme scientifique.

Dans les années 40 du XIX^e siècle, le proudhonisme était largement répandu dans le mouvement ouvrier, dont il gênait le développement en empêchant la diffusion du communisme scientifique. Proudhon (1809-1865), né en France dans une famille de paysans devenus par la suite artisans, avait travaillé comme typographe, avant d'ouvrir une petite imprimerie. Au début des années 40, dans son ouvrage « Qu'est-ce que la propriété ? », il porta ce jugement qui le rendit célèbre : « *La propriété, c'est le vol.* » En 1846, il écrivit et publia « Philosophie de la misère », où il exposait de façon systématique ses conceptions

opportunistes. Il s'opposait à la grande propriété privée capitaliste, mais rêvait à une survivance éternelle de la petite propriété. Il s'opposait à la révolution prolétarienne en proposant des améliorations sociales. Il prêchait l'organisation de toutes sortes de coopératives, l'ouverture d'une « banque d'échange », etc., comme autant de moyens d'échapper à l'exploitation capitaliste. Il s'opposait à tout État et à toute autorité, prônait l'anarchisme. Il lança ce mot d'ordre absurde : « *A bas les partis, à bas l'État !* », proclamant la « liberté absolue » de chaque individu. En 1847, en réponse à « Philosophie de la misère » de Proudhon, Marx écrit son œuvre « Misère de la philosophie » dans laquelle il fait une critique systématique des conceptions politiques, philosophiques et économiques de Proudhon et met en lumière la nature réactionnaire de cet escroc qui brandissait l'étendard du socialisme.

Dans la lutte contre ces courants et sectes socialistes de tout poil, Marx et Engels remportèrent victoire sur victoire, et le marxisme commença à se répandre parmi les ouvriers de tous les pays d'Europe, préparant ainsi le terrain pour la future fondation d'un parti prolétarien. En même temps, alors qu'ils élaboraient la théorie du socialisme scientifique, Marx et Engels prirent toujours bien garde de se lier étroitement au mouvement ouvrier, d'unir la lutte pour l'élaboration de la théorie révolutionnaire du prolétariat à celle pour la construction du parti prolétarien.

En 1846, Marx et Engels fondèrent à Bruxelles un Comité de correspondance communiste, chargé d'établir des relations avec les associations ouvrières et les groupes socialistes des différents pays et d'assurer la diffusion du communisme scientifique. Marx et Engels s'intéressaient tout particulièrement aux activités de la Ligue des Justes. Celle-ci, fondée en 1836, n'était au début qu'une société secrète des ouvriers allemands résidant à Paris mais, plus

tard, sa sphère d'activité s'élargissant peu à peu, elle devint une des organisations ouvrières internationales de l'époque. Cependant, il manquait à la Ligue l'orientation d'une théorie révolutionnaire correcte, et elle subissait profondément l'influence du socialisme utopique de Weitling, du socialisme « vrai » et du proudhonisme. Confuse sur le plan idéologique, mal organisée, elle était incapable d'assumer la lourde mission historique de diriger la révolution prolétarienne. Les luttes soutenues de Marx et Engels contre tous les courants opportunistes et leurs victoires répétées rallièrent peu à peu au socialisme scientifique la majorité des membres de la Ligue. Au début de 1847, Marx et Engels entrèrent à la Ligue, invités par ses dirigeants, afin de la reconstruire de l'intérieur et d'en faire une organisation révolutionnaire prolétarienne guidée par l'idéologie du socialisme scientifique.

En juin 1847 se tint à Londres le premier Congrès de la Ligue des Justes. Engels y assista et y proposa de nouveaux statuts. L'article I de ces statuts, approuvés par le Congrès, stipulait clairement que *« le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée (18) »*. D'autres articles des statuts définissaient le centralisme démocratique comme principe de base de la Ligue, destiné à couper court au style empreint de sectarisme et d'activités conspiratrices qui régnait auparavant dans ce genre d'organisations. Le Congrès décida de changer le nom de la Ligue des Justes en celui de Ligue des communistes. L'ancienne devise de la Ligue : « Tous les hommes sont frères » fut remplacée par le nouveau cri de guerre : *« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »* A partir de ce moment, c'est en tant que première organisation inter-

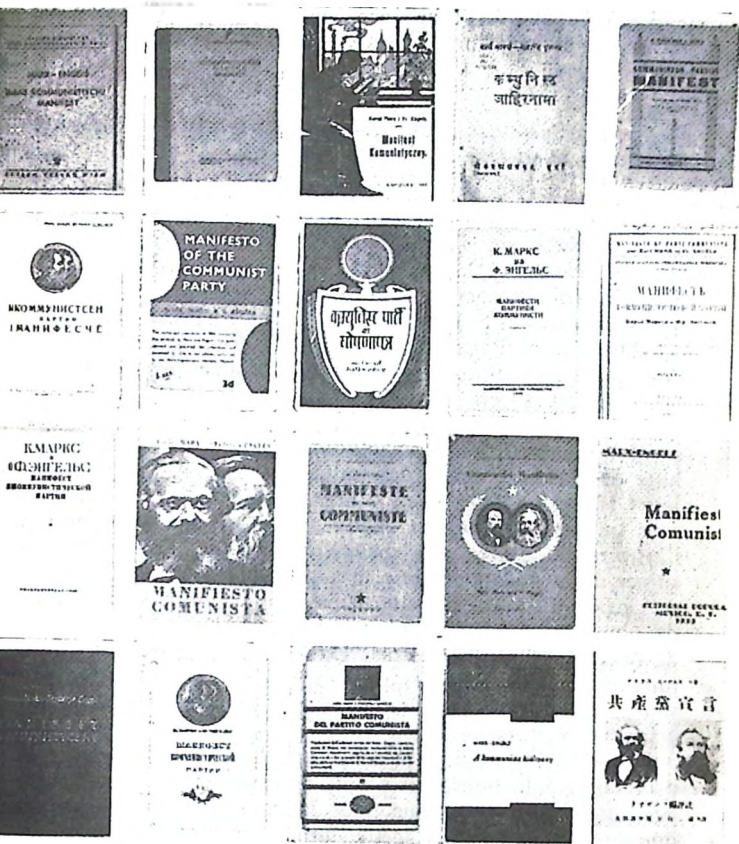
nationale du prolétariat que la Ligue des communistes apparut sur la scène des luttes politiques.

En novembre 1847, la Ligue des communistes tint à Londres son II^e Congrès auquel assistèrent Marx et Engels. La tâche principale de ce congrès devait être la rédaction d'un programme pour la Ligue, autour duquel d'ailleurs se livraient depuis longtemps d'âpres luttes. Finalement, le Congrès adopta à l'unanimité les principes formulés par Marx et Engels et leur demanda de rédiger un manifeste qui devait servir de programme à la Ligue. Il s'agissait du premier programme qu'ait possédé le mouvement communiste international, le célèbre « Manifeste du Parti Communiste ».

4) Le Manifeste du Parti Communiste » : premier programme de lutte du prolétariat international

En février 1848 parut officiellement à Londres le « Manifeste du Parti communiste », rédigé en commun par Marx et Engels.

Le Manifeste expose pour la première fois de façon intégrale et systématique les principes fondamentaux du marxisme ; il constitue le premier programme de lutte du mouvement communiste international. *« Cet ouvrage expose avec une clarté et une vigueur remarquables la nouvelle conception du monde, le matérialisme conséquent étendu à la vie sociale, la dialectique, science la plus vaste et la plus profonde de l'évolution, la théorie de la lutte des classes et du rôle révolutionnaire dévolu dans l'histoire mondiale au prolétariat, créateur d'une société nouvelle, la société communiste (19). »* C'est pourquoi le Manifeste reste l'un des « livres de chevet de tout ouvrier conscient (20) ».



Le Manifeste du Parti communiste traduit dans toutes les langues

Le contenu du Manifeste est extrêmement riche et, parmi ses affirmations les plus importantes, on peut citer les suivantes :

1 — La lutte des classes est la force motrice du développement de la société de classes.

Dès l'abord, le Manifeste souligne que « *l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été qu'une histoire de luttes de classes* (21) ». Ce qui signifie que, depuis la désagrégation de la société primitive, l'ensemble de l'histoire des sociétés est l'histoire des luttes entre classes exploitées et classes exploiteuses, entre classes dominées et classes dominantes. Ces luttes ont été tantôt voilées, tantôt ouvertes, mais elles ont toujours existé, et tout le développement de l'histoire humaine ainsi que les transformations révolutionnaires de la société ont eu pour impulsion la lutte de classes. Depuis des milliers d'années, ce sont toujours les luttes et les soulèvements des esclaves et des paysans qui ont accéléré les changements sociaux et permis à l'histoire d'avancer. La société capitaliste, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de luttes à celles d'autrefois. Dans la société capitaliste, la lutte entre bourgeoisie et prolétariat est une lutte à mort, sans possibilité de conciliation. Le Manifeste a formulé un principe célèbre : « *Toute lutte de classes est une lutte politique* (22) », indiquant ainsi que la lutte qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie doit nécessairement se développer en une lutte politique pour la conquête du pouvoir et que le dénouement de cette lutte sera nécessairement le renversement violent de la domination bourgeoise par le prolétariat et l'établissement de la dictature du prolétariat

pour en finir avec toutes les classes et réaliser le communisme.

2 — *La ruine du capitalisme et la victoire du socialisme sont toutes deux inévitables ; il s'agit là d'une loi objective du développement social.*

Le Manifeste du Parti communiste proclame avec force à la face du monde entier que le capitalisme doit nécessairement être anéanti et que le socialisme doit nécessairement triompher. Dans le Manifeste, Marx et Engels, s'appuyant sur le principe selon lequel les rapports de production doivent être en accord avec le développement des forces productives, analysent le processus de naissance et de développement de la bourgeoisie et démontrent la loi objective que constituent la ruine inévitable du capitalisme et la victoire certaine du socialisme.

C'est dans le mouvement produit par les contradictions entre forces productives et rapports de production au sein de la société féodale que le capitalisme est apparu et s'est développé. L'économie capitaliste s'est édifiée sur la base du développement de la production marchande, elle a connu un long processus d'évolution pour passer de la coopération simple et la manufacture à la grande industrie mécanisée. A mesure que la bourgeoisie développait son économie, son pouvoir politique croissait également. C'est ainsi que *« les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot le régime féodal de propriété, cessèrent de correspondre aux forces productives en plein développement. Ils entravaient la production au lieu de la faire progresser. Ils se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait les briser. Et on les brisa (23) »*. Par

une révolution sociale, la bourgeoisie renversa le système féodal et établit sa propre domination politique.

Dans la période qui suivit la prise du pouvoir par la bourgeoisie, les rapports de production correspondaient encore au développement des forces productives et ils accélérèrent ce développement. Mais, avec la croissance continue des forces productives, les contradictions entre rapports de production et forces productives inhérentes à la société capitaliste devinrent chaque jour plus évidentes, trouvant leur expression concentrée dans la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère individuel de la propriété. Ces contradictions se manifestèrent, sur le plan économique, à travers ces crises périodiques répétées qui affectent le capitalisme et, sur le plan des rapports de classes, par l'intensification continue de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Les rapports de production capitalistes finirent par entraver grandement le développement des forces productives. « *Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même* (24). » Le système capitaliste est en lui-même incapable d'éliminer les crises économiques, ce qui ne sera rendu possible que par le renversement de la domination bourgeoise, l'abolition de la propriété privée des moyens de production et son remplacement par la propriété commune socialiste et communiste. C'est là une loi objective du développement social à laquelle nulle force n'est capable de résister. Le Manifeste sonna le glas du capitalisme et proclama solennellement au monde entier : « *La bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables* (25). »

3 — C'est sur le prolétariat que repose la grandiose mission historique de renverser le capitalisme pour réaliser le socialisme et le communisme.

Le Manifeste précise : « *La bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires* (26). » Le prolétariat est le fossoyeur du capitalisme. Si le prolétariat est capable d'assumer sa mission historique, c'est d'une part parce qu'il se situe dans « *la couche inférieure de la société actuelle* (27) ». Le prolétariat ne possède aucun moyen de production, il est durement exploité et opprimé : c'est là ce qui le rend profondément révolutionnaire. D'autre part, c'est parce que le prolétariat est le produit de la grande industrie mécanisée. Il représente les forces productives les plus avancées et, partant, il est de toutes les classes celle qui a le plus d'avenir, qui voit le plus loin et qui est la plus progressiste. « *De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie ; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique* (28), » écrivent Marx et Engels dans le Manifeste. Enfin, parce que le prolétariat ne peut s'émanciper lui-même sans émanciper toute l'humanité. Sa position sociale et économique fait qu'il est totalement dépourvu d'égoïsme, comme l'indique le Manifeste : « *Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité* (29). » Le prolétariat s'identifie pleinement avec les intérêts fondamentaux de toutes les classes laborieuses, c'est ce qui le rend capable d'unir toutes les forces révolutionnaires susceptibles d'être unies dans la lutte pour renverser le capitalisme et réaliser le socialisme et le communisme.

4 — La révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat constituent une voie obligatoire pour la réalisation de la mission historique du prolétariat.

Comment le prolétariat peut-il remplir sa mission historique ? En synthétisant l'expérience historique de toutes les luttes de classes de l'humanité, et en particulier l'expérience des luttes du mouvement ouvrier international, Marx et Engels ont indiqué dans ce Manifeste que le prolétariat doit, à travers une révolution violente, établir et renforcer sans cesse sa dictature pour pouvoir mener jusqu'au bout la révolution prolétarienne.

Les classes dominantes, quelles qu'elles soient, n'acceptent jamais de leur propre gré d'abandonner la scène de l'histoire. Pour protéger sa domination, la bourgeoisie utilisera sans doute l'outil puissant que constitue le pouvoir d'Etat qu'elle a entre les mains pour riposter au prolétariat et écraser son opposition. En conséquence, c'est par la violence révolutionnaire que le prolétariat doit répondre à la violence contre-révolutionnaire de la bourgeoisie ; la révolution violente est la loi universelle de la révolution prolétarienne. Le Manifeste l'indique clairement : *« Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé (30). »*

Après la prise du pouvoir, le prolétariat doit établir sa propre domination politique, c'est-à-dire la dictature du prolétariat. Celle-ci représente la garantie fondamentale du triomphe du prolétariat sur la bourgeoisie, de la victoire du socialisme sur le capitalisme. Elle constitue la voie obligatoire pour passer du capitalisme au communisme. Bien que le Manifeste n'ait pas encore employé le concept scientifique de dictature du prolétariat, l'idée de dictature du prolétariat parcourt tout le texte comme un fil rouge.

« La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante (31) », déclare le Manifeste, indiquant par là que le prolétariat doit utiliser son pouvoir pour déposséder pas à pas la bourgeoisie et concentrer entre les mains de l'Etat prolétarien tous les instruments de production, afin de développer rapidement les forces productives. Le Manifeste donne de l'Etat prolétarien une définition extrêmement importante : *« L'Etat, c'est le prolétariat organisé en classe dominante (32). »* Pour Lénine, cette idée était la plus remarquable et la plus fondamentale de la conception marxiste de l'Etat, dans la mesure où elle exposait l'idée de la dictature du prolétariat.

5 — La direction exercée par le Parti communiste constitue la garantie fondamentale pour réaliser la mission historique du prolétariat.

Le Manifeste est *« un programme détaillé, à la fois théorique et pratique (33) »*. Il expose de façon scientifique le caractère, les particularités, le programme, les tâches et les principes tactiques du Parti communiste.

Le Parti communiste est un parti qui représente les intérêts du prolétariat. Guidé idéologiquement par la théorie révolutionnaire marxiste, il représente dans la pratique les intérêts de sa classe entière, les intérêts de tout le mouvement, il constitue la fraction qui pousse le mouvement continuellement de l'avant. C'est pourquoi le Parti communiste se différencie des autres organisations et partis ouvriers ; il est l'avant-garde du prolétariat, qui applique l'internationalisme prolétarien et l'esprit de la révolution radicale.

D'une façon générale, on peut dire que le programme et les tâches du Parti se résument à ceci : sur le plan politique, aider le prolétariat à se constituer en classe pour

renverser par la violence la domination bourgeoise et établir sa propre domination politique ; sur le plan économique, permettre au prolétariat de déposséder les spoliateurs, d'abolir la propriété privée capitaliste et d'établir la propriété commune socialiste. « *Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée* (34). » Sur le plan de la culture et de l'idéologie aussi, il faut rompre radicalement avec les conceptions individualistes : « *La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété ; rien d'étonnant si, dans le cours de son développement, elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelle* (35). » Ce n'est qu'en réalisant ces deux ruptures les plus radicales qu'il sera possible d'exercer la dictature intégrale du prolétariat sur la bourgeoisie, de poursuivre la révolution sous la dictature du prolétariat et de mener la révolution à terme.

Quels sont les principes tactiques des communistes ? « *Ils combattent pour les intérêts immédiats de la classe ouvrière, mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement* (36). » Cela signifie que, dans la lutte révolutionnaire contre le régime social existant, le Parti communiste doit unifier les intérêts temporaires et les objectifs à long terme, mettre en œuvre les principes de l'internationalisme prolétarien, et lutter en vue de réaliser le communisme pour tout le genre humain.

A la fin du Manifeste, Marx et Engels, avec un esprit grandiose propre aux révolutionnaires prolétariens, proclament avec force à la face du monde : « *Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* (37) »

Le Manifeste du Parti communiste est le premier docu-

ment à caractère de programme du prolétariat international auquel il a indiqué une ligne juste pour mener sa lutte révolutionnaire. La publication du Manifeste marque la naissance du marxisme. Pour le mouvement ouvrier international, qui possédait désormais la direction donnée par le marxisme, commença alors une nouvelle étape de lutte. Comme l'a dit Staline, « *leur Manifeste a fait époque* (38) ». Il y a déjà plus d'un siècle que le Manifeste a été publié mais il « *inspire et anime jusqu'à ce jour tout le prolétariat organisé et combattant du monde civilisé* (39) ». Les idées et les principes fondamentaux du Manifeste représentent une puissante arme idéologique pour le prolétariat international et tous les peuples révolutionnaires qui veulent vaincre les réactionnaires, les oppresseurs et révisionnistes de tout poil. Les anciens révisionnistes comme les nouveaux ont toujours cherché à déformer les principes fondamentaux du Manifeste, dans le but de s'opposer à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat. Mais la dialectique de l'histoire est impitoyable. Tous les pantins qui tentent d'empêcher l'avance du cours historique sont condamnés par le peuple révolutionnaire à être jetés à la poubelle de l'histoire.

NOTES

(1) « La démocratie nouvelle », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome II, p. 386. E.P.

(2) « De la contradiction », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome I, p. 348. E.P.

(3) « La Troisième Internationale et sa place dans l'histoire », Lénine, *Œuvres*, tome 29, p. 312. E.M.

(4) K. Marx, « Gloses marginales critiques à l'article : "Le roi de Prusse et la réforme sociale par un Prussien" », Marx/Engels, *Werke*, Bd. I, S. 404.

(5) « De la pratique », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome I, p. 334. E.P.

- (6) « De la pratique », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome I, p. 334. E.P.
- (7) *Rheinische Zeitung*, organe de la bourgeoisie libérale de Rhénanie (N.d.T.).
- (8) K. Marx, « Le débat à la 6^e session de la Diète de Rhénanie (article 3) », *Marx/Engels, Werke*, Bd. I, S. 130.
- (9) F. Engels, « Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande », p. 23. E.S.
- (10) 38, rue Vanneau, dans le VII^e arrondissement (N.d.T.).
- (11) K. Marx, « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel », « Marx-Engels : Études philosophiques », p. 27 et 29. E.S.
- (12) Lénine, « Karl Marx », p. 5. E.P.
- (13) F. Engels, « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », p. 27. E.S.
- (14) Lénine, « Sur Marx et Engels », p. 50. E.P.
- (15) Lénine, « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », p. 2. E.P.
- (16) « De la contradiction », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome I, p. 352. E.P.
- (17) « Intervention à la Conférence nationale du Parti communiste chinois sur le travail de propagande », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome V, p. 470. E.P.
- (18) F. Engels, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des Communistes », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 3, p. 190-191. E.M.
- (19) Lénine, « Karl Marx », p. 6. E.P.
- (20) Lénine, « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », p. 3. E.P.
- (21) Marx et Engels, « Le Manifeste du Parti communiste », p. 32. E.P.
- (22) *Ibid.*, p. 44.
- (23) *Ibid.*, p. 39.
- (24) *Ibid.*, p. 41.
- (25) *Ibid.*, p. 48.
- (26) *Ibid.*, p. 41.
- (27) *Ibid.*, p. 47.
- (28) *Ibid.*, p. 45.
- (29) *Ibid.*, p. 47.
- (30) *Ibid.*, p. 76.
- (31) *Ibid.*, p. 58.
- (32) *Ibid.*, p. 58.
- (33) *Ibid.*, p. 1.
- (34) *Ibid.*, p. 50.
- (35) *Ibid.*, p. 58.
- (36) *Ibid.*, p. 74.
- (37) *Ibid.*, p. 76.
- (38) Staline, « Anarchisme ou socialisme », p. 65. E 100.
- (39) Lénine, « Sur Marx et Engels », p. 52. E.P.

CHAPITRE II

LA TEMPETE REVOLUTIONNAIRE DE 1848 EN EUROPE ET LE DEVELOPPEMENT DU MARXISME

Juste après la publication du Manifeste du Parti communiste, éclata en Europe la grande tempête révolutionnaire de 1848. De Budapest à Paris, de Palerme à Berlin, la révolution balaya tout le continent européen. Ce fut une révolution démocratique bourgeoise qui dépassa en ampleur toutes celles qu'a pu connaître l'Europe moderne. Son objectif essentiel était de saper dans tous ces pays les anciennes bases de l'ordre féodal, de balayer les obstacles qui entravaient le développement du capitalisme.

Bien que bourgeoise, la révolution de 1848 eut lieu à un moment où le capitalisme était déjà hautement développé, où le marxisme avait déjà fait son apparition et où les luttes de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie avaient franchi un nouveau pas : c'est ce qui lui donna des caractéristiques différentes de toutes celles des autres révolutions bourgeoises. Mais surtout, le fait que le prolétariat, à peine éveillé, apparaissait déjà en tant que force politique indépendante sur la scène de l'histoire, marqua cette révolution de son sceau de classe sans équivoque. Marx et Engels, grands éducateurs du prolétariat, participèrent personnellement à cette révolution et la dirigèrent ; ils soutinrent résolument les luttes révolutionnaires dans tous les pays et, à travers la pratique de la lutte révolutionnaire des masses, ils éprouvèrent et développèrent leur propre théorie révolutionnaire.

1. La Révolution de Février et les Journées de Juin en France.

La révolution française de Février 1848 fut à l'avant-garde de la révolution dans les autres pays d'Europe, c'est elle qui sonna le clairon annonçant la tempête révolutionnaire.

La France était gouvernée par le roi Louis-Philippe au

règne duquel on donna le nom de Monarchie de Juillet (1830-1848). Cette monarchie représentait les intérêts de la grande bourgeoisie financière. Sa politique, tant intérieure qu'extérieure, était au service exclusif des intérêts de sa propre faction. Elle était devenue une société par actions exploitant les richesses nationales du pays. Sur les trente-six millions d'habitants que comptait alors la France, seuls 200 000 bénéficiaient du droit de vote. Les ouvriers et les paysans n'étaient pas les seuls à être privés de ce droit ; il en était également ainsi pour la petite bourgeoisie et pour une partie de la bourgeoisie industrielle. A mesure que l'industrie française se développait, la bourgeoisie industrielle ne cessait de se renforcer et de marquer son désaccord à la politique absolutiste de l'aristocratie financière. Une partie des députés regroupés dans l'opposition dynastique réclamait une réforme électorale et, bientôt, du prolétariat à l'opposition dynastique, tous se dressèrent contre la Monarchie de Juillet. Mais, bien sûr, les intérêts comme les objectifs politiques des diverses classes et des divers partis étaient totalement différents. La crise économique de 1847 approfondit les contradictions de classes à l'intérieur du pays et permit à la situation révolutionnaire de mûrir plus rapidement.

En juillet 1847, l'opposition bourgeoise, à la faveur de la situation révolutionnaire créée par la crise économique, souleva en France l'« agitation des banquets », rassemblements à caractère politique destinés à promouvoir la réforme électorale. Le plus grand de ces banquets devait se tenir le 22 février 1848. Il fut interdit par le ministère Guizot et l'opposition bourgeoise recula lâchement. Mais les masses révolutionnaires parisiennes, constituées principalement d'ouvriers, se lancèrent alors une fois de plus dans la rue, en criant « A bas Guizot ! » et firent une impressionnante manifestation contre laquelle le gouvernement envoya immédiatement la troupe. Tard dans la nuit

du même jour les ouvriers, qui avaient élevé plus de 1 500 barricades, déclenchèrent l'insurrection armée. Le 24, le prolétariat et le peuple révolutionnaire occupèrent toutes les casernes et tous les dépôts d'armes de Paris et les ouvriers se lancèrent à l'attaque du Palais Royal en criant : « A bas Louis-Philippe ! », « Vive la République ! », Le roi n'eut même pas le temps de faire ses bagages avant de s'enfuir, affolé, vers l'Angleterre. Le peuple insurgé transporta le trône sur la Place de la Bastille, et le brûla devant le monument élevé à la mémoire des martyrs révolutionnaires. La Monarchie de Juillet était tombée et la Révolution de Février, victorieuse, forma le Gouvernement provisoire.

Ce furent les ouvriers qui fournirent le gros des forces de la Révolution de Février, mais le prolétariat manquait encore de maturité à cette époque et les fruits de la victoire lui furent dérobés par la bourgeoisie. En apparence, le Gouvernement provisoire représentait l'union de toutes les classes ayant pris part à la révolution ; en son sein, le socialiste petit-bourgeois Louis Blanc et l'ouvrier Albert représentaient le prolétariat, mais ce n'était en réalité qu'une représentation symbolique, tandis que la bourgeoisie monopolisait tous les postes-clés du Gouvernement provisoire. C'est pourquoi Marx estimait que ce gouvernement ne pouvait constituer qu'un compromis entre les diverses classes dont les intérêts fondamentaux étaient diamétralement opposés. Derrière ce compromis temporaire se cachaient de nouveaux affrontements entre classes irréconciliables. Sur le moment, tant que les ouvriers eurent des armes entre les mains, le Gouvernement provisoire dut se résigner à faire voter quelques lois favorables aux intérêts de la classe ouvrière, telles que l'abolition du suffrage censitaire, basé sur la fortune, et l'instauration du suffrage universel. Il promit aux ouvriers le droit de travail, la réduction de la journée de travail, etc. D'autre part, en

réponse aux ouvriers qui exigeaient l'« Organisation du travail » et la création d'un ministère du Travail, le Gouvernement provisoire fit mine d'accepter une proposition de Louis Blanc et installa au Palais du Luxembourg une « commission gouvernementale du travail » (connue sous le nom de Commission du Luxembourg) que présidait ce même Louis Blanc, assisté d'Albert. Mais la bourgeoisie n'accepta la création de cet organisme que pour mieux tromper le prolétariat et le paralyser. Cette soi-disant « commission gouvernementale du travail » qui prétendait régler les conflits entre le capital et le travail, n'avait aucun pouvoir réel et ne disposait d'aucun fonds pour financer ses activités. Marx s'en moqua en la qualifiant de « synagogue socialiste » dont les grands-prêtres, Louis Blanc et Albert avaient pour tâche de découvrir la terre promise.

Louis Blanc (1811-1882) était un socialiste petit-bourgeois. Depuis les années 30, il attaquait dans la presse les points faibles du système capitaliste et propageait une théorie petite-bourgeoise du socialisme qui exerça en son temps une influence certaine sur le mouvement ouvrier. Effaçant toujours les différences de classes, il prêchait la conciliation. D'après lui : « *l'harmonie est la loi de toutes choses* », « *à travers la libre coopération entre tous les hommes et leur union fraternelle* », on peut arriver à « *améliorer tous les hommes sur le plan spirituel comme sur le plan matériel* ». Il faisait reposer ses espérances de transformation sociale sur l'Etat bourgeois. Après la Révolution de Février, il s'en remit entièrement au Gouvernement provisoire pour émanciper le prolétariat et accepta un compromis sans principes avec la bourgeoisie, freinant ainsi grandement la lutte politique du prolétariat. Dans la Commission du Luxembourg, il joua le rôle d'un médiateur dans les conflits entre le capital et le travail, exhortant sans répit les ouvriers à faire preuve de fermeté et de patience et à collaborer avec la bourgeoisie. Lénine en

parle en termes sévères : « *Le socialiste français Louis Blanc se rendit tristement célèbre pendant la révolution de 1848 en abandonnant les positions de la lutte de classes pour celles des illusions petites-bourgeoises enveloppées d'une phraséologie à prétentions socialistes, et qui ne servaient en réalité qu'à affermir l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat* (1). »

Pendant que Louis Blanc adressait aux masses ouvrières ses sermons mensongers, la bourgeoisie s'empressait d'adopter toutes sortes de mesures destinées à renforcer sa position dominante et à préparer un complot criminel contre le prolétariat.

La première de ces mesures fut la confiscation des armes aux ouvriers. Le Gouvernement provisoire adopta une résolution réorganisant la Garde Nationale ; puis il recruta un tas d'éléments du lumpen-prolétariat pour créer une Garde Mobile de 24 000 hommes qui constituait son appui réactionnaire. En même temps, le gouvernement provisoire réhabilita bon nombre de grands personnages et de hauts dignitaires de l'ancien régime et rassembla les forces de la réaction qui s'introduisirent dans les organes bureaucratiques.

Pour détruire tout le prestige dont jouissait le socialisme et semer la discorde entre ouvriers et paysans, le Gouvernement provisoire, sous prétexte de satisfaire la revendication du droit au travail formulée par les ouvriers et de mettre en pratique les projets « socialistes » de Louis Blanc, créa les Ateliers Nationaux. Pour ce faire, il ramassa 100 000 ouvriers au chômage, les organisa d'une façon paramilitaire et les poussa à effectuer de lourds travaux manuels très mal rémunérés ; le salaire journalier était de 23 sous (2). Lorsque les bas salaires et les conditions de vie extrêmement difficiles provoquèrent le mécontentement des ouvriers, la bourgeoisie profita de l'occasion pour leur répondre : « *Voilà le socialisme que vous dési-*

riez ! Le voilà, votre droit au travail ! » Parallèlement, pour dresser la paysannerie et la petite bourgeoisie contre les ouvriers, le Gouvernement provisoire promulgua un décret extraordinaire qui fixait une taxe additionnelle de 45 centimes par franc sur les quatre impôts directs. Comme la perception de cet impôt touchait particulièrement les paysans et les artisans, il souleva parmi eux un légitime mécontentement. Alors la bourgeoisie laissa entendre perfidement que l'impôt additionnel était destiné à maintenir les Ateliers Nationaux et à nourrir les ouvriers « oisifs », ce qui revenait à inviter les paysans et les petits bourgeois à identifier leurs problèmes et à en rejeter la cause sur le prolétariat. Grâce à ces complots et intrigues éhontés, la bourgeoisie parvint à ruiner la réputation du socialisme, à semer la discorde entre ouvriers et paysans et à isoler le prolétariat. *« Ainsi, dans le corps à corps tout proche entre la bourgeoisie et le prolétariat, la première avait en ses mains tous les avantages, tous les postes décisifs, toutes les couches moyennes de la société... (3). »*

Face à la politique réactionnaire de la bourgeoisie, le prolétariat fut obligé de passer à l'action. Le 21 juin 1848, le gouvernement décréta la fermeture des Ateliers Nationaux, ordonnant que tous les ouvriers célibataires fussent incorporés dans l'armée ou envoyés dans de lointaines provinces pour y défricher des terres. Les ouvriers n'avaient plus le choix : il leur fallait mourir de faim ou engager la lutte ! Le 22, les ouvriers parisiens élevèrent des barricades et se lancèrent dans une grande insurrection contre la bourgeoisie. Refusant d'obéir à Louis Blanc qui leur prêchait de « *déposer immédiatement les armes* », les insurgés lancèrent ce mot d'ordre : « *Pour la République démocratique et sociale !* » Ce furent les célèbres Journées de Juin 1848 des ouvriers parisiens.

Dans le feu des barricades, plus de 40 000 insurgés tragiquement démunis d'armes et de chefs firent preuve d'un

courage et d'un génie sans exemple. Face, à la mort, ils criaient d'une voix forte leur serment : « *Plutôt mourir debout que vivre à genoux !* ». Mais ils avaient en face d'eux 200 000 soldats de l'armée officielle, parfaitement équipés. Après cinq jours de luttes sanglantes, dans un rapport de force chaque jour plus inégal, l'insurrection échoua. La bourgeoisie se livra alors à un massacre sanglant des ouvriers parisiens. Lors de la terreur blanche qui suivit la défaite des Journées de juin, plus de 11 000 personnes furent assassinées, plus de 25 000 condamnées à la prison, à la déportation ou aux travaux forcés, et la bourgeoisie substitua la devise « Infanterie, Cavalerie, Artillerie » à celle de « Liberté, Égalité, Fraternité », étalant au grand jour la nature despotique de sa domination sur le prolétariat.

Malgré l'échec de l'insurrection, le mérite historique de ces Journées de Juin reste indéniable. Marx en fit une haute évaluation et la présenta comme « *la première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne. C'était une lutte pour le maintien ou l'anéantissement de l'ordre bourgeois (4)* »

L'insurrection de juin démontra également qu'il était impossible au prolétariat de s'émanciper dans le cadre d'une république bourgeoise. Le sang des insurgés proclamait la faillite du socialisme petit-bourgeois de Louis Blanc. C'est alors que le prolétariat lança cet audacieux mot d'ordre de lutte révolutionnaire : *Renversement de la bourgeoisie ! dictature de la classe ouvrière !*

Après la défaite des Journées de Juin, le prolétariat fut écarté pour un temps de la scène politique et la bourgeoisie assit sa propre domination. Cependant la situation politique ne s'était pas encore consolidée et les différentes factions bourgeoises recommencèrent à se disputer le pouvoir. Afin de renforcer sa domination, la fraction républicaine de la bourgeoisie fit adopter par l'Assemblée natio-

nale constituante la Constitution de la République Française. Celle-ci octroyait au Président de la République toutes sortes de pouvoirs spéciaux et lui donnait les moyens de sa dictature personnelle. Malgré tout, lors des élections présidentielles de décembre 1848, la forte persistance de l'idée napoléonienne chez les petits paysans et leur mécontentement envers la république firent échouer les républicains bourgeois. Ce fut le neveu de l'ex-empereur Napoléon 1^{er}, l'escroc politique Louis Bonaparte, qui recueillit la grande majorité des suffrages paysans et fut élu Président de la République Française.

Après son élection, Louis Bonaparte se livra à toutes sortes de manœuvres et de complots qui lui permirent de s'emparer du pouvoir dans l'armée, dans l'administration et à l'Assemblée, de façon à parachever la constitution d'une énorme machine d'Etat réactionnaire composée de 500 000 soldats et d'autant de fonctionnaires. Fort de sa victoire, il déclencha le coup d'Etat du 2 décembre 1851 qui dissolvait l'Assemblée nationale législative et proclama le même jour l'abolition de la République et la restauration de l'Empire.

Le gouvernement de Louis Bonaparte représente la domination réactionnaire d'une bourgeoisie basculant dans la contre-révolution.

2. La Révolution de Mars en Allemagne

L'étincelle de la révolution française de février alluma, dans l'Allemagne toute proche, la Révolution de Mars.

A la veille de la révolution, l'Allemagne n'était qu'une Confédération très lâche qui comprenait 34 Etats et 4 villes libres administrant eux-mêmes leur politique intérieure, leurs affaires étrangères et leurs forces armées. La monnaie, les poids et mesures différaient également d'un Etat



Combats sur les barricades à la Porte Saint-Denis à Paris, Juin 1848



Combats sur les barricades à Berlin dans la nuit du 18 au 19 mars 1848

à l'autre, ce qui entravait considérablement le développement du capitalisme allemand. La révolution bourgeoise en Allemagne avait ainsi deux tâches : en finir avec les multiples divisions causées par le morcellement féodal et unifier le pays.

Cependant, les conditions économiques et politiques de l'Allemagne avaient produit des rapports de classe extrêmement complexes, et déterminé pour chaque classe une attitude différente face à la révolution. La noblesse féodale, qui jouissait toujours de nombreux privilèges économiques et politiques, occupait tous les postes-clés dans le gouvernement et dans l'armée. Opposée à toute révolution et désireuse de maintenir la domination réactionnaire du féodalisme et de la religion, elle représentait les rapports de production dépassés ; c'était l'ennemi juré de la révolution. La bourgeoisie, apparue plus tard qu'en France et en Angleterre, et qui n'avait commencé à participer à la vie politique que dans les années 40, demandait maintenant sa part dans les affaires de l'Etat afin d'acquérir un réel pouvoir politique et de veiller au développement du capitalisme. Mais à cause du retard économique de l'Allemagne, les forces de la bourgeoisie industrielle se trouvaient encore faibles et la bourgeoisie commerçante restait étroitement liée à l'aristocratie féodale. Mais c'est surtout, avec l'éveil du mouvement ouvrier en Allemagne, la peur que le prolétariat inspirait à la bourgeoisie — peur qui dépassait de loin son mécontentement envers l'autorité féodale — qui explique la faiblesse et l'hésitation extrêmes dont fit preuve la bourgeoisie allemande sur le plan politique. Les paysans, pour leur part, constituaient la grande majorité de la population allemande. Néanmoins, la pénétration du capitalisme dans les campagnes avait déjà divisé la paysannerie en plusieurs couches distinctes. A part une petite minorité de paysans riches, la plupart des petits paysans, fermiers et serfs étaient encore sous le joug

de l'autocratie féodale dont ils réclamaient la destruction, prenant ainsi une part active à la lutte antiféodale. Bien qu'encore peu nombreux, le prolétariat, originaire en grande partie des campagnes et uni aux paysans par des liens de sang, subissait profondément la double oppression des capitalistes et des seigneurs féodaux ; son caractère révolutionnaire n'en était que plus marqué : il exigeait d'urgence une transformation de l'ordre existant et réclamait l'établissement par des moyens révolutionnaires de la République une et indivisible. Mais ses insuffisances restaient nombreuses sur le plan de la conscience comme sur celui de l'organisation, et n'était pas encore capable de s'ériger en force dirigeante de la révolution. Voici comment Engels résume le rapport des forces entre les diverses classes à la veille de la révolution de 1848 : *« La haute noblesse, les fonctionnaires et officiers d'un certain âge constituaient le seul appui sûr du système établi ; la petite noblesse, la bourgeoisie industrielle et commerciale, les universités, le corps enseignant de tous les degrés, et même une partie des rangs inférieurs de la bureaucratie et des officiers, étaient tous ligüés contre le gouvernement ; derrière ceux-ci se tenaient les masses mécontentes des paysans et les prolétaires des grandes villes [...] ; la bourgeoisie se disposait à renverser le gouvernement et les prolétaires s'apprêtaient à jeter la bourgeoisie à terre à son tour (5) »* Tout cela déterminait la trahison inévitable de la bourgeoisie envers le peuple lors de la révolution, et les concessions qu'elle accorda aux classes dominantes féodales.

La Révolution de Mars en Allemagne éclata d'abord dans les régions du Sud-Ouest, dans le Grand-Duché de Bade et en Bavière notamment, sous la forme d'un mouvement révolutionnaire populaire. Le 1^{er} mars, le ministère réactionnaire de Bade est renversé et remplacé par un nouveau cabinet dont fait partie la fraction libérale de la

bourgeoisie. Successivement, les autres Etats tombent eux aussi entre les mains de la bourgeoisie libérale. L'Autriche et la Prusse étaient les deux plus grands Etats de la Confédération Germanique. Vers la mi-mars, la révolution éclate à Vienne, capitale de l'Autriche, et à Berlin, capitale de la Prusse ; ces deux bastions de la réaction en Allemagne se trouvent alors au cœur de la révolution. Le 13 mars, les ouvriers, les étudiants et les habitants de Vienne manifestent contre le gouvernement en criant : « A bas Metternich ! Vive le gouvernement constitutionnel ! ». Pendant que le chancelier Metternich rassemblait les troupes pour réprimer le mouvement, les masses populaires édifiaient à la hâte des barricades, déclenchant l'insurrection. Voyant que la situation tournait mal, Metternich, déguisé en femme, s'enfuit précipitamment vers l'Angleterre. L'empereur d'Autriche, Ferdinand 1^{er}, fut obligé d'annoncer le remaniement de son cabinet, et dut accepter la convocation d'une Assemblée nationale chargée d'élaborer la Constitution.

La nouvelle de la chute de Metternich galvanisa le mouvement révolutionnaire en Prusse. Les ouvriers, les habitants et les étudiants de Berlin se lancèrent eux aussi dans les activités révolutionnaires qui, dès le début, effrayèrent fort la bourgeoisie prussienne. Avant l'éclatement de la révolution, celle-ci implorait sans répit les ouvriers, d'une voix émue et craintive : « *Les moissons de la terre demandent du soleil et des pluies propices, les moissons de la révolution demandent l'ordre et la paix ; les ravages de l'insurrection sont pires que ceux de la grêle !* ». Elle espérait ainsi canaliser la révolution dans des réformes pacifiques. Le roi de Prusse tenta également de bloquer la révolution à l'aide de fausses promesses de réformes. Du 13 au 16 mars, de grands rassemblements de masses furent organisés à Berlin. Le gouvernement réunit des troupes pour les contenir, tandis que la bourgeoisie

exhortait de toutes ses forces les ouvriers à « garder leur calme ». Mais, l'après-midi du 18 mars, l'armée réactionnaire fit feu à plusieurs reprises sur la foule rassemblée devant le palais royal, ce qui déclencha l'insurrection. Les masses révolutionnaires dont les ouvriers constituaient le gros des forces, renversèrent tous les obstacles placés par la bourgeoisie et, après s'être battues dix heures de suite contre 14 000 soldats de l'armée réactionnaire, remportèrent la victoire. Ce fut la Révolution de Mars. Le lendemain matin, le peuple triomphant conflua vers le palais où il ordonna au roi de Prusse de se découvrir devant le corps des victimes de la révolution, puis le soumit à un jugement sévère. Fin mars, sur mandat du roi, les représentants de la grande bourgeoisie rhénane Camphausen et Hansemann furent chargés de former un nouveau cabinet. Ce fut grâce au soulèvement populaire que la bourgeoisie obtint sa part du pouvoir, mais dès qu'elle y eut accédé, elle se ligua avec les forces pro-impériales pour s'opposer à la révolution, préparant ainsi les conditions du retour à l'autorité despotique du monarque.

La tempête révolutionnaire de 1848 déferla également sur plusieurs autres pays d'Europe : en Italie, en Hongrie, en Bohême se livrèrent des guerres de libération pour l'indépendance nationale qui ébranlèrent furieusement l'ordre ancien dans toute l'Europe. Dans cette tempête révolutionnaire d'une ampleur inégalée, la Russie des Tsars joua le rôle du bourreau étrangleur. Lorsque la nouvelle de la révolution française de Février 1848 parvint à Saint-Pétersbourg, le tsar Nicolas 1^{er}, qui ouvrait un bal, blêmit de peur et cria d'un ton sauvage : « Officiers, à cheval ! La révolution vient d'éclater à Paris ! » Il massa une grande armée de 150 000 hommes sur la frontière prussienne et rassembla 120 000 soldats en Pologne. Au moment même où la guerre de libération nationale en Hongrie remportait de grandes victoires, Nicolas 1^{er} enva-

hit le pays avec 140 000 hommes et se livra à une atroce répression qui étouffa dans l'œuf la guerre d'indépendance hongroise. Engels devait déclarer quelques années plus tard : depuis la Révolution de Février, *« il était clair pour nous que la révolution n'avait qu'un seul ennemi vraiment redoutable : la Russie, et que pour cet ennemi la nécessité d'entrer en lutte devenait plus pressante à mesure que le mouvement prenait des dimensions européennes (6) »*.

3. Les luttes de Marx et Engels au cours de la tempête révolutionnaire de 1848

Les éducateurs du prolétariat qu'étaient Marx et Engels avaient prévu dès 1847 le déclenchement imminent de la tempête révolutionnaire. Lorsque celle-ci éclata en 1848 sur tout le continent européen, animés de sentiments chaleureux, ils se portèrent immédiatement aux premiers rangs de la révolution. Sous la direction de Marx et Engels, les quelque 300 membres de la Ligue des communistes prirent part eux aussi séparément à cette révolution dans plusieurs pays d'Europe. Ils en subirent toutes les épreuves, écrivant ainsi un brillant chapitre de l'histoire du mouvement communiste international.

Lorsqu'éclata en France la Révolution de Février, Marx et Engels se trouvaient à Bruxelles. En lutte aux persécutions du gouvernement belge et désirant pouvoir diriger sur place les luttes révolutionnaires, Marx se rendit début mars à Paris, où le rejoignirent peu à peu les autres dirigeants de la Ligue des communistes. Ils y constituèrent un nouveau comité central de la Ligue et Marx en fut élu président. Engels, qui en était membre également, arriva dans les derniers jours de mars à Paris, pour lutter côte à côte avec Marx.

Alors que la Révolution de Mars éclatait successive-

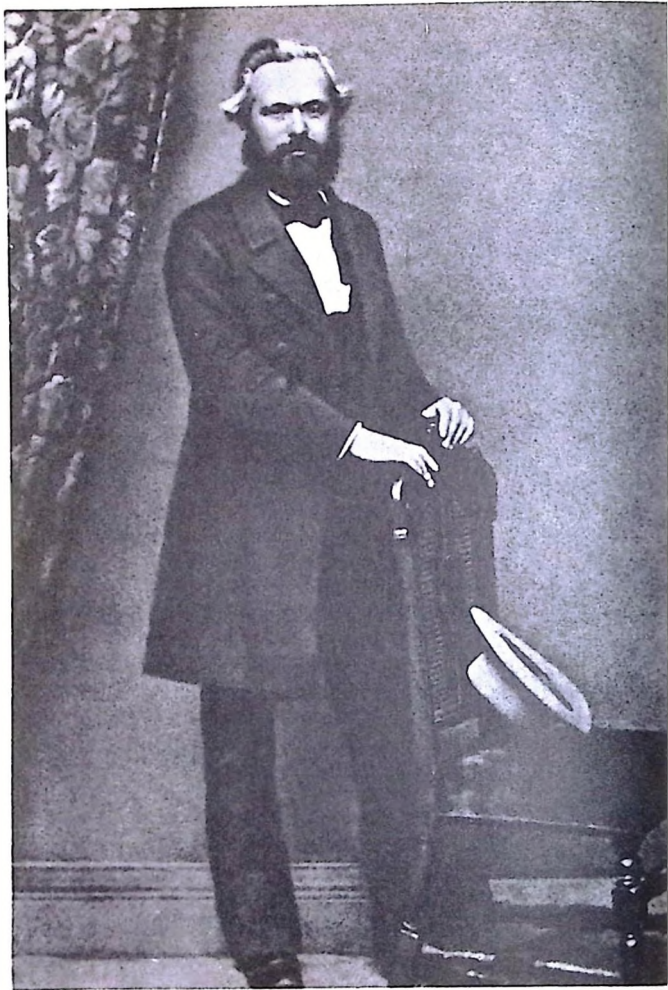
ment dans toutes les régions d'Allemagne, Marx et Engels étaient d'avis que la tâche urgente du prolétariat allemand était l'élaboration d'un programme pour son action dans la révolution. Fin mars, ils se chargèrent personnellement de rédiger ce document connu sous le titre de « Revendications du Parti communiste en Allemagne ».

Marx et Engels avaient indiqué dans le Manifeste du Parti communiste que la révolution allemande avait à cette époque le caractère d'une révolution bourgeoise, mais qu'elle pouvait constituer le prologue direct de la révolution prolétarienne. Les « Revendications du Parti communiste en Allemagne » concrétisèrent encore ce principe tactique. D'emblée, elles définissaient comme tâche fondamentale à l'époque pour le prolétariat allemand l'établissement de la République une et indivisible. Pourquoi ? Parce qu'il aurait été inconsideré de vouloir réaliser directement une révolution prolétarienne sans avoir au préalable anéanti la domination féodale sur le pays. Néanmoins, le prolétariat ne pouvant en aucun cas faire entrer sa révolution dans le cadre d'une révolution démocratique bourgeoise, il devait garder toujours présente à l'esprit la révolution prolétarienne future et préparer les conditions indispensables à cette révolution socialiste. Pour assurer la victoire de la révolution et la possibilité de la voir déboucher sur la révolution prolétarienne, les Revendications énuméraient une série de mesures de réforme démocratique : l'application du suffrage universel, seule garante de la participation ouvrière à l'Assemblée ; l'armement du peuple, avec pour corollaire la transformation de l'armée en une grande armée du travail ; la séparation effective de l'Eglise et de l'Etat et la généralisation de l'instruction publique ; la gratuité des procédures judiciaires ; la rétribution égale de tous les fonctionnaires, l'abolition de toutes les charges féodales, etc. Ainsi se trouvaient liées l'unification du pays et la révolution démocratique. Les Revendica-

tions demandaient encore la nationalisation des mines, des moyens de transport, des banques, des postes et l'organisation de la production agricole sur une grande échelle ; la garantie par l'Etat du travail et des conditions de vie des ouvriers ; la mise en place de lourds impôts progressifs et l'abolition des taxes sur les articles de consommation, ainsi que d'autres mesures destinées à limiter la croissance du capital. En outre, les Revendications voyaient dans l'armement de tout le peuple le moyen de garantir que la révolution serait menée jusqu'au bout. Les Revendications définissaient donc bien le programme et la tactique de lutte du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise et posaient les bases de la théorie marxiste selon laquelle la révolution démocratique bourgeoise doit se convertir en révolution socialiste. Pour appliquer intégralement le programme d'action, la politique et la tactique définis dans les « Revendications du Parti communiste en Allemagne », le comité central de la Ligue des communistes, alors à Paris, fit rentrer au pays — séparément et clandestinement — 3 à 400 ouvriers allemands. La plupart étaient membres de la Ligue et devaient se livrer en Allemagne à un difficile travail de propagande et d'organisation. Les ouvriers se dispersèrent dans toute l'Allemagne pour devenir les points d'ancrage de la révolution. Les Revendications, imprimées sous forme de tracts, furent distribuées aux ouvriers allemands qui rentraient au pays, et Marx et Engels donnèrent aux membres de la Ligue des directives précises pour construire en Allemagne une organisation ouvrière.

Début avril, Marx et Engels quittèrent eux aussi Paris pour rentrer chez eux ; lorsqu'ils arrivèrent à Cologne, centre industriel et culturel de la Rhénanie, ils prirent part directement aux luttes révolutionnaires allemandes et transférèrent dans cette ville le comité central de la Ligue.

Lors de leur séjour à Paris, Marx et Engels avaient



Karl Marx

conçu pour guider la révolution le projet de fonder un grand journal et de créer une vaste opinion publique favorable à la révolution. C'est pourquoi, dès leur retour en Allemagne, ils se mirent immédiatement à l'œuvre pour fonder la « Nouvelle Gazette Rhénane ». Après avoir dû surmonter toutes sortes de difficultés, le journal parut officiellement le 1^{er} juin 1848. Marx en était le rédacteur en chef, tandis qu'Engels et plusieurs autres membres connus de la Ligue y travaillaient comme rédacteurs. Bien que ce journal se fût présenté comme l'organe de la démocratie révolutionnaire, il profita de toutes les occasions concrètes pour affirmer son caractère spécifiquement prolétarien. Marx et Engels utilisèrent la Nouvelle Gazette Rhénane pour diffuser largement la ligne tactique qu'ils avaient élaborée pour le prolétariat dans la révolution démocratique et c'est à travers le journal qu'ils guidèrent l'action des membres de la Ligue disséminés à travers tout le pays. Grâce au journal encore, Marx et Engels purent nouer de larges relations avec les partis démocratiques des différents pays et diriger ainsi les luttes révolutionnaires des ouvriers et celles des nations opprimées pour leur indépendance qui s'y développait. Ils appelèrent les peuples de tous les pays à s'unir contre les trois puissances réactionnaires d'Europe : la Russie tsariste, l'Angleterre capitaliste et l'Empire germanique.

La Nouvelle Gazette Rhénane veillait particulièrement à enseigner aux ouvriers allemands à se tenir en permanence à l'aile gauche du mouvement, à conserver leur position indépendante ; elle leur donnait des directives concrètes sur chaque phase et chaque problème important de la révolution. Grâce à cela, la base de masse de la Nouvelle Gazette Rhénane ne cessa de s'élargir, et le journal exerça une grande influence sur la révolution tant en Allemagne que dans toute l'Europe.

Le gouvernement allemand réactionnaire craignait le

développement de la Nouvelle Gazette Rhénane et tentait de la juguler par tous les moyens. A partir de mai 1849, la réaction se fit encore plus virulente ; elle contraignit la Nouvelle Gazette Rhénane à cesser sa publication, expulsa Marx du pays et poursuivit de nombreux autres rédacteurs. Les forces révolutionnaires furent obligées d'effectuer un repli momentané. Le 19 mai, dans le dernier numéro imprimé à l'encre rouge, la Nouvelle Gazette Rhénane publiait un article intitulé « Aux ouvriers de Cologne » : « *En vous disant adieu, les rédacteurs de la Nouvelle Gazette Rhénane vous remercient de la sympathie que vous leur avez témoignée. Leur dernier mot sera partout et toujours : Emancipation de la classe ouvrière ! (7)* »

Malgré son interdiction, la contribution de la Nouvelle Gazette Rhénane à l'éducation de la classe ouvrière et l'impulsion qu'elle donna aux luttes révolutionnaires de l'époque furent indéniables.

Après la disparition de ce journal, Marx quitta Cologne pour Londres. Quant à Engels, il partit pour le sud-ouest de l'Allemagne où il prit part au soulèvement populaire de Bade et se battit bravement contre l'armée réactionnaire. Ce soulèvement fut écrasé en juillet 1849 et Engels, accompagné des autres insurgés, rejoignit Marx à Londres en passant par la Suisse.

Engels, qui avait pris part personnellement à l'insurrection, dressa alors un bilan complet des principes insurrectionnels. Dans son œuvre « Révolution et contre-révolution en Allemagne », il exposa les principes à suivre pour mener une insurrection et la conduire à la victoire. Cet ouvrage constitue un document important pour une approche marxiste du problème de la guerre.

4. La lutte de Marx et Engels contre l'opportunisme au sein de la Ligue des communistes

Les violentes luttes de classes de la période de 1848 en Allemagne se reflétaient à l'intérieur de la Ligue des communistes, qui fut le théâtre d'une lutte entre marxisme et opportunisme de droite et de gauche.

Born (1824-1898) fut le représentant de l'opportunisme de droite au sein de la Ligue. Il était alors président du « Comité central Ouvrier » et de l'« Association fraternelle des travailleurs » de Berlin. Il fraternisa avec toutes sortes d'éléments douteux dans l'espoir de réunir un tas de gens autour de lui tout en se livrant à des activités fractionnelles. Sur le plan politique, il appliquait une ligne capitulationniste de droite, car il estimait que la révolution démocratique bourgeoise était l'affaire de la bourgeoisie et s'opposait à ce que le prolétariat en prît la direction. Refusant de prendre part à la lutte pour une république germanique unie, il prônait aux ouvriers la création d'associations coopératives de production et de structures de crédit avec l'aide de l'Etat, de façon à améliorer leur sort au compte-gouttes. D'après lui, il aurait suffi que la classe ouvrière tout entière fût partie de ces associations pour devenir une classe libre ; la bourgeoisie se serait « éteinte » elle-même. Il proclamait sans honte que sa mission consistait à faire de son mieux pour que le prolétariat ne s'agite pas. Engels critiqua violemment les sophismes de Born où *« s'entremêlent en un fouillis inextricable les idées exposées dans la Manifeste, des réminiscences et des vœux datant des vieilles corporations, des déchets de Louis Blanc et de Proudhon, des doctrines protectionnistes... (8) »*

Marx et Engels menèrent aussi une lutte résolue contre l'opportunisme de gauche représenté à l'époque par Gottschalk (1815-1849), le président de l'Association des Tra-

vailleurs de Cologne. Ne tenant aucun compte des conditions concrètes, celui-ci refusait d'exécuter les tâches de la révolution démocratique bourgeoise en prétendant que la tâche des ouvriers dans la révolution était la réalisation immédiate du socialisme. Son mot d'ordre était : « Pour une République de la classe ouvrière ». Il s'opposait à toute alliance du prolétariat avec les démocrates et même avec les paysans. A Cologne, dans la Ligue des communistes et dans l'Association des Travailleurs, Marx et Engels combattirent sévèrement les erreurs de Gottschalk et tentèrent patiemment de l'éduquer ; mais il persista dans ses erreurs, refusa de se corriger et, déclarant que les statuts de la Ligue menaçaient sa liberté personnelle, il insista pour quitter l'organisation. La majorité des membres de la Ligue et de l'Association des Travailleurs condamna les activités scissionnistes de Gottschalk et apporta son soutien à la ligne prolétarienne de Marx et Engels qui sortirent victorieux de leur lutte contre la ligne erronée de gauche.

Durant l'été 1850, après avoir étudié les conditions de développement du capitalisme au cours des dix dernières années, Marx et Engels arrivèrent à la conclusion que la crise économique de 1847 était d'ores et déjà passée, et que, dans une situation où l'économie commençait à connaître une prospérité générale, il était peu probable qu'une nouvelle marée révolutionnaire survînt dans un proche avenir. En conséquence, ils proposèrent de changer la tactique de lutte de la Ligue. Il ne s'agissait plus pour l'instant de déclencher la révolution mais de rassembler des forces à long terme.

A cette époque, les justes idées de Marx et Engels se heurtèrent à l'opposition de certains membres du comité central de la Ligue, notamment de Willich et Schapper. Schapper réussit à réunir un groupe de membres de la Ligue, peu résolus néanmoins à fomenter une scission. En

fait, ils reculaient devant le dur travail que constituait le rassemblement des forces révolutionnaires ; refusant de reconnaître que la révolution se trouvait momentanément au creux de la vague, ils substituaient à l'analyse matérialiste de la réalité objective des grandes phrases révolutionnaires et cherchaient, de façon aventuriste, à rallier la fraction démocratique de la petite bourgeoisie pour déclencher en Allemagne une nouvelle insurrection. Ils disaient : *« Nous devons prendre le pouvoir immédiatement ; ou alors, mieux vaut nous coucher et dormir tranquilles. »* Lors d'une session du comité central qui se tint le 15 septembre 1850, Marx et Engels dénoncèrent très durement la fraction Willich-Schapper ; mais ceux-ci, loin de se repentir, continuèrent à essayer de scinder le Parti et formèrent illégalement un autre comité central. Aussi le siège du comité central de la Ligue fut-il transféré de Londres à Cologne. Le comité de Cologne, grâce à l'action décidée de Marx et Engels, adopta une résolution expulsant Willich et Schapper de la Ligue des communistes.

En octobre 1850, peu après la réorganisation du comité central, le gouvernement réactionnaire prussien se livra à des persécutions en mettant sur pied le fameux procès des communistes de Cologne. En automne 1851, des émissaires du roi de Prusse engagèrent à Paris des pourparlers avec la police française ; la partie allemande demanda l'aide de la France pour poursuivre les membres de la Ligue qui y avaient émigré. Les services secrets prussiens, profitant de l'occasion fournie par les affrontements entre le groupe Willich-Schapper et le comité central de la Ligue, envoyèrent leurs agents s'infiltrer en France et s'y emparer des postes de direction. Victimes des persécutions du gouvernement prussien, plusieurs membres de la Ligue des communistes furent condamnés et jetés en prison. Marx et Engels manifestèrent un profond dévouement pour les membres arrêtés et cherchèrent par tous les moyens à leur



Friedrich Engels dans les années 60

porter secours. Lorsque s'ouvrit le procès de Cologne, Marx et Engels réfutèrent et dénoncèrent point par point, à l'aide de témoignages et de documents précis, le complot gouvernemental, et ils transformèrent le tribunal en une arène politique où furent dévoilés les crimes du gouvernement réactionnaire. Ce procès démontra que les vrais coupables n'étaient pas parmi les communistes de Cologne, mais bien dans le gouvernement réactionnaire qui falsifiait les témoignages et persécutait le peuple.

Le procès de Cologne signifiait une répression accrue contre la Ligue. Dans ces circonstances, il devenait nécessaire de forger une organisation communiste plus solide et plus mûre pour diriger le mouvement ouvrier qui venait de subir un revers temporaire. La tâche historique de la Ligue des communistes était maintenant terminée et, le 17 novembre 1852, sur proposition de Marx, la Ligue fut officiellement dissoute.

Au cours des cinq années qui séparèrent sa fondation de sa dissolution, la Ligue, sous la direction de Marx et Engels, défendit activement les intérêts du prolétariat, mit tout en œuvre pour orienter le prolétariat dans une voie révolutionnaire correcte et fut soumise à dure épreuve dans le creuset du mouvement révolutionnaire. L'histoire de la Ligue des communistes prouve que cette organisation *« avait été une excellente école d'action révolutionnaire (9) »*.

5. Le bilan de la Révolution de 1848 en Europe par Marx et Engels

La révolution de 1848 dépassa en ampleur et en portée toutes celles qu'avait auparavant connues le monde moderne. Elle lança dans le tourbillon des luttes toutes les classes, toutes les couches sociales, tous les partis politiques. Cette grande pratique révolutionnaire permit au

marxisme d'affronter sa première grande épreuve et montra qu'il constituait l'unique doctrine révolutionnaire correcte pour guider les luttes révolutionnaires du prolétariat. Marx et Engels ne se contentèrent pas de prendre une part directe à la pratique de ces luttes révolutionnaires en 1848 ; dans le processus même de la révolution, ils en synthétisèrent l'expérience historique. C'est ainsi qu'ils écrivirent « Les luttes de classes en France de 1848 à 1850 », l'« Adresse du Comité central à la Ligue des communistes », « Révolution et contre-révolution en Allemagne », « Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte », et d'autres ouvrages qui contribuèrent encore à enrichir et à développer la théorie du socialisme scientifique. *« Par la pratique découvrir les vérités, et encore par la pratique confirmer les vérités et les développer (10). »*

Marx et Engels formulèrent à cette époque une série de principes révolutionnaires, dont voici les plus importants :

1 — Le mot d'ordre de lutte du prolétariat est le suivant : révolution ininterrompue.

La théorie de la révolution ininterrompue constitue la conclusion la plus importante qu'on puisse tirer sur le plan de la théorie révolutionnaire, du bilan de la révolution de 1848 dressé par Marx et Engels. Avant 1848, Marx et Engels avaient déjà conçu l'idée de la révolution ininterrompue. Grâce à la pratique de la révolution de 1848, ils purent s'appuyer sur le cours objectif du développement de la révolution en France et en Allemagne pour cerner les limites des buts visés dans la révolution par la fraction démocratique de la petite bourgeoisie et par les réformistes en général. *« Il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays,*

mais dans tous les pays régnants du monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives. Il ne peut s'agir pour nous de transformer la propriété privée, mais seulement de l'anéantir ; ni de masquer les antagonismes de classes, mais d'abolir les classes ; ni d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle (11). »

Pour Marx et Engels, ce n'est pas une période de développement pacifique, mais une période de révolution ininterrompue qui doit séparer la révolution démocratique bourgeoise de la révolution socialiste ; aussitôt renversée la domination féodale, il s'agit de mener la révolution bourgeoise jusqu'au bout, puis, sans s'arrêter en cours de route, mener la lutte pour renverser la domination bourgeoise afin de réaliser la dictature de classe du prolétariat.

Mais après l'établissement de la dictature du prolétariat, il faut encore et toujours continuer la révolution ; pour Marx et Engels, le développement de la société socialiste constitue lui-même un processus de révolution ininterrompue : *« Ce socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales (12). »* Ici, les quatre objectifs exprimés par Marx n'en forment qu'un seul. Il ne suffit pas d'en atteindre une partie, ni la majeure partie, ni la presque totalité, c'est la totalité de ces objectifs qu'il faut atteindre pour en arriver à la forme ultime des systèmes sociaux de l'humanité, le communisme.

La théorie marxiste de la révolution ininterrompue constitue un guide extrêmement important pour les partis prolétariens du monde entier. C'est seulement s'ils persistent dans la révolution ininterrompue, la dictature du prolétariat et la continuation de la révolution sous cette dictature, que les partis prolétariens pourront préserver toujours intacte leur combativité révolutionnaire et lutter jusqu'au bout pour la réalisation du communisme !

2 — Pour triompher, la révolution prolétarienne doit démolir entièrement l'appareil d'État bourgeois et établir la dictature du prolétariat.

Dans le Manifeste du Parti communiste, Marx et Engels avaient déjà exprimé l'idée de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat ; ils avaient déjà indiqué que le prolétariat devait renverser par la violence le pouvoir politique de la bourgeoisie et établir sa propre domination. Cependant, ils n'avaient pas encore exprimé concrètement les rapports entre Etat de dictature du prolétariat et Etat de dictature de la bourgeoisie, ni résolu les problèmes concernant la substitution de l'un à l'autre. En se basant sur l'expérience pratique de la révolution de 1848, Marx et Engels développèrent la théorie de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Ils en conclurent que « *la prochaine tentative révolutionnaire en France ne devra pas, comme cela s'est produit jusqu'ici, faire changer de main l'appareil bureaucratique-militaire, mais le briser. Et c'est la condition préalable de toute véritable révolution populaire sur le continent* » (13) ».

Après avoir démolí la machine d'Etat de la bourgeoisie, le prolétariat doit construire la sienne propre, et établir sa propre dictature. En synthétisant l'expérience de la révolution de 1848, Marx utilisa pour la première fois et de façon précise le concept scientifique de dictature du prolétariat.

Plus tard, le 5 mars 1852, dans une lettre célèbre adressée à Weydemeyer, Marx exposa encore de façon approfondie la nécessité historique de la dictature du prolétariat, et expliqua scientifiquement son rôle dans l'histoire : *« En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. [...] Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes (14). »* Par cette affirmation, le socialisme scientifique se démarqua clairement du socialisme utopique et des pseudo-socialismes en tous genres.

3 — Une alliance solide entre ouvriers et paysans devient la force principale pour la victoire de la révolution.

A la veille de la révolution de 1848, Engels indiquait dans son article « Le mouvement de 1847 » : *« Sans aucun doute, le jour viendra où les paysans pauvres et ruinés sauront s'unir avec le prolétariat ; alors le prolétariat atteindra une phase supérieure de son développement et déclarera la guerre à la bourgeoisie (15). »* En faisant le bilan de l'expérience de la révolution de 1848, Marx et Engels précisèrent l'importance et la nécessité de cette alliance. Dans le cours de la révolution, le prolétariat doit parvenir à réaliser avec la paysannerie ce *« chœur sans lequel, dans toutes les nations paysannes, son solo devient un chant funèbre (16) »*. Plus tard, dans une lettre adressée à Engels, il explicitera encore cette idée : *« Tout ce qui se passera en Allemagne dépendra de la possibilité*

d'appuyer la révolution prolétarienne par une espèce de réédition de la guerre des paysans (17). »

Marx n'a pas seulement mis en lumière l'importance de l'alliance ouvriers-paysans, il a également jeté les bases théoriques pour la création de cette alliance. Il a minutieusement analysé la position d'exploitation et d'oppression dans laquelle se trouvaient les paysans ainsi que le processus de leur ruine causée par le développement accéléré du capitalisme. *« Ils [les paysans] trouvent, par conséquent, leur allié et leur guide naturel dans le prolétariat des villes, dont la tâche est le renversement de l'ordre bourgeois (18). »*

La paysannerie est l'alliée naturelle du prolétariat, le prolétariat est le dirigeant naturel de la paysannerie. Sans le soutien de la paysannerie, le prolétariat ne peut abattre les capitalistes, il ne peut donc pas non plus mener la révolution à terme ; quant à la paysannerie, sans la direction exercée par le prolétariat, elle ne peut pas abattre la bourgeoisie rurale. Le pouvoir dirigeant du prolétariat et l'alliance ouvriers-paysans forment donc un tout indivisible.

Enfin, l'expérience de la révolution de 1848, leur fit écrire que *« la révolution est la locomotive de l'histoire »*. *« Dans l'activité même de Marx et Engels, la période de leur participation à la lutte révolutionnaire des masses de 1848-1849 se détache comme un point central (19) »*, écrit Lénine plus tard. Leur remarquable pratique révolutionnaire durant cette période est un glorieux exemple pour le prolétariat international et la brillante théorie révolutionnaire qu'ils en dégagèrent constituent à jamais une arme acérée pour le prolétariat dans ses luttes révolutionnaires présentes et futures.

NOTES

- (1) « A la manière de Louis Blanc », Lénine, *Œuvres*, tome 24, p. 24. E.M.
- (2) 1 sou valait 5 centimes.
- (3) K. Marx, « Les luttes de classes en France. 1848-1850 », p. 60. E.S.
- (4) *Ibid.*, p. 234.
- (5) F. Engels, « Révolution et contre-révolution en Allemagne », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 1, p. 328. E.M.
- (6) F. Engels, « Marx et la "Neue Rheinische Zeitung" », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 3, p. 178. E.M.
- (7) Marx et Engels, « La Nouvelle Gazette Rhénane », tome III, p. 383. E.S.
- (8) F. Engels, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 3, p. 194. E.M.
- (9) F. Engels, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 3, p. 194. E.M.
- (10) « De la pratique », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, p. 344. E.P.
- (11) K. Marx et F. Engels, « Adresse du Comité central à la Ligue des Communistes », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 1, p. 187. E.M.
- (12) K. Marx, « Les luttes de classes en France de 1848 à 1850 », p. 147. E.S.
- (13) K. Marx, « Lettres à Kugelman », p. 188. E.S.
- (14) K. Marx, « Lettre à Weydemeyer (5.3.1852) », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 1, p. 549. E.M.
- (15) F. Engels, « Le mouvement de 1847 », Marx/Engels, *Werke*, Bd. 4, S. 499.
- (16) K. Marx, « le 18-Brumaire de Louis Bonaparte », p. 134. E.S.
- (17) K. Marx, « Lettre à Engels (16.4.1856) », *Correspondance*, tome IV, p. 300. E.S.
- (18) K. Marx, « Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte », p. 131. E.S.
- (19) « Contre le boycottage », Lénine, *Œuvres*, tome 13, p. 32. E.M.

CHAPITRE III

LA LUTTE DE MARX ET ENGELS CONTRE L'OPPORTUNISME A L'ÉPOQUE DE LA I^{re} INTERNATIONALE

La tempête révolutionnaire de 1848, en portant un rude coup à la puissance féodale en Europe, permit au capitalisme de se développer sans entraves et même de connaître brusquement une relative prospérité. L'Angleterre, dans les années 50 et 60 du XIX^e siècle, n'avait pas seulement achevé sa révolution industrielle, elle était aussi devenue l'« atelier du monde ». Le rythme de la révolution industrielle s'accélérait également dans les autres pays. La production mécanisée remplaçait graduellement la production artisanale, et, avec l'élargissement permanent des marchés capitalistes, les relations internationales de la bourgeoisie se renforçaient de plus en plus. Au cours de cette période, le mouvement ouvrier, après un reflux temporaire, entra lui aussi dans une nouvelle phase ascendante. Cependant, il subissait à l'époque l'influence de toutes sortes de courants opportunistes. Désireux de conduire le mouvement dans une direction et une voie correctes et de renforcer la cohésion de l'unité du prolétariat, Marx et Engels luttèrent sans relâche contre ces courants, assurant ainsi au marxisme une position dirigeante dans le mouvement ouvrier international.

1. Le mouvement ouvrier dans les années 60 et les activités révolutionnaires de Marx et Engels

Avec le développement rapide du capitalisme, les rangs du prolétariat grossissaient eux aussi rapidement. Au milieu des années 50, l'Europe comptait plus de 8 millions d'ouvriers d'industrie. Mais tandis que le capitalisme permettait à la bourgeoisie de s'enrichir démesurément, les masses ouvrières, elles, s'appauvrirent de plus en plus ; parallèlement, le développement accéléré du capitalisme aggravait sans cesse les contradictions fondamentales de la société capitaliste.

C'est en 1857 qu'éclata la première crise économique mondiale du capitalisme. La bourgeoisie s'efforça par toutes sortes de mesures d'en faire retomber le poids sur les travailleurs. De nombreux ouvriers furent réduits au chômage, les salaires baissèrent partout et les conditions de vie du peuple travailleur se détériorèrent un peu plus. Les contradictions s'exacerbèrent entre bourgeoisie et prolétariat, et le mouvement ouvrier entra dans une nouvelle période.

Le mouvement ouvrier anglais, qui ne s'était guère manifesté depuis la défaite du mouvement chartiste, reprit son essor. En 1859, à Londres, les ouvriers du bâtiment se mirent en grève pour la réduction de la journée de travail ; ils furent puissamment soutenus par les ouvriers de toutes les branches d'industrie. A partir de cette lutte furent fondés successivement le Conseil des syndicats de Londres, l'Association des Travailleurs du bois, l'Union syndicale des Mineurs, et d'autres organisations. Et en 1860 naquit le Conseil Général des Trade Unions.

Le mouvement ouvrier français présentait, lui aussi, un nouvel aspect. A Paris et à Marseille furent fondés en 1863 la Société de Secours Mutuel, l'Association des ouvriers de l'acier, le Syndicat des Menuisiers. Par une série de grèves, ces organisations obligèrent le gouvernement de Louis-Napoléon Bonaparte à révoquer la loi réactionnaire refusant aux ouvriers le droit de grève et d'association.

De leur côté, les ouvriers allemands, qui avaient conquis le droit de former des organisations ouvrières, fondèrent en 1863, à Leipzig, l'Association générale des ouvriers allemands.

Aux Etats-Unis, les ouvriers fondèrent le Club des Communistes et l'Association Nationale des Travailleurs. Pendant la Guerre de Sécession, les ouvriers se lancèrent activement dans la lutte.

Dans d'autres pays d'Europe comme l'Italie, la Belgique, la Suisse, l'Espagne, le Danemark, des associations ouvrières se constituèrent et commencèrent à agir les unes après les autres dès les années 60.

Pour répondre au nouvel essor du mouvement ouvrier, Marx et Engels se livrèrent à de profondes recherches théoriques et à des activités révolutionnaires pratiques.

Marx avait entrepris, depuis 1848 l'étude de l'économie politique. La crise économique de 1857 l'encouragea à approfondir ses travaux de recherche, interrompus un temps à cause de la révolution de 1848. En 1859, il réunit le résultat de ses travaux dans un ouvrage intitulé « Contribution à la critique de l'économie politique », où prenaient déjà corps dans leurs grandes lignes les idées principales du « Capital ». Entre 1861 et 1863, Marx emplit 23 cahiers de notes sur l'économie politique. De 1863 à la fin de 1865, il acheva entièrement le manuscrit du « Capital » en trois tomes — près de 2 500 pages. En 1867, le premier tome du « Capital », soigneusement revu par Marx, parut officiellement à Hambourg, en Allemagne. Ce fut un événement sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste international et celle de la pensée sociale de l'humanité. Dans le commentaire qu'il fit du « Capital », Engels déclara : « *Depuis qu'il y a des capitalistes et des ouvriers dans le monde, il n'est pas paru de livre qui fût de pareille importance pour les ouvriers que celui-ci (1).* »

Dans le « Capital », Marx utilisera le matérialisme dialectique et le matérialisme historique pour exposer, à partir de l'analyse de la marchandise, les lois économiques de la société capitaliste ; il fonda la théorie de la plus-value, dévoila les secrets de l'exploitation des ouvriers par les capitalistes et démontra la loi objective selon laquelle la destruction du capitalisme, tout comme le triomphe du socialisme et du communisme, sont inéluctables, indiquant ainsi la voie de l'émancipation totale du prolétariat.

Pour soutenir les travaux de recherche théorique de Marx, Engels travailla pendant 20 ans — de 1850 à 1869 — dans une maison de commerce à Manchester où son père avait des intérêts, ce qui lui permit d'utiliser son salaire pour aider Marx et sa famille à surmonter leurs difficultés financières. Au cours de cette période, Engels mena des recherches amples et approfondies dans les domaines de la science militaire, de la linguistique et des sciences de la nature.

Parrallèlement à leurs études théoriques, Marx et Engels suivirent de près les mouvements révolutionnaires dans toutes les parties du monde. Ils écrivirent de nombreux articles exposant leurs thèses politiques pour soutenir les soulèvements populaires en Inde et en Pologne ainsi que la Guerre de Sécession aux Etats-Unis ; pour dénoncer aussi les atrocités et le brigandage auxquels se livraient les colonialistes anglais et français ainsi que les activités criminelles des esclavagistes américains. Marx et Engels s'intéressèrent encore beaucoup à la guerre révolutionnaire du peuple chinois contre l'agression impérialiste (2) et la glorifièrent chaleureusement. Ces sentiments révolutionnaires de Marx et Engels encouragèrent les luttes révolutionnaires du prolétariat et des peuples opprimés dans le monde entier.

Animés d'une grande ardeur révolutionnaire, Marx et Engels s'efforcèrent par ailleurs d'unir et d'éduquer les dirigeants du mouvement ouvrier des différents pays, pour les aider à se débarrasser de l'influence des courants opportunistes ; ils veillèrent à former, dans les luttes réelles, l'ossature dirigeante du mouvement ouvrier.

C'est ainsi que Marx et Engels firent d'importants préparatifs, tant sur le plan idéologique que sur celui de l'organisation, pour la fondation d'une organisation internationale du prolétariat.

2. La fondation de la Première Internationale

Avec l'extension des marchés capitalistes dans le monde entier, l'exploitation capitaliste revêt de plus en plus un caractère international et, partant, la lutte contre cette exploitation exige une union de plus en plus étroite des prolétaires de tous les pays.

Au début des années 60, les contacts entre les ouvriers des pays d'Europe occidentale — où le capitalisme est le plus développé — augmentent de fréquence ; les relations entre ouvriers français et anglais en particulier, se resserrent de plus en plus. En 1862, au cours de l'Exposition Universelle qui se tient à Londres, un groupe d'ouvrier français rencontre des ouvriers anglais et discute de la question de l'unité du prolétariat international. Ils soulignent que l'absence d'une organisation ouvrière internationale et le manque de liens organiques entre les ouvriers des différents pays permet souvent aux capitalistes de recourir à l'embauche de main-d'œuvre étrangère pour briser les grèves ouvrières. Pour riposter à l'exploitation et à l'oppression du capital international, ils appellent à fonder une organisation qui rassemblerait les ouvriers du monde entier. Dans une adresse des ouvriers anglais adressée aux ouvriers français, il est dit : « La fraternité des peuples est extrêmement nécessaire dans l'intérêt des ouvriers. » Pour manifester la solidarité internationaliste du prolétariat, les ouvriers anglais et français organisent conjointement des meetings de masse en soutien à la juste lutte du peuple polonais contre la domination despotique de la Russie tsariste.

Le 28 septembre 1864, des ouvriers anglais, français, allemands, italiens, polonais et irlandais se réunissent au St-Martin's Hall, à Londres. Marx est invité à participer à cette réunion. La délégation française propose la création d'une association ouvrière internationale. Après une dis-

cussion animée, le programme français est approuvé à l'unanimité par tous les délégués présents. Ceux-ci adoptent alors une résolution proclamant la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs (3) et élisent un Conseil central provisoire de 21 membres. Ce conseil deviendra plus tard le Conseil Général de l'Internationale. Les dirigeants trade-unionnistes, qui exercent une notable influence, sont élus président (G. Odger) et secrétaire général (W. Cremer). Marx est également élu membre du Conseil. En fait, ce sera lui le véritable leader de la Première Internationale. Comme le dit Engels : « *L'âme de ce conseil général et de ceux qui suivirent jusqu'au congrès de La Haye fut Marx lui-même* (4). »

Après sa fondation, la Première Internationale établit un comité spécial de rédaction, chargé d'élaborer le programme et les statuts de l'Association. Marx prit part aux travaux de ce comité au sein duquel surgirent un bon nombre d'idées erronées et de projets opportunistes concernant le caractère et les tâches de l'Internationale. Les luttes y furent terriblement acharnées, et les différentes parties menèrent d'interminables débats. Finalement, il fut décidé que le programme et les statuts seraient rédigés par Marx.

Pour celui-ci, le programme de l'Internationale devait s'en tenir aux principes fondamentaux énoncés dans le Manifeste du Parti communiste et il devait tenir compte des conditions réelles de développement du mouvement ouvrier, inégales à l'époque dans les différents pays, ainsi que de la domination exercée sur le mouvement ouvrier dans plusieurs d'entre eux par des courants opportunistes. C'est pourquoi la rédaction de ces documents exigeait d'être « *ferme quant au fond et modérés quant à la forme* », seul moyen de réaliser la cohésion et l'unité du mouvement ouvrier international et de le placer sur une voie révolutionnaire. L'Adresse Inaugurale et les Statuts

Généraux de l'A.I.T. rédigés par Marx constituent un brillant exemple de combinaison d'esprit de principe et de souplesse.

Dans une langue simple et à l'aide de faits précis, l'Adresse Inaugurale dévoile sans pitié le vrai visage de la prétendue prospérité économique du capitalisme qui n'apporte au peuple travailleur que la faim et le froid, la misère et la maladie, et une paupérisation croissante ; ce faisant, l'Adresse Inaugurale réaffirme l'idée que le développement du système capitaliste ne fait qu'augmenter l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat ; elle refuse la théorie de la conciliation de classe. Il confirme aussi les deux succès remportés grâce aux luttes ouvrières après la défaite de la révolution de 1848 : premièrement, la loi sur la journée de dix heures, obtenus par le prolétariat anglais après des luttes prolongées ; deuxièmement, le mouvement coopératif, qui démontre qu'il était possible de produire sur une grande échelle sans l'aide de bourgeoisie. Néanmoins, l'Adresse Inaugurale souligne que ces luttes à elles-seules ne pouvaient permettre au prolétariat de s'émanciper et que, pour pouvoir libérer les masses laborieuses, il fallait abolir le système du travail salarié et renverser la domination capitaliste.

En risquant à la ligne opportuniste de droite qui s'opposait aux luttes politiques, l'Adresse Inaugurale traçait clairement une ligne révolutionnaire prolétarienne. Marx y proclamait solennellement : « *La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière* (5). » Pour accomplir cette tâche historique, il fallait renforcer l'édification du parti prolétarien, mener des luttes révolutionnaires et s'armer d'une théorie révolutionnaire scientifique. En accord avec la situation réelle du mouvement ouvrier dans les divers pays d'Europe occidentale à cette époque, Marx lui assignait



*F. Engels, K. Marx et ses trois filles
Jenny, Eleanor et Laura dans les années 60*

comme tâche de réorganiser consciencieusement sur le plan politique le parti ouvrier.

L'Adresse Inaugurale condamnait la politique colonialiste et belliqueuse des classes dominantes des différents pays et appelait la classe ouvrière à lutter pour l'application d'une politique extérieure internationale, faisant de cette lutte une partie intégrante de la lutte générale pour l'émancipation de la classe ouvrière. Enfin, l'Adresse réitérait ce mot d'ordre de combat : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Les Statuts Généraux stipulaient que le but et la tâche de l'Internationale étaient d'unir les masses populaires de tous les pays et de lutter pour l'abolition de l'oppression de classe et pour l'émancipation de la classe ouvrière. Ils déclarent en préambule que « *l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* (6) ». Le grandiose objectif qui constitue la conquête de l'émancipation économique ne pourra être atteint qu'à travers les luttes politiques et la coopération entre le prolétariat des différents pays. Les Statuts traduisaient les principes d'organisation du centralisme démocratique et ils désignaient comme organe du pouvoir suprême le Congrès de l'Association qui se réunirait une fois par an. Dans l'intervalle des Congrès, le Conseil Général était chargé d'exercer l'autorité suprême et de gérer les affaires courantes.

En novembre 1864, l'Adresse Inaugurale et les Statuts Généraux de l'A.I.T. furent adoptés à l'unanimité par l'assemblée du Conseil Général ; la ligne juste du marxisme triompha ainsi dès les débuts de l'Internationale et le marxisme commença à s'assurer une position dirigeante dans le mouvement ouvrier international . Mais la victoire du marxisme ne mettait pas fin pour autant à la lutte de lignes au sein de la Première Internationale. Elle ne représentait que la continuation de celle qui existait

dans le passé entre les deux lignes à l'intérieur du mouvement ouvrier international mais, dans ces circonstances nouvelles, elle devint encore plus acharnée et plus complexe. La lutte de Marx et Engels contre les divers courants opportunistes à l'époque de la Première Internationale peut, en gros se diviser en deux périodes :

La première va de la fondation de l'Internationale jusqu'au Congrès de Bruxelles en 1868. Cette période est essentiellement marquée par la lutte contre le proudhonisme, ainsi que la critique du trade-unionisme et du lassisme.

Au cours de cette période, la Première Internationale tint successivement la Conférence de Londres (25-28 septembre 1865), le Congrès de Genève (3-8 septembre 1866), le Congrès de Lausanne (2-8 septembre 1867) et le Congrès de Bruxelles (6-13 septembre 1868).

La deuxième période s'étend du Congrès de Bâle en 1869 au Congrès de La Haye en 1872. Cette période est marquée par l'héroïque soulèvement de la Commune de Paris, la tenue de la Conférence de Londres (17-23 septembre 1871) et le Congrès de La Haye (2-7 septembre 1872). L'opposition aux théories de Bakounine et le soutien de la Commune de Paris restent les deux grandes tendances de la période.

3. La lutte contre le proudhonisme

Le premier assaut livré contre les divers courants opportunistes au sein de la Première Internationale visa le proudhonisme.

Le proudhonisme était un courant de pensée opportuniste répandu en France au milieu du XIX^e siècle. C'est un pur produit du développement du capitalisme qui, en provoquant la ruine d'innombrables petits producteurs, les

mécontentait tout en leur faisant craindre par ailleurs de tomber dans les rangs du prolétariat. Ces gens rêvaient de construire une société où serait assurée la pérennité de la petite propriété. Le proudhonisme ne reflétait que la mentalité et les désirs contradictoires de cette partie de la bourgeoisie, en constante décadence ; c'est là qu'il faut chercher son origine sociale et son origine de classe.

Dès les années 40, Marx et Engels avaient commencé à critiquer le proudhonisme. Proudhon mourut peu de temps après la fondation de la Première Internationale, mais ses disciples héritèrent de sa doctrine et continuèrent à propager toutes ses vues absurdes. La section parisienne de l'Internationale, dirigée par les proudhoniens, refusait totalement d'appliquer la ligne correcte du marxisme et déployait tous ses efforts pour imposer sa ligne opportuniste dans l'A.I.T. et la populariser dans le mouvement ouvrier international. C'est pourquoi le proudhonisme devint le danger principal au sein du mouvement ouvrier dans les premiers temps de l'Internationale. La lutte de Marx et Engels contre le proudhonisme tournait essentiellement autour des quelques questions suivantes :

1) *La question du pouvoir dirigeant dans l'Internationale.* Proudhon craignait par-dessus tout le prestige croissant du marxisme dans le mouvement ouvrier et tentait par tous les moyens d'écarter les marxistes de la direction de l'Internationale. Lors de la Conférence de Londres et du Congrès de Genève, les proudhoniens réitérèrent à plusieurs reprises leur proposition d'exclure les travailleurs intellectuels de l'Internationale. Par là, ils cherchaient basement à écarter Marx et Engels et à s'emparer du pouvoir de direction. Cependant, la lutte résolue des marxistes fit échouer leur attaque et écrasa leur tentative de s'emparer du pouvoir dirigeant dans l'Internationale.

2) *La question de la voie fondamentale pour l'émancipation du prolétariat.* L'Adresse Inaugurale et les Statuts

Généraux, rédigés par Marx, avaient tracé pour l'Internationale une ligne politique correcte. Les proudhoniens s'opposèrent de toutes leurs forces à cette ligne révolutionnaire. Ils refusaient la lutte politique, prônaient la conciliation de classes et s'opposaient même aux grèves ouvrières, à l'organisation de syndicats, à la journée de huit heures et à l'entrée des femmes dans la production. Après une lutte acharnée, le Congrès de Lausanne maintient l'orientation correcte et adopte une résolution « Sur les luttes politiques de la classe ouvrière ». Cette résolution indiquait que, sans émancipation sur le plan politique, l'émancipation de la classe ouvrière est impossible ; que pour se libérer totalement, pour obtenir son émancipation sur le plan économique, le prolétariat doit tout d'abord prendre part aux luttes politiques, seule façon pour lui de conquérir ses droits politiques. Le Congrès mit en échec les divagations des proudhoniens, empêchant ainsi le mouvement ouvrier de s'engager dans l'impasse du réformisme.

3) *L'attitude vis-à-vis des mouvements de libération nationale.* Dans les années 50 et 60 du XIX^e siècle, la Russie tsariste restait « *le dernier rempart de toute la réaction en Europe occidentale* (7) ». La sauvage domination colonialiste qu'elle exerçait sur la Pologne provoqua une forte résistance du peuple polonais. En 1863, une insurrection pour l'indépendance nationale éclata en Pologne. Marx et Engels approuvèrent chaleureusement ce mouvement, appelant la classe ouvrière de tous les pays à soutenir activement les revendications polonaises. Ils indiquèrent que l'indépendance de la Pologne pourrait affaiblir la Russie tsariste et accélérer le développement du mouvement ouvrier international et des mouvements d'indépendance nationale. Pourtant, lors de la Conférence de Londres et du Congrès de Genève, les proudhoniens s'opposèrent à l'inscription de la question polonaise à l'ordre du jour. Ils

qualifièrent la Russie tsariste de puissance progressiste et, prétendant que l'écrasement de l'insurrection polonaise n'était qu' « un châtement mérité », ils s'opposèrent à ce que l'Internationale discutât cette question, attaquèrent la position correcte de soutien à la lutte de libération du peuple polonais prise par l'Internationale et contestèrent violemment les mouvements de libération nationale. Marx et Engels réfutèrent avec indignation ces absurdités réactionnaires et firent remarquer à juste titre qu'« *en l'honneur du tsar, il [Proudhon] faisait montre d'un cynisme de crétin* (8) ». Des résolutions sur le soutien à l'indépendance de la Pologne incarnant l'esprit de l'internationalisme prolétarien furent successivement adoptées et affaiblirent sérieusement l'influence des proudhoniens.

4) *La question de la propriété.* Marx et Engels avaient déjà clairement indiqué dans le Manifeste du Parti communiste : « *Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée* (9) ». Partant de la position des petits producteurs, les proudhoniens étaient partisans du maintien de la propriété privée. Au Congrès de Lausanne, ils se déclarèrent pour la propriété individuelle, en disant par exemple : « Voici notre formule : rendre la terre aux paysans, fournir des crédits aux ouvriers industriels ». Au Congrès de Bruxelles, ils finirent par vanter la propriété individuelle du sol comme « prémisses essentielles du bonheur et du progrès », avec une arrogance sans bornes. Pour asséner aux proudhoniens un coup définitif, Marx présenta, avant le Congrès de Bruxelles, un rapport spécial sur ce sujet, devant le Conseil Général de l'Internationale.

Partant de ce rapport, le Congrès de Bruxelles prit de justes décisions. Il indiqua que la nationalisation des moyens de production et des terres était nécessaire au développement économique, que les moyens de production industriels, les terres destinées à l'agriculture et tous les

moyens de transport devaient devenir des biens publics, qu'ils devaient être rendus à la propriété de la société tout entière. Cette résolution constitua une attaque foudroyante contre les proudhoniens et provoqua l'écroulement de tout leur système idéologique opportuniste qui tentait de préserver la petite propriété. Grâce la lutte inlassable de Marx et Engels, les attaques insidieuses du proudhonisme furent repoussées. La pratique de la lutte des classes démontra que seul le marxisme était à même de guider correctement le prolétariat dans ses luttes révolutionnaires et dévoila en profondeur le caractère absurde et réactionnaire du proudhonisme. L'influence du premier dans le mouvement ouvrier ne cessait de s'étendre tandis que le second trouvait de moins en moins d'adeptes et souffrait de divisions internes. Des éléments de l'aile gauche du proudhonisme, tels que E. Varlin, se rapprochèrent nettement du marxisme et prirent une part active aux luttes révolutionnaires de la classe ouvrière française qu'ils dirigeaient. Quant à la fraction de droite des proudhoniens, elle s'éloigna plus tard du mouvement ouvrier et devint l'ennemi juré du marxisme et du mouvement communiste international. Dans la tempête de la Commune de Paris, le proudhonisme fut définitivement balayé.

4. La lutte contre le trade-unionisme anglais

On désigne sous le terme général de trade-unionisme la ligne opportuniste suivie par les dirigeants du Conseil des Syndicats de Londres (appelée aussi la Junta) dans les années 50 et 60 du XIX^e siècle. Les trade-unionistes considéraient comme revendication primordiale du prolétariat la lutte pour l'amélioration des conditions de vie et de travail ; ils s'opposaient à la lutte politique et émoussaient la

combativité des masses ouvrières par leur ékonomisme. Leur mot d'ordre était : « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable. » Ils ne s'intégrèrent à l'Internationale que pour tenter de la transformer en une organisation trade-unioniste à caractère international qui aurait servi leurs intérêts immédiats. Les trade-unionistes visaient à conduire le mouvement ouvrier international dans une voie erronée et menaçaient gravement sa cohésion et son unité. Dans la lutte qu'ils menèrent contre eux, Marx et Engels démasquèrent entièrement la nature réactionnaire des trade-unionistes anglais. « *Les trade-unions sont l'organisation de la minorité, de l'aristocratie ouvrière* », déclarait Marx en 1871.

Lorsque fut fondée la Première Internationale, le trade-union représentait la principale forme d'organisation de caractère national des ouvriers anglais, et elle exerçait une réelle influence sur les masses ouvrières qu'elle mystifiait. C'est pourquoi Marx et Engels luttèrent pour faire entrer les trade-unions anglaises dans l'Internationale, afin d'éduquer et d'unir les larges masses d'ouvriers anglais, de les aider à élever leur niveau de conscience et à se soustraire aux contraintes du trade-unionisme. Ils aidèrent ainsi le mouvement ouvrier anglais à s'engager dans une voie révolutionnaire correcte.

Le trade-unionisme n'est pas né en Angleterre par hasard ; c'est un produit de la politique de la bourgeoisie anglaise consistant à acheter l'aristocratie ouvrière. L'Angleterre était alors un pays de grande industrie prospère, elle possédait de nombreuses colonies et étendait son monopole sur le monde entier. La bourgeoisie anglaise, qui craignait le développement vigoureux du mouvement ouvrier, faisait tout ce qui était en son pouvoir pour le saboter, et elle réservait une petite partie des immenses profits tirés de ses colonies pour acheter les éléments de la couche supérieure de la classe ouvrière et les ouvriers qua-

lifiés, organisant ainsi ses propres appuis au sein de la classe ouvrière : une couche privilégiée d'ouvriers coupés des larges masses, l'aristocratie ouvrière. Celle-ci a constitué et constitue toujours la base sociale et l'origine de classe de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier.

Marx et Engels luttèrent contre le trade-unionisme principalement au sein du Conseil Général et autour des questions suivantes :

La question de l'attitude à adopter vis-à-vis du mouvement ouvrier. Les trade-unionistes s'opposaient aux grèves politiques des ouvriers pour une augmentation générale des salaires en prétextant qu'une élévation générale du niveau des salaires risquait de provoquer la hausse des prix ; ils répandaient aussi cette absurdité que le mouvement syndical était « nuisible » et estimaient que la classe ouvrière pouvait se passer des syndicats. Face à ces propos stupides, Marx entama une lutte ouverte contre le trade-unionisme au cours de deux réunions du Conseil Général qui se tinrent en 1865. Dans son rapport « Salaire, prix et profit », il montra l'utilité des syndicats dans la défense des intérêts de la classe ouvrière, ainsi que la nécessité de lutter pour des augmentations de salaires. Il indiqua que la tendance générale de la production capitaliste consistait à intensifier l'exploitation des ouvriers et à faire baisser constamment le niveau moyen des salaires. En conséquence, les ouvriers, s'ils ne devaient pas abandonner leur combat pour les augmentations de salaire, ne devaient pas pour autant en exagérer la signification, car « *ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal* (10) ». Il ajoute : « *Au lieu du mot d'ordre conservateur : "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : "Abolition du salariat" (11) ».*

La question de la participation du prolétariat au mouvement pour la réforme électorale. Depuis longtemps, le changement de l'injuste système électoral s'inscrivait au premier plan des problèmes de la vie politique anglaise. Marx et Engels avaient soutenu activement le mouvement pour la réforme électorale apparu dans les années 60, et ils avaient mobilisé les masses anglaises pour qu'elles se lancent dans les luttes politiques et combattent pour les droits démocratiques élémentaires. Sur proposition de Marx, le Conseil Général décida d'envoyer ses représentants (pour la plupart dirigeants des trade-unions) former avec des représentants de la bourgeoisie libérale une alliance en faveur de la réforme électorale. En 1867 le mouvement de masse qui déferlait comme un raz-de-marée obligea le gouvernement anglais à faire des concessions et à voter un amendement du système électoral. Cet amendement octroyait à la bourgeoisie de nombreux droits politiques, et accordait également le droit de vote aux ouvriers de la couche supérieure, aux revenus assez élevés. Mais les masses ouvrières restaient privées du droit de voter. Les trade-unions acceptèrent malgré tout l'amendement, à l'instar de la bourgeoisie ; ce fut un véritable coup de poignard dans l'imposant mouvement pour la réforme électorale alors en plein essor. Marx dénonça cette trahison des dirigeants trade-unionistes, et montra qu'ils s'étaient déjà engagés dans la voie de la collaboration avec la bourgeoisie et de l'abandon de la défense des intérêts des ouvriers.

La question du mouvement de libération nationale irlandais. C'était, à l'époque, une autre question brûlante de la vie politique anglaise. L'Irlande, première colonie de l'Angleterre, en avait officiellement été rattachée en 1801. Pour arracher son indépendance, le peuple irlandais menait depuis lors une lutte héroïque contre les Anglais. Dans les années 60, le mouvement de libération nationale

se développa vigoureusement en Irlande. Mais les dirigeants des trade-unions anglaises, se mettant à la remorque de la bourgeoisie, adoptèrent sur la question de l'Irlande des positions chauvines et se refusèrent à soutenir la lutte irlandaise de libération nationale. Ces mêmes dirigeants allèrent jusqu'à flatter le premier ministre anglais, en le qualifiant de « bienfaiteur sincèrement soucieux du peuple irlandais ». Ils se posèrent en défenseurs du colonialisme, soutenant autant qu'ils le pouvaient les intérêts des dominateurs anglais. Marx et Engels, au contraire, défendirent résolument la juste lutte du peuple irlandais contre le colonialisme. Ils dénoncèrent et critiquèrent les positions de trahison des dirigeants trade-unionistes et, s'en tenant aux principes de l'internationalisme prolétarien, ils portèrent ce jugement célèbre :

« Un peuple qui opprime un autre peuple forge ses propres chaînes (12). »

Marx et Engels indiquaient que la classe ouvrière devait se démarquer nettement de la bourgeoisie sur la question irlandaise, qu'elle devait soutenir résolument le mouvement irlandais pour l'indépendance nationale. Ce n'était pas pour elle une question de justice abstraite, mais une des conditions primordiales de sa propre émancipation. Avec de nombreux faits à l'appui, Marx dénonça toutes les atrocités commises par les colonialistes anglais et l'impitoyable domination qu'ils exerçaient sur le peuple irlandais ; il mobilisa la classe ouvrière de tout le pays pour venir en aide à la lutte de libération nationale en Irlande. Sur proposition de Marx, le Conseil Général tint des meetings et organisa des manifestations pour protester contre l'emprisonnement des révolutionnaires irlandais.

« La politique de Marx et d'Engels dans la question irlandaise a fourni un très grand exemple, qui conserve jusqu'à présent une énorme importance pratique, de la façon dont le prolétariat des nations qui en oppriment

d'autres doivent se comporter envers les mouvements nationaux (13). »

Etant donné les sabotages répétés des dirigeants trade-unionistes, l'Internationale fit écho à une proposition de Marx en supprimant, après le Congrès de Lausanne en 1867, le poste de Président du Conseil Général occupé jusque-là par Odger. Quand, après la défaite de la Commune de Paris de 1871, les forces de la réaction européenne se lancèrent frénétiquement contre l'Internationale, les dirigeants trade-unionistes calomnièrent ouvertement la Commune de Paris et attaquèrent l'œuvre de Marx « La guerre civile en France ». Ils annoncèrent peu après leur retrait du Conseil Général et s'engagèrent sur la voie honteuse de la trahison complète de la classe ouvrière.

5. La lutte contre les Lassalliens

Les Lassalliens représentaient un courant opportuniste qui surgit en Allemagne vers le milieu du XIX^e siècle. Au début des années 60, le développement du capitalisme s'accéléra dans ce pays et les contradictions de classes s'y accentuèrent de plus en plus ; le mouvement ouvrier en plein essor réclamait d'urgence la création d'une organisation politique ouvrière indépendante. En mai 1863 fut fondée l'Association générale des travailleurs allemands, dont Lassalle usurpa la présidence, faisant de sa doctrine la ligne directrice de cette organisation.

Ferdinand Lassalle (1825-1864) était originaire d'une famille prussienne de commerçants en soies. Au cours de la révolution de 1848, il entra en contact avec la « Gazette Rhénane » et fit la connaissance de Marx. Depuis lors, il fit tout pour se déguiser en socialiste sincère, se parant souvent lui-même du titre d'élève de Marx. Au début des années 60, il s'infiltra dans le mouvement

ouvrier et publia deux brochures : « Recueil pour les ouvriers » et « Réponse publique » (14), qui ne sont que des plagats du Manifeste, dont il copia frauduleusement certaines idées et certains passages. Lassalle ne fut jamais un vrai marxiste, mais bien un contre-révolutionnaire déguisé, un agent de l'ennemi et un traître à la classe ouvrière infiltré dans les rangs révolutionnaires. Il vendait sous de fausses couleurs tout son fatras de théories, de programmes et de tactiques opportunistes.

Lassalle méconnaissait totalement l'Etat comme instrument d'une classe pour en opprimer une autre ; il pensait au contraire que l'Etat était au-dessus des classes, qu'il constituait « un instrument pour éduquer la société humaine et la faire avancer vers la liberté ». D'après lui, il aurait suffi d'établir le suffrage universel, égalitaire et direct, pour transformer l'Etat autocratique bourgeois en un Etat populaire libre. Pour lui, l'obtention du suffrage universel était la clé de l'émancipation de la classe ouvrière ; il s'opposait ainsi de toutes ses forces à la révolution violente ainsi qu'à la dictature du prolétariat. Il traitait calomnieusement toutes les classes laborieuses autres que la classe ouvrière de « masse réactionnaire » et sabotait la cause de la révolution en s'opposant à l'alliance entre ouvriers et paysans. Il avait aussi tiré de la théorie démocratique de Malthus la « loi d'airain des salaires » selon laquelle la misère de la classe ouvrière était déterminée par des lois naturelles, donc sans remède ; en foi de quoi il s'opposait à ce que la classe ouvrière luttât pour son émancipation, et pressait le prolétariat de s'en remettre à « l'action socialiste directe » de l'Etat prussien pour acquérir son émancipation économique. Marx et Engels combattirent résolument les Lassalliens. Quand, en 1862, Lassalle rencontra Marx à Londres, ce dernier lui dit en toute franchise que *« c'était un non-sens de croire que l'Etat prussien puisse entreprendre une*

action socialiste directe (15) ». Engels indiqua de son côté que « *tout le socialisme de Lassalle consistait à insulter les capitalistes tout en flattant les junkers* (16) *prussiens rétrogrades* (17) ».

Par sa ligne opportuniste, Lassalle recourait ouvertement à la protection de la monarchie prussienne ; il encensait impudemment le plus haut représentant de l'aristocratie des junkers prussiens, le chancelier « de fer et de sang » Bismarck. A partir de 1863, il établit avec celui-ci une abondante correspondance et des conversations secrètes au cours desquelles tous deux pouvaient tramer leurs intrigues. En vendant ses services à Bismarck, Lassalle devint définitivement un agent de l'ennemi et un traître à la classe ouvrière. Dans une lettre du 11 juin 1863, Engels exprimait déjà sa crainte que « *Lassalle ne travaille actuellement tout à fait pour le compte de Bismarck* (18) » et Marx devait déclarer deux ans plus tard « *que Lassalle, en fait, avait trahi le Parti* (19) ».

Pour Marx et Engels, la victoire contre les Lassalliens dépendait de la possibilité de gagner les masses et de les éduquer. Or, l'Association générale des travailleurs allemands, fondée et dirigée par Lassalle, tomba, après la mort de celui-ci, aux mains de ses disciples. Malgré tout, l'Association générale restait à l'époque la principale organisation nationale indépendante de la classe ouvrière allemande ; c'est pourquoi Marx et Engels insistèrent pour qu'elle fit partie de la Première Internationale, dans l'espoir d'influencer la classe ouvrière allemande à travers l'Internationale et de permettre au mouvement ouvrier allemand de se débarrasser des Lassalliens et, avec eux, des entraves qui gênaient son plein développement. Mais les partisans de Lassalle, prenant prétexte d'un décret du gouvernement prussien interdisant l'appartenance à une organisation étrangère, essayèrent par tous les moyens d'empêcher l'entrée de l'Association générale dans la Pre-

mière Internationale. Marx et Engels décidèrent alors de passer par-dessus les dirigeants de l'Association générale et de se mettre en contact directement avec les éléments avancés de l'organisation pour les aider à lutter contre les Lassalliens. Les premiers à prendre parti pour les idées de Marx et Engels et à affronter les Lassalliens furent Wilhelm Liebknecht et August Bebel. Ils entreprirent un gros travail au sein de l'Association générale pour unir autour d'eux ses membres d'avant-garde. En 1867, les marxistes quittèrent l'Association générale. En août 1869, sous la direction de Liebknecht et de Bebel, ils tinrent à Eisenach un Congrès national des organisations ouvrières d'avant-garde et fondèrent le Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne (eisenachiens) qui élaborait son propre programme à partir des principes de base de la Première Internationale, dont il se proclamait la section allemande. La fondation du Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne fut une grande victoire des marxistes sur les Lassalliens. Pourtant, l'influence de ces derniers dans le mouvement ouvrier n'avait pas encore totalement disparu et, dans les années 70, Marx et Engels poursuivirent encore une lutte inlassable contre eux.

6. La lutte contre la fraction conspiratrice de Bakounine et son écrasement

Après la défaite du proudhonisme, surgirent Bakounine et ses acolytes. En organisant une fraction conspiratrice, en se livrant à des activités scissionnistes sur une grande échelle, en colportant le bakouninisme, ils sabotèrent gravement la cohésion et l'unité du mouvement ouvrier international et devinrent les pires ennemis du marxisme dans les derniers temps de la Première Internationale.

Mikhaïl Bakounine (1814-1876) était issu d'une famille

de la noblesse russe. Il prit part aux insurrections de Prague et de Dresde et, emprisonné après leur échec, il fut livré en 1851 au gouvernement tsariste. En prison, Bakounine écrivit ses Confessions où il se disait un « pécheur repent ». En implorant le pardon du tsar, il devint un traître infâme. En 1861, il s'évada de Sibérie où il avait été déporté et passa au Japon, puis aux Etats-Unis pour arriver enfin en 1864 en Europe. Il s'infiltra alors dans la Première Internationale.

Bakounine était un anarchiste fanatique. Selon lui, la calamité essentielle de la société moderne n'était pas le système capitaliste, mais l'Etat lui-même. Il affirmait que c'était l'Etat qui créait le capital, que les richesses des capitalistes n'étaient que des grâces accordées par l'Etat. Il était contre tout Etat, contre tout pouvoir et toute autorité, et s'opposait tout particulièrement à l'Etat de dictature du prolétariat et à l'autorité révolutionnaire du prolétariat. Il préconisait de « tout détruire », « tout jeter à bas » par des émeutes préparées en secret, et d'en finir d'un coup avec l'Etat en l'espace d'un seul jour.

Pour Bakounine, la révolution sociale devait commencer par abolir le droit d'héritage et établir le coopératisme. Il entendait par ce terme la distribution de la terre aux paysans et la remise des usines aux ouvriers pour établir des entreprises autonomes et dispersées qui combineraient l'industrie avec l'agriculture. Il était contre toute direction centralisée s'exerçant de haut en bas et contre tout plan unifié. Son coopératisme n'était en réalité qu'un nouvel avatar du système de propriété capitaliste.

Bakounine prônait la fondation d'une société « où règnerait la liberté et l'anarchie ». Chaque individu pourrait jouir de la liberté la plus totale, chaque homme, chaque village serait autonome et il n'existerait plus aucune contrainte. Pour réaliser son idéal, il comptait essentielle-

ment sur le lumpen-prolétariat et les petits producteurs ruinés.

En résumé, le bakouninisme se caractérisait par son opposition à la révolution prolétarienne et son refus de la dictature du prolétariat ; il reflétait la mentalité et les sentiments des petits producteurs ruinés acculés au désespoir. Malgré quelques différences de forme avec le proudhonisme, leur essence de classe était identique : le proudhonisme et le bakouninisme représentaient tous deux les intérêts de la petite-bourgeoisie. Soumis à l'influence idéologique du lumpen-prolétariat, le bakouninisme s'avérait cependant beaucoup plus dangereux que le proudhonisme.

La naissance du bakouninisme était marquée elle-aussi par sa base sociale et son origine de classe. Dans les années 40, Bakounine avait été profondément influencé par l'anarchisme de Proudhon. Au début des années 60, il agissait en Italie, pays relativement attardé à l'époque sur le plan économique, où prédominait encore la petite propriété. L'essor du capitalisme y avait provoqué la ruine d'innombrables paysans et petits-bourgeois des villes, lesquelles avaient formé dans la société un lumpen-prolétariat assez nombreux. Chez ces gens, conduits à la ruine par le capitalisme, leur situation provoquait des sentiments de désespoir et une tendance à tout vouloir détruire. Lorsqu'il arriva en Italie, Bakounine réunit un groupe de jeunes gens déçus de leur position de petits-bourgeois ainsi qu'un grand nombre de vagabonds qui erraient sans but dans la société, et il vécut parmi eux. Dans ce lumpen-prolétariat ruiné et désespéré, dans ces sentiments aveugles qui poussaient à vouloir tout détruire, Bakounine vit l'espoir de sa prétendue « révolution sociale » et c'est sur ces bases-là qu'il élaborait tout son fatras d'idéologie anarchiste.

La menace que représentait Bakounine pour le mouvement ouvrier ne résidait pas seulement dans ses théories

absurdes, mais plus encore dans les activités conspiratrices et scissionnistes de son groupe. « *Si comme théoricien il est zéro, comme intrigant il est dans son élément* (20) », devait dire Marx à son sujet. Pour préserver l'unité et la cohésion du mouvement ouvrier, Marx et Engels ne se contentèrent pas de régler son compte au bakouninisme sur le plan théorique ; ils écrasèrent aussi les activités destructrices et scissionnistes bakouninistes.

En autonome 1867, Bakounine transféra ses pénates d'Italie en Suisse où il organisa en octobre 1868 un groupe de conspirateurs, l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste, par laquelle il projetait de pénétrer dans l'Internationale et d'en usurper le pouvoir de direction. Pour ce faire, Bakounine déploya tous ses tours d'aventurier et, tout en intriguant dans l'ombre, écrivait hypocritement à Marx en lui disant : « A présent, l'Internationale est ma patrie, et vous en êtes le principal fondateur. C'est pourquoi, voyez-vous, mon cher ami, je suis votre élève et me sens fier de l'être ». « Je comprends beaucoup mieux aujourd'hui combien vous avez raison. » Tout cela dans l'espoir de tromper sa confiance et de pénétrer dans l'Internationale pour y réaliser ses ambitions contre-révolutionnaires.

Marx et Engels, qui avaient depuis longtemps percé à jour les intrigues et les visées de Bakounine, prirent des mesures énergiques pour les contrecarrer. Marx rédigea en décembre 1868 un document intitulé « Le Conseil Général à l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste » qui devait refuser à l'Alliance d'être admise comme branche de l'Internationale. En mars 1869, Marx rédigea la circulaire suivante : « Le Conseil Général au Comité central de l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste », qui indiquait clairement que, lorsque l'Alliance aurait renoncé à son programme erroné et démantelé son organisation, alors seulement ses membres pourraient être

admis individuellement dans l'Internationale. Bakounine, touché au vif, ne put faire autrement que de feindre d'accepter les conditions posées par l'Internationale ; il put ainsi y pénétrer. En secret cependant, il maintenait intactes les structures de l'Alliance et se livrait à des activités visant à usurper le pouvoir.

Au 4^e Congrès de l'Internationale qui se tint à Bâle en 1869, les acolytes de Bakounine, utilisant de vils procédés tels que la falsification des mandats de délégués avaient réussi à avoir au Congrès une majorité qu'ils manoeuvraient, à coups d'intrigues, pour s'emparer du pouvoir de direction dans le Conseil Général. Face à cette situation, le Congrès discuta et vota une série de « résolutions administratives » accordant des pouvoirs plus étendus au Conseil Général. Deux de ces résolutions stipulaient notamment : « *Le Conseil Général a le droit d'admettre ou de refuser l'affiliation de toute nouvelle société ou groupe...* » et « *Le Conseil Général a également le droit de suspendre, jusqu'au prochain congrès, une section de l'Internationale* (21)... » Les bakouninistes approuvèrent ces résolutions. Mais leur but, comme l'a indiqué Engels, était d'obtenir la majorité pour tenir entre leurs mains le Conseil Général ; c'est pourquoi l'extension des pouvoirs accordés au Conseil Général leur semblait coïncider avec leur intérêts. Bakounine pensait utiliser ces résolutions à son profit et renforcer ainsi son autorité après avoir usurpé le pouvoir. Mais le Conseil Général sortant fut réélu par le Congrès et Bakounine n'en fit pas partie ; le complot des Bakouninistes pour s'emparer du pouvoir fit long feu une fois de plus.

Parmi les principaux points de l'ordre du jour du Congrès, la bande de Bakounine avait inclus un programme théorique réactionnaire, qui contenait des non-sens tels que « l'abolition du droit d'héritage comme point de départ de la révolution sociale ». Sur cette importante question qui

mettait en cause l'orientation de la révolution, Marx, armé de la théorie du communisme scientifique, écrivit pour le Conseil Général un rapport sur le droit d'héritage où il montrait que ce dernier n'était que le reflet dans la loi du système de propriété privée, et non pas la cause qui produisait la propriété privée. Tout au contraire, c'est la propriété privée qui a donné naissance au droit d'héritage et, quand le capitalisme sera aboli, ce droit disparaîtra de lui-même. Marx indiquait sans mâcher ses mots que « *proclamer l'abolition du droit d'héritage comme point de départ d'une révolution sociale [...] serait faux en théorie et réactionnaire en pratique* (22) ».

Après le Congrès de Bâle, les Bakouninistes, qui n'admettaient pas leur défaite, commencèrent à rassembler autour d'eux des éléments recrutés parmi la lie des trade-unionistes, des Lassalliens et des proudhoniens de droite pour réclamer l'autonomie des sections et s'opposer à la direction de l'Internationale. Ils continuèrent à se livrer à des activités de scission et de sabotage. Accusant Marx d'être un dictateur, ils proclamèrent avec malveillance que le Conseil Général n'était qu'un repaire de l'autoritarisme et fabriquèrent un chapelet de sophismes contre-révolutionnaires destinés à affaiblir le prestige de Marx et du Conseil Général. Face aux attaques frénétiques de Bakounine, Marx rédigea une « Circulaire privée » (23) où il prouva la justesse des positions et de la tactique du Conseil Général, dénonça le caractère équivoque des manœuvres de Bakounine et mit à jour ses activités conspiratrices, réfutant ainsi les calomnies éhontées propagées par ses comparses.

Pour écraser définitivement la clique conspiratrice de Bakounine, le Conseil Général désigna des délégués pour aller enquêter en Suisse. Haineux et méfiant, Bakounine s'affola et, aveuglé par la rage, poussa ses hommes de main à assassiner les représentants du Conseil Général.

Mais son complot criminel échoua et les enquêteurs, bien que grièvement blessés, parvinrent à accomplir leur tâche en temps voulu.

Les activités conspiratrices et scissionnistes des partisans de Bakounine les éloignèrent d'eux-mêmes de l'Internationale. Le 5^e Congrès de la Première Internationale, qui se tint à La Haye en 1872, adopta un « Rapport sur l'Alliance de la Démocratie Socialiste » rédigé et présenté par Engels au nom du Conseil Général. Ce rapport dévoilait systématiquement toutes les activités de sabotage de Bakounine et de ses émules, ainsi que leurs habituelles machinations à double face. Le Congrès décida d'exclure Bakounine et ses complices de la Première Internationale et rendit publiques leurs activités criminelles, car elles constituaient un exemple par la négative pour éduquer les prolétaires du monde entier. En faisant le bilan de cette lutte de lignes, Marx et Engels déclarèrent : « *Contre toutes ces intrigues, il n'y a qu'un seul moyen, mais il est d'une efficacité foudroyante : c'est la plus complète publicité* (24) ». C'est une précieuse expérience historique qui a confirmé le triomphe du marxisme contre une clique de conspirateurs scissionnistes au sein du mouvement ouvrier international.

Grâce aux dénonciations de Marx et Engels et à leurs luttes contre les partisans de Bakounine, la théorie et la ligne réactionnaire de ces derniers dépérèrent rapidement, ils finirent par être complètement isolés dans le mouvement ouvrier. En septembre 1873, Bakounine publia dans le « Journal de Genève » un appel à se retirer du théâtre des luttes. C'est ainsi que cet ambitieux, ce grand conspirateur, fut jeté dans les poubelles de l'histoire par le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier ; il finit en misérable, n'ayant plus que ses yeux pour pleurer. Bientôt la maladie vint mettre un point final à la vile carrière de Bakounine ; il mourut à Genève en 1876.

Les persécutions exercées par les gouvernements réactionnaires des divers pays d'Europe après la défaite de la Commune de Paris et les activités scissionnistes continuelles des Bakouninistes ne permettaient plus à l'Internationale de fonctionner normalement. En conséquence, le Conseil Général décida son transfert à New-York en 1872, ce qui mit pratiquement fin à ses activités. C'était l'époque où le mouvement ouvrier des pays européens entraînait dans une nouvelle phase de rassemblement des forces révolutionnaires et de construction des partis politiques prolétariens. Les formes d'organisation qui avaient été celles de l'Internationale ne convenaient alors plus. C'est pourquoi, sur proposition de Marx, le Conseil Général tint à Philadelphie (Etats-Unis) sa dernière Conférence le 15 juillet 1876, et adopta une résolution annonçant officiellement la dissolution de la Première Internationale.

Sous la direction de Marx et Engels, la Première Internationale avait largement propagé le marxisme en Europe et en Amérique du Nord, le liant ainsi peu à peu au mouvement ouvrier. La lutte inlassable de Marx et Engels et leurs victoires sur les opportunistes de tout poil avaient assuré au marxisme une position dirigeante du mouvement ouvrier. En éduquant les ouvriers de tous les pays dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien pour qu'ils se soutiennent mutuellement dans leurs luttes révolutionnaires et appuient les mouvements de libération nationale, la Première Internationale s'était érigée en exemple pour l'unité internationale du prolétariat. Enfin, la Première Internationale avait posé les fondations qui allaient permettre à la classe ouvrière de tous les pays de construire ses propres partis politiques indépendants. « *La Première Internationale (1864-1872) avait jeté les fondements de l'organisation mondiale des travailleurs pour préparer leur assaut révolutionnaire contre le capital (25)* » ; « *Par ses activités la Première Internationale rendit de grands servi-*

ces au mouvement ouvrier de tous les pays et laissa une empreinte durable (26). » écrira Lénine plus tard.

NOTES

- (1) « Présentation du premier livre du "Capital" de Karl Marx pour le "Demokratisches Wochenblatt" », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 2, p. 154. E.M.
- (2) La Guerre de l'opium (N.d.T.).
- (3) Plus connue sous le nom d'Internationale, puis de Première Internationale après la création de la Deuxième Internationale en 1889.
- (4) F. Engels, « Karl Marx », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 3, p. 84. E.M.
- (5) « Adresse Inaugurale de l'A.I.T. », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 2, p. 12. E.M.
- (6) « Statuts généraux de l'A.I.T. », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 2, p. 14. E.M.
- (7) F. Engels, « Les problèmes sociaux en Russie », « Marx et Engels — la Russie », p. 237. UGE 10/18.
- (8) K. Marx, « Au sujet de Proudhon », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 2, p. 24. E.M.
- (9) Marx et Engels, « Manifeste du Parti communiste », p. 50. E.P.
- (10) et (11) K. Marx, « Salaire, prix, profit », p. 73. E.P.
- (12) K. Marx, « Extrait d'une communication confidentielle ». *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 2, p. 186. E.M.
- (13) « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », Lénine, *Œuvres*, tome 20, p. 467. E.M.
- (14) Il s'agit de la « Réponse publique au Comité central à propos de la convocation d'un congrès général des ouvriers allemands à Leipzig » (N.d.T.).
- (15) K. Marx, « Lettres à Kugelman », p. 35. E.S.
- (16) Junker : du mot all. *Jungherr* « jeune seigneur ». Hobereau allemand (N.d.T.).
- (17) F. Engels, « Présentation du Livre I du "Capital" pour le "Beobachter" », Marx/Engels, Werke, Bd. 16, S. 227.
- (18) Cf. K. Marx, « Lettres à Kugelman », p. 36, note 4. E.S.
- (19) K. Marx, « Lettres à Kugelman », p. 36. E.S.
- (20) K. Marx, « Lettre à F. Bolt (23.11.1871) », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 2, p. 443. E.M.
- (21) « La Première Internationale », p. 311-312. UGE 10/18.
- (22) « La Première Internationale », p. 304. UGE 10/18.
- (23) Il s'agit de la « Circulaire privée du Conseil Général de l'A.I.T. » (N.d.T.).
- (24) K. Marx et F. Engels, « L'Alliance de la Démocratie Socialiste et l'Asso-

ciation Internationale des Travailleurs », « Marx, Engels, Lénine — Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme », p. 114. E.M.

(25) « La III^e Internationale et sa place dans l'histoire », Lénine, *Œuvres*, tome 29, p. 309. E.M.

(26) « Le Congrès socialiste international de Stuttgart », Lénine, *Œuvres*, tome 13, p. 82. E.M.

CHAPITRE IV

LA COMMUNE DE PARIS : PREMIÈRE TENTATIVE DE DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Le 18 mars 1871, le prolétariat et les masses populaires de Paris s'insurgèrent héroïquement et, dans l'odeur de la poudre et le feu de la lutte, ils créèrent la Commune de Paris. Ce fut la première grande tentative pour renverser la bourgeoisie, démolir la vieille machine d'État, et instituer la dictature du prolétariat. La révolution communarde fut l'aube de la grande révolution sociale qui libérera à jamais l'humanité de la société de classes. Elle écrivit avec son sang un glorieux chapitre de la révolution prolétarienne mondiale. Alors qu'à Paris les combats faisaient encore rage, Marx écrivait : « *Même si la Commune est écrasée, la lutte ne sera que différée* (1) ». « *Quel que soit donc son destin à Paris, elle fera le tour du monde* (2). » Cette grandiose prédiction est devenue avec le temps une réalité de plus en plus éclatante.

1. Les deux « Adresses » de Marx sur la guerre franco-allemande

En juillet 1870 éclata entre la Prusse et la France une guerre connue dans l'histoire comme la « guerre franco-allemande ». C'était une guerre dynastique entre les classes gouvernantes des deux pays qui se disputaient l'hégémonie en Europe.

La France était alors gouvernée par Napoléon III. Sous le Second Empire, le capitalisme français s'était considérablement développé, accroissant toujours plus la misère du prolétariat et des masses populaires. Aussi les contradictions de classes s'exacerbaient-elles à l'intérieur du pays. Pour préserver les intérêts de l'aristocratie financière et de la grande bourgeoisie, Napoléon III avait créé un appareil militaire, policier et bureaucratique d'une ampleur sans précédent avec lequel il opprimait et exploitait cruellement les masses populaires à l'intérieur du pays, et menait en

permanence des guerres de conquête à l'extérieur pour dépouiller les nations plus petites et plus faibles. Ces guerres entraînaient de lourdes pertes en hommes et en matériel, et les énormes dépenses de guerre retombaient entièrement sur le dos des travailleurs qui ne parvenaient plus à subsister. Mais là où il y a oppression, il y a résistance. Après la crise économique de 1857, l'Europe connut une montée graduelle des luttes de résistance des masses populaires, en tête desquelles se tenait la classe ouvrière française, riche de ses glorieuses traditions révolutionnaires. Lors des grandes grèves ouvrières de 1869, le prolétariat s'attaqua plus farouchement encore à la domination réactionnaire du Second Empire. Pour détourner l'attention du peuple et barrer la route à la révolution, le gouvernement chancelant de Napoléon III pensa échapper à la crise politique intérieure en menant la guerre à l'extérieur. Comme le disait l'impératrice Eugénie à son fils : « Sans la guerre, vous ne pourriez pas devenir empereur ! » Contre qui déclencher la guerre ? Contre la Prusse. Ce choix s'explique par les folles ambitions que les gouvernants de la France nourrissaient depuis longtemps : d'une part, s'emparer de la Rhénanie qu'ils convoitaient ; d'autre part, empêcher l'unification de l'Allemagne, pour préserver leur hégémonie en Europe.

Depuis longtemps, en effet, l'Allemagne se trouvait divisée par le féodalisme en de nombreux États indépendants, situation qui entravait lourdement le développement du capitalisme. La grande bourgeoisie et les gros propriétaires fonciers allemands aspiraient à réaliser une unification « de haut en bas » grâce à des guerres et des annexions entre les différents États. En 1861, Bismarck fut nommé chancelier de Prusse, et il intensifia sa « politique de fer et de sang » consistant à massacrer le peuple à l'intérieur et à livrer la guerre à l'extérieur. Après la guerre austro-prussienne de 1867 fut fondée la Confédéra-

tion de l'Allemagne du Nord qui regroupait autour de la Prusse les États septentrionaux de l'Allemagne. Mais quelques États du sud se trouvaient encore divisés, à cause notamment des obstacles dressés par Napoléon III. L'unification totale de l'Allemagne n'était donc pas encore réalisée. La grande bourgeoisie et les gros propriétaires fonciers prussiens projetaient de faire la guerre à la France afin de l'affaiblir et de s'emparer ainsi des riches régions minières d'Alsace et de Lorraine. Ces annexions leur permettraient alors de déblayer le terrain pour une unification par les armes de l'Allemagne et d'étendre leur tyrannie sur le reste de l'Europe.

C'est ainsi que le 19 juillet 1870, les deux dynasties de France et de Prusse se déclarèrent la guerre.

Comment le prolétariat d'Europe, celui de France et de Prusse en particulier, devait-il analyser cette guerre et y faire face ? Le 23 juillet, Marx répondit à la question en rédigeant la « Première Adresse du Conseil général sur la guerre franco-allemande ». Cette guerre, disait-il, n'est en fait qu'une guerre dynastique provoquée par les classes dominantes de France et de Prusse ; quel qu'en soit le déroulement, « *le glas du Second Empire a déjà sonné à Paris* (3). » La classe ouvrière française doit s'opposer résolument à la guerre d'agression de Louis Bonaparte. Du côté de l'Allemagne, la guerre conserve pour l'instant un caractère défensif, mais la monarchie prussienne nourrit elle aussi, l'ambition de piller le territoire français. En conséquence, le prolétariat allemand doit limiter strictement la guerre au cadre de la défense nationale, et se montrer vigilant face aux menées agressives de Bismarck. La guerre se développa comme l'Adresse l'avait prédit. Après que l'armée française eut essuyé défaite sur défaite, l'armée prussienne pénétra profondément dans le territoire français. Napoléon III fut battu à plate couture, le 2 sep-

tembre, à la bataille de Sedan. Il capitula et se constitua prisonnier de Bismarck.

Quand la nouvelle de la capitulation de Sedan parvint à Paris, la colère des masses populaires enfla comme un raz-de-marée. Le 4 septembre, la révolution éclata à Paris. La ville se hérissa de barricades édifiées par les ouvriers, les masses populaires et les soldats qui réclamaient l'abolition de l'empire et la guerre de résistance. Le peuple révolutionnaire assiégea le Palais Royal et, après avoir fait irruption dans la Chambre des députés et occupé l'Hôtel de Ville, il proclama la déchéance de l'Empire et l'instauration de la République qu'il dota d'un gouvernement provisoire. Le Second Empire s'écroulait comme un château de cartes, la III^e République française était née. Mais les ouvriers ne surent pas percer à jour sur le moment la nature du parti républicain bourgeois, et ce fut la bourgeoisie qui usurpa le pouvoir. Trochu, ancien général réactionnaire aux ordres de Napoléon III, présidait le gouvernement provisoire. Tous les autres membres étaient également des représentants de la bourgeoisie. Pour abuser le peuple, ils baptisèrent le gouvernement provisoire « gouvernement de la Défense nationale ». En fait, ce n'était rien d'autre qu'un gouvernement de trahison nationale dont le « plan » (4) conduisait le pays droit à la ruine. S'agitant en tous sens, il suppliait les gouvernements des différents pays d'intervenir en médiateurs. Il envoya des émissaires prendre contact en secret avec la Prusse pour négocier la paix, et regroupa la réaction pour riposter, par les armes, au peuple qui se soulevait.

Mais la guerre continuait et l'armée prussienne poursuivait son avance à marches forcées en direction de Paris, révélant ainsi l'intention de la monarchie prussienne d'annexer le territoire français. C'est dans ces circonstances que Marx publia, le 9 septembre, la « Seconde Adresse du Conseil général sur la guerre franco-allemande ». Il y

indiquait que la nature des deux parties engagées dans la guerre avait connu un changement radical. Du côté de l'Allemagne, la guerre s'était transformée en un moyen de dépouillement et d'asservissement du peuple français ; aussi le prolétariat allemand devait-il s'en tenir aux principes de l'internationalisme prolétarien et se dresser contre la guerre de pillage menée par Bismarck, de façon à obtenir une paix honorable pour la France et la reconnaissance de la République française. La classe ouvrière française se trouvait placée pour sa part dans des circonstances extrêmement difficiles. D'une part, elle devait résister à l'ennemi national qui envahissait sa patrie, sans pour autant oublier la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat, et sans se mettre à la remorque de la bourgeoisie ; d'autre part, sans pouvoir renverser immédiatement le gouvernement de la Défense nationale réactionnaire, elle devait lutter résolument contre sa politique réactionnaire et utiliser la liberté républicaine pour rassembler ses forces afin de lutter pour la régénération de la France et la cause émancipatrice du prolétariat.

Les deux Adresses de Marx sur la guerre franco-allemande ne donnèrent pas seulement une explication pénétrante des causes et de la nature de la guerre, dont elles prévoyaient scientifiquement le déroulement et les résultats ; elles permirent aussi au prolétariat de distinguer les guerres justes des guerres injustes, de faire preuve d'internationalisme prolétarien en soutenant les guerres justes et en s'opposant aux guerres d'agression, et de concilier leurs luttes immédiates avec les objectifs à long terme de la révolution. Ces deux Adresses ne servirent pas seulement de guide pour les luttes des ouvriers français et allemands de leur époque ; elles constituent également des documents importants de la théorie marxiste sur les questions de la guerre et de la paix.

2. L'insurrection du 18 mars et la proclamation de la Commune de Paris

Grâce à la politique de trahison et de capitulation du gouvernement de la Défense nationale, les troupes prussiennes avancèrent rapidement jusque sous les murs de Paris, et la situation devint extrêmement critique. La guerre avait appris au peuple que *« la classe ouvrière doit gagner le droit de s'émanciper sur les champs de bataille (5) »*. Le prolétariat parisien, refusant l'esclavage, décida de prendre les armes et, en peu de temps, il mit sur pied une Garde nationale composée de 194 bataillons, soit près de 30 000 hommes, puis créa son propre organe de commandement militaire, le Comité central de la Garde nationale. Ce n'était pas seulement son droit à l'émancipation qu'il défendait, mais également Paris entier et les intérêts de toute la nation française. La trahison et la capitulation du gouvernement de la Défense nationale avaient soulevé la fureur du peuple parisien. Deux insurrections armées avaient éclaté successivement en octobre 1870 et en janvier 1871. Malgré la répression, les ouvriers n'avaient pas déposé les armes et, sous la direction du Comité central de la Garde nationale, ils consolidèrent encore leur force armée. Le gouvernement de la Défense nationale était fort inquiet, car la reddition à la Prusse, si elle lui occasionnait quelques pertes, lui permettait aussi de préserver sa domination et de continuer à l'exercer comme auparavant sur le dos du peuple ; par contre, s'il laissait les ouvriers en armes vaincre l'envahisseur prussien, sa domination réactionnaire s'écroulerait immédiatement. Et c'est ainsi que *« dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe, le gouvernement de la Défense nationale n'hésita pas un instant : il se transforma en un gouvernement de la Défection nationale (6) »*. Le 28 février 1871, il signa l'armistice avec la Prusse. En

février, les propriétaires terriens, la bourgeoisie réactionnaire et les partisans de l'Empire réunirent une Assemblée nationale qui désigna un « gouvernement régulier » bourgeois présidé par le traître Thiers. Celui-ci était un intrigant contre-révolutionnaire, un élément à double face dont la mauvaise réputation n'était plus à faire, un vieux renard perfide et vénal. Toute sa vie, cette canaille indigne de la nation française a semé le mal. « *La chronique de sa vie publique est l'histoire des malheurs de la France* (7). » Dès son accession au pouvoir, Thiers, désireux d'étouffer au plus vite la révolution, ne recula devant rien pour signer un traité de paix qui trahissait le pays en cédant l'Alsace et la Lorraine et en acceptant de verser à la Prusse une indemnité de 5 milliards de francs. Puis il concentra toutes ses forces pour attaquer le prolétariat parisien.

A l'aube du 18 mars 1871, Thiers ordonna à ses troupes réactionnaires de se faufiler en cachette sur la Butte Montmartre pour tenter de s'emparer des canons de la Garde nationale et, par là de désarmer les ouvriers. Dans ces circonstances, deux voies s'ouvraient alors devant le prolétariat parisien : ou bien, conformément aux ordres du gouvernement réactionnaire de Thiers, il se laissait retirer ses armes et la France était alors condamnée à disparaître ; ou bien, en employant des méthodes révolutionnaires, il renversait la domination réactionnaire et sauvait ainsi la France du péril. Malgré la double menace de l'armée réactionnaire de Thiers et des canons prussiens qu'elle devait affronter, la classe ouvrière parisienne n'hésita pas un instant et choisit sans peur la voie héroïque de l'insurrection armée. A 10 heures du matin, dirigés par le Comité central de la Garde nationale, les ouvriers parisiens en armes mirent en déroute l'armée du gouvernement réactionnaire et s'emparèrent de la Butte Montmartre. Dans l'après-midi, le peuple en armes, animé d'une force apte à ren-



Barricade de la chaussée Ménilmontant (photo d'époque)

verser les montagnes, occupa plusieurs points stratégiques de Paris. Pris de panique, l'ennemi s'enfuit en débandade. Thiers, le chef de bande des malfaiteurs responsables de la guerre civile, se sachant sur le point d'être vaincu quitta Paris en hâte, assurant son propre salut sans même prendre le temps de prévenir sa famille, et courut comme un fou jusqu'à Versailles. Les bureaucrates, les policiers et l'armée en déroute abandonnèrent Paris sur les talons de leurs maîtres. En fin de journée, la Garde nationale occupa l'Hôtel de Ville sur lequel le premier drapeau rouge fut hissé par le prolétariat et les masses populaires de la capitale qui venaient, grâce à leurs fusils, de renver-

ser la domination réactionnaire de la bourgeoisie. « *La glorieuse révolution ouvrière du 18 mars établit sa domination incontestée sur Paris* (8). »

En même temps qu'il renversait par la force la domination réactionnaire, le prolétariat parisien créa immédiatement son propre pouvoir, de type nouveau : la Commune de Paris. Ce fut une grande innovation historique. Le 26 mars, le peuple de Paris organisa les élections de la Commune. Vêtus de leurs habits de fête et brandissant des drapeaux rouges, les travailleurs affluèrent sur les lieux du vote pour déposer leurs bulletins. Les membres de la Commune élus ce jour-là étaient au nombre de 86. Parmi eux, se trouvaient 21 représentants de la bourgeoisie qui, d'ailleurs, démissionnèrent au bout de quelques jours. Très vite, donc, la Commune ne fut plus composée que de représentants ouvriers ou soutenus par les ouvriers. De ces membres de la Commune, 30 étaient membres de la Première Internationale. Les deux fractions les plus importantes étaient représentées par les blanquistes ou « majorité » et les proudhoniens ou « minorité ». Blanqui, alors enfermé dans les gémonies de la bourgeoisie, fut cependant élu.

C'est le 28 mars, lors d'un rassemblement tenu sur la place de l'Hôtel de Ville, que la Commune fut proclamée solennellement. Tout Paris était en effervescence. La Garde nationale, entièrement armée, drapeaux rouges en avant, fit son entrée sur la place, la tête haute et au pas cadencé, au son magnifique des hymnes révolutionnaires. Lorsqu'on publia la liste des membres de la Commune et que la fondation de celle-ci fut proclamée, tous les canons lancèrent en même temps des salves d'honneur et un tonnerre d'applaudissements éclata. L'ovation joyeuse « Vive la Commune ! » retentit dans le ciel. Le nouveau pouvoir de dictature du prolétariat, le premier de ce genre dans l'histoire de l'humanité, venait de naître. Il proclamait la

grandiose victoire du prolétariat parisien et démontrait avec éclat que les masses populaires sont la force créatrice de l'histoire. « *Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière...* (9) », devait indiquer Marx quelque temps plus tard.

Le premier décret promulgué par la Commune portait sur la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes. Ensuite, la Commune élimina l'ancien système de police et de justice pour créer des organismes de dictature révolutionnaire.

La Commune détruisit les structures bureaucratiques bourgeoises qui asservissaient le peuple. Le législatif et l'exécutif se trouvèrent unifiés dans le Conseil de la Commune, chargé d'administrer l'État. La Commune abolit l'hypocrite système parlementaire bourgeois et créa dix Commissions de travail. Le Conseil de la Commune appliquait le système du centralisme démocratique : toute question importante devait donner lieu à une discussion démocratique et, une fois la décision approuvée, elle devait être appliquée intégralement. Les membres de la Commune prenaient part à la fois aux travaux des différentes commissions et à ceux de leur propre circonscription électorale où ils étaient responsables devant leurs électeurs. Ainsi, le Conseil de la Commune représentait en modèle réduit l'organisation de l'État de type nouveau du prolétariat.

Pour éviter que les travailleurs des organismes d'État ne recherchent gloire et profits, pour éviter qu'ils ne se transforment de serviteurs de la société en mandarins, la Commune adopta deux mesures importantes. Premièrement, les membres de la Commune et ses principaux travailleurs devaient être élus ; ils étaient responsables devant leurs électeurs et révocables à tout moment s'ils étaient jugés indignes de leurs fonctions. Deuxièmement, les hauts salaires furent supprimés et le salaire minimum annuel de tous ceux qui occupaient des fonctions publiques fut fixé

à 6 000 francs, ce qui correspondait au salaire d'un ouvrier qualifié ; d'autre part, les bas salaires furent convenablement augmentés.

La Commune décréta la séparation de l'Église et de l'État ; elle supprima la part du budget réservée à la religion et confisqua les biens de l'Église, minant ainsi fortement ce pilier spirituel de la domination réactionnaire.

Sur le plan économique, la Commune prit une série de mesures protégeant les intérêts de la classe ouvrière et du peuple travailleur. Elle remit à des associations coopératives ouvrières les usines et les ateliers dont les propriétaires s'étaient enfuis ou bien qui avaient cessé de produire ; elle abolit le travail de nuit des garçons boulangers, et interdit aux patrons d'infliger des amendes à leurs ouvriers ou d'effectuer des retenues sur leurs salaires. Elle fit rendre à leurs propriétaires les objets déposés par les pauvres au mont-de-piété et décréta un moratoire pour le paiement des loyers et des dettes.

Appliquant l'internationalisme prolétarien, la Commune unit autour d'elle la classe ouvrière et les révolutionnaires de tous les pays, recrutant parmi leurs meilleurs enfants plusieurs de ses dirigeants. Elle vota un décret spécial pour démolir la Colonne Vendôme, symbole du chauvinisme bourgeois, au cœur de Paris.

Dans des conditions extrêmement difficiles et complexes, le peuple parisien, utilisant la machine d'État prolétarienne, transforma de fond en comble la vieille société et changea radicalement la physionomie de Paris ; il régnaît une atmosphère nouvelle de liesse et de pleine confiance. Les Parisiens vivaient ardemment leur révolution. Le Paris corrompu du Second Empire avait disparu très rapidement. Par contre à Versailles, sous la domination réactionnaire de Thiers, les fonctionnaires, les politiciens, les propriétaires fonciers et les capitalistes se trouvaient rassemblés. Il y avait de tout : des gendarmes, des agents

de police, des mouchards, des agents secrets qui quadrillaient les rues, des escrocs, des voyous, des prostituées, des voleurs. La différence entre la dictature des deux classes est bien décrite dans cette phrase : « *Paris toute vérité, Versailles tout mensonge* (10) ! »

3. L'héroïque défense de la Commune de Paris

Mais les classes exploiteuses ne se résignaient pas à leur défaite. Le parti réactionnaire de Thiers, réfugié à Versailles, n'avait pas cessé un instant ses activités criminelles visant à une restauration contre-révolutionnaire. Mais tant qu'il ne se sentit pas encore prêt, ce vieux renard de Thiers, usa de tous les artifices politiques pour engourdir la vigilance révolutionnaire du peuple et camoufler la contre-offensive qu'il préparait. Il prétendait fausement : « *Quoiqu'il advienne, je n'enverrai pas d'armée contre Paris.* » Mais dès que Thiers reçut de Bismarck et du tsar Alexandre II l'assurance qu'ils allaient l'aider, son ton changea du tout au tout. Il menaça la Commune en disant qu'il était possible de « conclure la paix » avec elle, à condition qu'elle déposât les armes. Lorsque Thiers eut accepté toutes les conditions de la capitulation, Bismarck libéra en retour 100 000 prisonniers de l'armée napoléonienne pour compléter l'armée réactionnaire de Thiers. Et quand il eut la garantie de l'aide directe de l'armée prussienne, Thiers hurla sur un ton meurtrier : « *J'entrerai à Paris la LOI en main !* » La « loi » en main, il se préparait à assassiner le prolétariat et le peuple parisiens.

Le 21 mai, les bandits versaillais, aidés par leurs espions infiltrés dans la ville, pénétrèrent dans Paris. Ce fut le début des combats acharnés de la « Semaine sanglante » qui secouèrent le monde entier. Face à ses féroces ennemis, l'héroïque peuple de Paris n'eut pas un instant



Manifestation de soutien à la Commune de Paris à Londres

de peur ni d'hésitation. Lorsque Dombrowski, révolutionnaire polonais et général de la Commune, apprit la nouvelle, il conduisit immédiatement ses troupes au combat, les dirigea en première ligne sur les barricades et donna sa vie pour la Commune. Sentant sa fin venir, il exhorta ainsi ses compagnons d'armes : « *Ne vous occupez pas de moi ! Sauvez la République !* » Hommes, femmes, enfants, vieillards, tout le peuple parisien, insouciant de la mort, combattit pour défendre son pouvoir révolutionnaire. Chaque rue, chaque maison, chaque étage, se transformèrent en forteresses pour abriter les combattants de la Commune et exterminer l'ennemi. Dans ce combat sanglant, tous firent preuve d'une immense bravoure prolétarienne et d'un esprit généreux qui leur faisait regarder la

mort en face. Par exemple, lorsque l'ennemi coula une canonnière de la Commune sur la Seine, les communards qui se trouvaient à bord, impassibles devant le danger, refusèrent de se rendre et, aux cris de « Vive la Commune ! », ils sombrèrent avec leur bateau. Un combattant de la Garde nationale, Auguste Roland, qui avait déjà mené au combat trois de ses fils, écrivit au délégué à la Guerre en lui demandant d'accepter dans l'armée son dernier fils, âgé de 16 ans. Les frères Dunand, Ernest âgé de 14 ans et Félix de 17, essayèrent pendant plus d'une heure le feu des canons de l'ennemi dont 100 mètres à peine les séparait ; puis, avec leur unité, ils chargèrent à l'arme blanche et parvinrent à tenir leur barricade. Alors qu'il allait planter l'étendard de leur bataillon sur la barricade, le plus jeune des frères donna héroïquement sa vie ; son frère aîné s'élança alors pour relever le drapeau et mourut lui aussi en héros. Leur père ne pleura pas mais, empoignant plus fermement son fusil, il tira sur l'ennemi pour venger ses enfants, pour venger la Commune ! Un des plus célèbres dirigeants de la Commune, Varlin, membre de la Première Internationale, fut pris dans un combat de rue, mais il préféra mourir plutôt que de se rendre et tomba en martyr.

Le 27 mai, un groupe de communards retranché dans le cimetière du Père Lachaise se battit désespérément contre un ennemi dix fois plus nombreux. Quand leurs munitions furent épuisées, ils se battirent à la baïonnette ; pas un seul ne se rendit et, à la fin, ils moururent tous héroïquement au pied du mur d'enceinte du cimetière. Pour commémorer ces héros immortels de la Révolution, le prolétariat parisien donna à ce mur le nom de « Mur des Fédérés ». Il se dresse à jamais à l'est de Paris, comme le brillant symbole des vertus inaltérables du prolétariat.

Le 28 mai, la Commune périt sous la répression armée de l'ennemi de classe, et Paris retomba sous la coupe

funeste de la réaction bourgeoise. En restaurant sa contre-révolution, la bourgeoisie exerça une vengeance de classe frénétique. Les réactionnaires assassinèrent à la mitrailleuse des milliers de gens, et la terreur blanche s'étendit sur Paris. Plus de 100 000 personnes furent fusillées, enterrées vivantes ou déportées. C'était là le tableau de la restauration bourgeoise ! Cependant, les violences et les atrocités des réactionnaires ne pouvaient faire plier les héros de la Commune de Paris. Incorruptibles et austères, ils préférèrent mourir plutôt que de se rendre. Ainsi, Ferré, membre de la Commune, déclara solennellement devant ses juges : « Membre de la Commune, je suis entre les mains de ses vainqueurs. Ils veulent ma tête, qu'ils la prennent ! Jamais je ne sauverai ma vie par la lâcheté. Libre j'ai vécu, j'entends mourir de même. » On entendit aussi s'élever la voix d'une autre célèbre combattante de la Commune, Louise Michel : « J'appartiens tout entière à la Révolution sociale et je déclare accepter la responsabilité de tous mes actes... Puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part ! Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance... »

Le 30 mai 1871, Marx déclarait : « *Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Le souvenir de ses martyrs est conservé pieusement dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les en libérer (11).* »

C'est le deuxième jour de la Semaine sanglante que le poète communard Eugène Pottier, le cœur bouillonnant de rage, écrivit au péril de sa vie dans un faubourg de Paris ce grand poème qui allait se répandre dans le monde entier : « L'Internationale », érigeant à la mémoire des

héros de la Commune de Paris un monument indestructible.

4. L'orientation et le soutien de Marx et Engels à la Commune de Paris

Les grands éducateurs du prolétariat Marx et Engels, qui s'intéressaient beaucoup au mouvement ouvrier français, suivirent de très près le déroulement de la révolution de la Commune de Paris. Bien que Marx fût, à l'époque, en exil à Londres, c'est animé d'une sympathie totale qu'il se jeta dans cette grandiose bataille révolutionnaire. L'esprit d'initiative révolutionnaire qui lui faisait accorder une grande importance aux luttes des masses populaires nous fournit un brillant exemple de la façon correcte de considérer les mouvements de masses révolutionnaires. En automne 1870, Marx avait à plusieurs reprises conseillé aux ouvriers parisiens de ne pas déclencher l'insurrection tant que les conditions ne seraient pas mûres pour cela. Mais lorsqu'en mars 1871, le prolétariat parisien empoigna ses fusils pour prendre le pouvoir avec une indomptable énergie révolutionnaire, Marx se fit le soutien actif des insurgés en aidant chaleureusement la Commune de Paris. Enthousiaste, il devait déclarer : « *Quelle souplesse, quelle initiative historique, quelle capacité de sacrifice chez ces Parisiens !* » « *L'histoire ne connaît pas d'autre exemple de pareille grandeur* (12). »

La naissance de la Commune de Paris inquiéta fort la bourgeoisie internationale. Rassemblée dans une « sainte alliance » contre-révolutionnaire, elle mit en branle tout son appareil de propagande pour faire courir toutes sortes de fausses rumeurs destinées à effrayer les gens et attaqua violemment la Commune. La presse bourgeoise en Allemagne, aux États-Unis et en Angleterre accusa la Commune

de Paris d'être « le règne de la terreur ». Le tsar Alexandre, tout en affectant de prôner la paix, faisait la navette pour servir d'entremetteur entre Thiers et Bismarck, les poussant à conclure le vil marché politique qui allait leur permettre d'écraser la révolution communarde. Face à cette frénétique contre-attaque de l'ennemi de classe intérieur et extérieur, Marx et Engels, désireux de soutenir la lutte révolutionnaire de la Commune de Paris et de défendre le nouveau pouvoir révolutionnaire, mirent en œuvre tous les moyens à leur portée pour regrouper les sympathisants de la Commune et lui apporter à distance un puissant soutien. A travers le Conseil Général de l'Internationale, ils écrivirent plusieurs centaines de lettres à toutes les sections de l'Association, dans lesquelles ils expliquaient le caractère prolétarien de cette révolution et sa signification historique, appelant les ouvriers de tous les pays à venir en aide à la Commune. Ils écrivirent des articles de presse pour montrer le véritable visage de la révolution prolétarienne à Paris et réfuter les calomnies lancées contre elle par la bourgeoisie dont ils démasquèrent tous les mensonges.

Tant que dura la Commune de Paris, Marx suivit de près le développement et les transformations de la situation révolutionnaire, et il lui apporta une orientation et une aide concrètes. Il envoya des gens à Paris pour prendre contact avec la Commune, lui transmettre oralement des directives et obtenir des informations de première main. Marx fournit à la Commune de précieuses directives touchant la tactique de lutte, la technique militaire ainsi que les mesures sociales et économiques. Il encouragea la Commune à continuer sur sa lancée victorieuse pour anéantir d'un coup Thiers et tous les bandits de Versailles ; il conseilla d'entreprendre rapidement un travail hors de Paris, et même dans d'autres pays, pour rompre l'isolement des luttes parisiennes ; il pressa encore la Com-

immune d'étendre l'influence de la révolution aux campagnes de façon à s'unir aux paysans pour lutter côte à côte avec eux ; il insista particulièrement sur la nécessité de saisir la Banque de France pour couper les ressources économiques de la réaction. Marx transmit aussi aux dirigeants de la Commune toutes les informations dont il disposait sur l'étroite collusion entre la Prusse et Versailles, exhortant la Commune à renforcer les défenses au Nord de la Butte Montmartre et à ne pas se laisser duper par les mensonges du gouvernement prussien qui prétendait rester « neutre » entre Paris et Versailles. Malheureusement, les dirigeants de la Commune ne purent appliquer ces justes directives.

La Commune était dirigée principalement par des blanquistes et des proudhoniens, dont aucun n'était marxiste. La doctrine des proudhoniens les menait à s'opposer à toute dictature et à préconiser la conversion de l'ennemi par la « bonté ». Quant aux blanquistes, ils espéraient réaliser le socialisme en prenant le pouvoir grâce aux activités terroristes secrètes d'une poignée de gens. Les blanquistes désavouaient les proudhoniens, et ces derniers publièrent un manifeste dans lequel ils dévoilaient les divergences au sein de la Commune. Marx formula de justes critiques contre les faiblesses et les erreurs des dirigeants de la Commune. Mais, malgré ces erreurs, il continua à les aider de tout cœur, espérant qu'ils sauraient échapper à l'influence de l'opportunisme et avancer suivant une ligne correcte.

Après la défaite de la Commune, ses ennemis surgirent de toutes parts pour la calomnier et les divers gouvernements réactionnaires persécutèrent cruellement ses membres. A ce moment-là, Marx et la Première Internationale mirent tout en œuvre pour parer au danger, riposter du tac au tac aux calomnies et défendre les glorieux mérites de la Commune de Paris. Trois jours après la défaite de la Commune, Marx présenta devant le Conseil Général

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. — Égalité. — Fraternité

Association Internationale DES TRAVAILLEURS

CONSEIL FÉDÉRAL DES SECTIONS PARISIENNES

Chambre Fédérale des Sociétés ouvrières

TRAVAILLEURS,

Une longue suite de revers, une catastrophe qui semble devoir entraîner la ruine complète de notre pays, tel est le bilan de la situation créée à la France par les gouvernements qui l'ont dominée.

Aurons-nous perdu les qualités nécessaires pour nous relever de cet abaissement ? Sommes-nous dégénérés au point de subir avec résignation le despotisme hypocrite de ceux qui nous ont livrés à l'étranger, et de ne retrouver d'énergie que pour rendre notre ruine irrémédiable par la guerre civile ?

Les derniers événements ont démontré la force du peuple de Paris, nous sommes convaincus qu'une entente fraternelle démontrera bientôt sa sagesse.

Le principe d'autorité est désormais impuissant pour rétablir l'ordre dans la rue, pour faire renaitre le travail dans l'atelier, et cette impuissance est sa négation.

L'insolidarité des intérêts a créé la ruine générale, engendré la guerre sociale : c'est à la liberté, à l'égalité, à la solidarité qu'il faut demander l'assurer l'ordre sur de nouvelles bases, de réorganiser le travail qui est en condition première.

TRAVAILLEURS,

La révolution communale affirme ces principes, elle écarte toute cause de conflit dans l'avenir. Mûrez-vous à lui donner votre sanction définitive ?

L'indépendance de la commune est le gage d'un contrat dont les clauses librement débattues feront cesser l'antagonisme des classes et assureront l'égalité sociale.

Nous avons revendiqué l'émancipation des travailleurs et la délégation communale en mal la garantie, car elle doit fournir à chaque citoyen les moyens de défendre ses droits, de contrôler d'une manière efficace les actes de ses mandataires chargés de la gestion de ses intérêts, et de déterminer l'application progressive des réformes sociales.

L'autonomie de chaque commune réalise tout caractère oppressif à ses revendications et affirme la République dans sa plus haute expression.

TRAVAILLEURS,

Nous avons combattu, nous avons appris à souffrir pour notre principe égalitaire, nous ne saurions reculer alors que nous pouvons aider à mettre la première pierre de l'édifice social.

Qu'avons-nous demandé ?

L'organisation du Crédit, de l'échange, de l'Association afin d'assurer au Travailleur la saluie intégrale de son travail ;

L'instruction gratuite, laïque et intégrale ;

Le Droit de Réunion et d'Association, la liberté absolue de la Presse, celle du citoyen ;

L'organisation au point de vue municipal des services de police, de force armée, d'hygiène, de statistique, etc.

Nous avons été lurs de nos gouvernements, nous nous sommes laissé prendre à leur jeu, alors qu'ils trahissaient et reprimaient tout à leur les sections dont l'antagonisme assurait leur existence.

Aujourd'hui le peuple de Paris est ébranlé, il se refuse à ce rôle d'enfant dirigé par le précepteur, et dans les élections municipales, ce n'est pas d'un mouvement dont il est lui-même l'auteur, il se rappelle que le principe qui préside à l'organisation d'un groupe, d'une association, est le même qui doit gouverner la société entière, et comme il rejeterait tout administrateur, président imposé par un pouvoir en dehors de nous, il repoussera tout maître, tout préfet imposé par un gouvernement étranger à ses aspirations.

Il affirmera son droit supérieur au vote d'un rassemblement de sesir maître dans sa ville et de constituer comme il lui convient sa représentation municipale sans prétendre l'imposer aux autres.

Dimanche 26 mars, nous en sommes convaincus, le peuple de Paris tiendra à honneur de voter pour la Constitution.

Les Deputés présents à la Séance de nuit du 23 mars 1921

Conseil Fédéral des sections parisiennes de l'Association internationale :

Chambre Fédérale des Sociétés ouvrières :

AUBRY (Président)
BOUDET
CHAUDESAIGUES
COITE
V. DEMAY
A. DUCHÈNE
DUPUIS

LEG FRANKEL
H. GOULLE
LAUREAU
LIMOUSIN
MARTIN LEON
NOSTAG
CH. ROCHAT

CAMELINAT
DESCAMPS
EVETTE
GALARD
HAAR
HAMEY
JACQ
J. LALLEMAND

LAZARE LEVY
PINDY
LEWY POTTIER
ROUYEROLLES
SPOTLER
A. THEISZ
VÉRY

de l'Internationale son remarquable ouvrage « La guerre civile en France », dans lequel il glorifiait chaleureusement les grands exploits du prolétariat parisien et résumait l'ensemble des enseignements laissés par la révolution communarde, tout en dénonçant les atrocités de la réaction, afin d'enseigner au prolétariat international qu'il devait persévérer dans la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. Marx et le Conseil Général tâchèrent aussi par tous les moyens d'aider les membres de la Commune à échapper aux poursuites de la police, et portèrent des secours multiformes aux combattants de la Commune exilés dans divers pays d'Europe.

5. Les principes de la Commune de Paris sont éternels

Bien que la Commune de Paris n'ait tenu que 72 jours, elle a légué au prolétariat une expérience infiniment précieuse. Marx et Engels accordèrent une grande importance à la grandiose pratique révolutionnaire du prolétariat parisien. Pour faire le bilan des enseignements légués par la Commune, pour réfuter les calomnies lancées contre elle par la bourgeoisie de tous les pays ainsi que par certains soi-disant socialistes, et pour permettre au mouvement révolutionnaire prolétarien d'avancer selon une ligne correcte, Marx proposa, le 18 avril 1871, lors d'une session du Conseil Général de l'Internationale, de publier un manifeste sur « la tendance générale du mouvement » en France, à adresser à tous les membres de l'Association. Mandaté par le Conseil Général, Marx écrivit rapidement les premier et second essais de rédaction de « La guerre civile en France ». Puis il entreprit d'achever le texte définitif. Le 30 mai, trois jours après la défaite de la Commune, il présenta devant la conférence du Conseil Général son œuvre grandiose, « La guerre civile en France ».

« La classe ouvrière ne peut se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte (13) », déclarait Marx dans son livre. Le prolétariat doit donc détruire et anéantir par la révolution violente l'appareil d'État de la bourgeoisie, et appliquer sa propre dictature. C'est là l'enseignement le plus fondamental que Marx et Engels tirèrent de la grande pratique révolutionnaire de la Commune de Paris, et ce fut leur conclusion la plus importante. C'est cela que nous désignons depuis comme le « principe de la Commune de Paris ».

L'expérience de la Commune prouva que, pour obtenir le droit de se libérer, le prolétariat devait mener par les armes une révolution violente. La réalité des luttes de classes modernes nous a enseigné que le premier acte de la bourgeoisie lorsqu'elle reprend le pouvoir est de désarmer les ouvriers. A de nombreuses reprises, les ouvriers français avaient pris les armes, pour les déposer ensuite, ou en être dépossédés après chaque victoire. En conséquence, les fruits de la victoire avaient été à chaque fois confisqués par la bourgeoisie. Les ouvriers parisiens apprirent peu à peu que s'ils voulaient voir triompher leur révolution, ils devaient tenir fermement en mains leurs propres armes révolutionnaires. Malgré les absurdités des proudhoniens qui déclaraient « espérer la bonté et la miséricorde » et être opposés au recours à la violence et à l'intimidation, les ouvriers parisiens passèrent outre et, sous le mot d'ordre « Aux armes ! », ils construisirent la première armée prolétarienne de l'histoire. Résistant aussi bien aux séductions qu'aux menaces de la bourgeoisie, ils refusèrent de déposer les armes et repoussèrent violemment l'offensive armée contre-révolutionnaire de Thiers. Si la Commune put voir le jour, si elle put durer 72 jours, ce fut grâce aux armes révolutionnaires qu'elle avait entre les mains. En faisant le bilan de cette expérience, Marx indi-

qua : « *Le trait nouveau, c'est que le peuple, après le premier soulèvement, ne s'est pas désarmé et n'a pas remis son pouvoir entre les mains des saltimbanques républicains des classes dirigeantes* (14). »

Après avoir conquis le pouvoir, le prolétariat doit encore défendre par les armes les fruits de sa victoire, et mener la révolution jusqu'au bout. Mais « *le Comité central commit, cette fois, une faute décisive en ne marchant pas aussitôt sur Versailles, alors entièrement sans défense, en mettant ainsi fin aux complots de Thiers et de ses ruraux* (15) », contrairement au désir des masses ouvrières de Paris et de la Garde nationale. A cause de ces hésitations, l'ennemi eut le temps de reprendre son souffle, de rassembler à nouveau les forces de la contre-révolution pour passer à l'offensive et, finalement, de noyer la Commune dans un bain de sang. Telle fut l'une des principales causes de l'échec de la Commune.

L'expérience de la Commune prouva que le prolétariat devait détruire entièrement l'appareil d'État de la bourgeoisie et instaurer sa propre dictature. Au cours de sa pratique révolutionnaire, la Commune exerça un pouvoir de dictature du prolétariat : elle élimina une série de criminels contre-révolutionnaires et promulgua des mesures politiques destinées à réformer l'économie, telles que le contrôle des P.T.T. ou la saisie des usines dont les propriétaires avaient fui. Mais, à cause des erreurs de ses dirigeants, l'action du pouvoir de dictature de la Commune resta incomplète et inefficace. L'une des plus graves erreurs fut de ne pas avoir réprimé avec assez de fermeté et d'énergie la contre-révolution. Les proudhoniens membres de la Commune s'opposaient aux méthodes dictatoriales ; ils prétendaient que le mot dictature n'était pas agréable et espéraient réformer l'ennemi par l'entendement. Le résultat fut que les contre-révolutionnaires camouflés dans Paris aidèrent Versailles à préparer son

attaque, ce qui aboutit à un atroce massacre des ouvriers parisiens. Marx avait déjà fait cette profonde remarque : « *S'ils succombent, ce sera uniquement pour avoir été "trop gentils"* » (16). » Une autre grave erreur fut de ne pas avoir pris possession de la Banque de France. Non seulement les proudhoniens s'y opposèrent, mais encore ils fournirent aux Versaillais l'argent que ceux-ci demandaient, et ces grosses sommes leur permirent de financer leur attaque contre Paris. Ce fut là une autre cause de la défaite de la Commune.

L'expérience de la Commune de Paris prouva aussi qu'après avoir établi sa dictature, le prolétariat devait empêcher les travailleurs des organismes d'État de jouir de privilèges politiques ou économiques afin de limiter le droit bourgeois et de renforcer la dictature du prolétariat. Les deux mesures essentielles prises par la Commune dans ce sens n'incarnent pas seulement les caractéristiques de l'État prolétarien de type nouveau, elles permettent aussi d'éviter que les fonctions officielles ne soient l'objet de spéculation ou de favoritisme, ou qu'elles ne soient utilisées à des fins personnelles ; d'empêcher également que les travailleurs des organismes d'État ne se transforment de serviteurs de la communauté en mandarins ; enfin, de faire en sorte qu'ils conservent des rapports étroits avec les masses. C'est là que réside leur profonde signification. Tous les grands éducateurs de la révolution ont porté en haute estime ces deux mesures prises par la Commune. Engels indiqua qu'avec ces deux moyens infaillibles, la Commune « *mettait le holà à la chasse aux places et à l'arrivisme* » (17). Lénine nota aussi que ces mesures représentaient le tournant « *de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne* » et servaient en même temps de « *passerelle conduisant du capitalisme au socialisme* » (18).

L'expérience de la Commune de Paris prouva encore

que pour réaliser la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, il fallait aussi s'allier à tous les travailleurs des villes et des campagnes, et en particulier aux paysans. Si le prolétariat parisien put prendre le pouvoir et le garder pendant plus de deux mois, ce fut d'abord grâce aux armes qu'il possédait, mais on ne peut séparer ce fait des mesures correctes que la Commune adopta opportunément pour unir et gagner à elle la petite bourgeoisie de la capitale. Inversement, une des causes principales de l'échec de la Commune réside dans l'impossibilité où elle fut d'obtenir le soutien des masses paysannes de tout le pays. La Commune avait bien formulé des principes politiques corrects allant dans l'intérêt du prolétariat, de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie et, comme le notait Marx, dès que les paysans auraient compris cette politique, ils n'auraient pas tardé à « *acclamer le prolétaire des villes comme son guide et son frère aîné* (19) ». Mais l'ennemi bloquait étroitement Paris et faisait courir sur la commune de fausses rumeurs et des calomnies, empêchant les paysans de connaître les avantages qu'aurait eus pour eux sa victoire. D'autre part, les dirigeants de la Commune ne comprirent pas toute l'importance de l'union avec les paysans et, plus tard, victimes de l'encerclement et de l'offensive armée de l'ennemi, ils ne purent ni faire connaître ni appliquer leur programme parmi les paysans des provinces qui n'avaient pas été mobilisés à temps. Le prolétariat se trouvait dans une situation d'isolement qui aboutit finalement à la défaite de la révolution.

L'expérience de la Commune de Paris prouva enfin que pour prendre le pouvoir, pour établir sa dictature et pour la consolider, le prolétariat doit posséder un parti prolétarien édifié selon la théorie et le style marxistes, armé d'une ligne révolutionnaire marxiste. Lorsqu'ils firent le bilan de cette expérience, Marx et Engels déclarèrent sans ambiguïté : « *Dans la lutte contre les forces conju-*

guées des classes possédantes, le prolétariat, en tant que classe, ne peut jouer un rôle actif qu'en constituant un parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis politiques formés par les classes possédantes (20). »

La principale cause de la défaite de la Commune de Paris fut l'absence de la direction d'un parti révolutionnaire prolétarien unique, se guidant sur le marxisme et proposant une ligne juste. A l'époque, les positions dirigeantes dans la Commune étaient occupées par les blanquistes et les proudhoniens ; parmi les membres de la Commune, il n'y avait pas réellement de marxistes authentiques. Autant les blanquistes que les proudhoniens soutenaient des théories erronées qui les empêchèrent de réaliser l'unité sur le plan politique et organisationnel, d'établir une direction ferme et de tracer une ligne correcte, les conduisant à commettre sur plusieurs questions décisives des erreurs qui aboutirent finalement à l'échec de la révolution. Les nombreuses mesures correctes prises par la Commune furent le fait des masses révolutionnaires, qui déferlèrent comme un raz-de-marée et les imposèrent en dépit des théories fausses des adeptes de Proudhon et de Blanqui. *« Et dans les deux cas, l'ironie de l'histoire a voulu — comme toujours quand les doctrinaires arrivent au pouvoir — que les uns comme les autres fissent le contraire de ce que leur prescrivait leur doctrine d'école (21). »* Dans les luttes révolutionnaires du prolétariat, se manifeste toujours une lutte entre deux lignes. A certains moments, l'opportunisme a pu paraître jouer un rôle, mais il n'a jamais constitué autre chose que la pierre d'achoppement de la révolution. Parmi les blanquistes et les proudhoniens, on trouvait certains individus portés à cette attitude. *« Ils sont un mal inévitable, écrit Marx ; avec le temps on s'en débarrasse ; mais précisément, le temps n'en fut pas laissé à la Commune (22). »*

C'est seulement dans sa lutte pour triompher de

l'opportunisme sous toutes ses formes que le parti marxiste peut élaborer et développer une ligne correcte pour guider les masses révolutionnaires vers la victoire de la révolution prolétarienne et la réalisation de la dictature du prolétariat.

Les fils et les filles héroïques de la Commune de Paris, dans un court laps de temps de 72 jours, ont fourni au mouvement communiste international de précieux enseignements, qui constitueront à jamais pour le prolétariat mondial un trésor inestimable. Marx indiqua à plusieurs reprises : *« Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent pas être anéantis ; ils ne cesseront de s'imposer jusqu'au jour où la classe ouvrière obtiendra son affranchissement (23). »*

Oui, les principes de la Commune sont éternels. Depuis plus d'un siècle, le chant de « L'Internationale », composé par le poète communard Eugène Pottier, retentit dans le monde entier :

*« ... Le monde doit changer de base,
Nous ne sommes rien, soyons tout ! »*

*« ... Groupons-nous, et demain,
L'Internationale sera le genre humain ! »*

NOTES

(1) « Intervention de K. Marx sur la Commune de Paris », « Marx, Engels, Lénine — Sur la Commune de Paris », p. 234. E.M.

(2) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 176. E.P.

(3) *Ibid.*, p. 22.

(4) Il s'agissait de la capitulation de Paris, soutenue par Trochu (N.d.T.).

(5) K. Marx, « Sept ans de l'Internationale », « Marx, Engels, Lénine — Sur la Commune de Paris », p. 263. E.M.

(6) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 42. E.P.

(7) *Ibid.*, p. 46.

- (8) *Ibid.*, p. 57.
- (9) *Ibid.*, p. 74.
- (10) *Ibid.*, p. 84.
- (11) *Ibid.*, p. 103.
- (12) K. Marx, « Lettre du 12.4.1871 », « Lettres à Kugelmann », p. 188. E.S.
- (13) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 65. E.P.
- (14) *Ibid.*, p. 193.
- (15) *Ibid.*, p. 61.
- (16) K. Marx, « Lettre du 12.4.1871 », « Lettres à Kugelmann », p. 188. E.S.
- (17) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 16. E.P.
- (18) Lénine, « L'État et la révolution », p. 53-54. E.P.
- (19) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 186. E.P.
- (20) « La Première Internationale », p. 338. UGE 10/18.
- (21) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 13. E.P.
- (22) *Ibid.*, p. 83.
- (23) « Intervention de K. Marx sur la Commune de Paris », « Marx, Engels, Lénine — Sur la Commune de Paris », p. 234. E.M.

CHAPITRE V

LA LUTTE DE MARX ET ENGELS CONTRE LA LIGNE OPPORTUNISTE SUR LA QUESTION DE LA CREATION DE PARTIS EN EUROPE

Dans les années 70 et 80 du XIX^e siècle, l'économie capitaliste des pays européens continuait à se développer assez rapidement et commençait à passer du stade du capitalisme libéral à celui de l'impérialisme. La bourgeoisie se tournait intégralement vers la réaction et, la contradiction bourgeoisie-prolétariat étant déjà devenue la contradiction principale dans ces pays, le mouvement communiste international entraînait lui aussi dans une nouvelle phase. *« L'Occident entre dans la période de préparation "pacifique" des transformations à venir. Partout se constituent des partis socialistes, à base prolétarienne, qui apprennent à utiliser le parlementarisme bourgeois, à créer leur presse quotidienne, leurs établissements d'éducation, leurs syndicats, leurs coopératives. La doctrine de Marx remporte une victoire complète et se répand. Lentement mais sûrement se poursuivent la sélection et le rassemblement des forces du prolétariat, sa préparation aux batailles futures (1). »*

Au cours de cette phase, la tâche principale du prolétariat consistait précisément à créer son propre parti révolutionnaire indépendant, à regrouper les forces révolutionnaires pour se préparer tant sur le plan de l'idéologie que sur celui de l'organisation à la montée future de la révolution.

Aidés par Marx et Engels, les prolétariats des divers pays d'Europe créèrent les uns après les autres des partis et groupements révolutionnaires. Après la fondation en 1869 du Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne (eisenachiens), furent fondés des partis ouvriers socialistes successivement en Hollande (1870), au Danemark (1871), aux États-Unis (1877), en Tchécoslovaquie (1878), en France (1879), en Italie (1882), en Belgique (1885), en Norvège (1887), en Autriche (1888), en Suisse et en Suède (1889). Les premiers groupes marxistes apparurent avec,

en Russie, le groupe « Libération du Travail » (1883), et en Angleterre, la Social Democratic Federation (1884).

Ces partis et ces groupes socialistes qui venaient de se créer jouèrent un rôle progressiste en propageant le socialisme et en favorisant le développement du mouvement ouvrier. Mais ils manquaient encore de maturité sur le plan idéologique, politique et organisationnel et subissaient à des degrés divers l'influence de toutes sortes de courants opportunistes. Marx et Engels prêtèrent une grande attention à la fondation et au développement des partis ouvriers, ils les aidèrent chaleureusement à se développer tout en critiquant sévèrement les tendances opportunistes qui se manifestaient en leur sein, pour leur permettre d'avancer selon une ligne correcte et de devenir des partis prolétariens authentiquement révolutionnaires et à caractère de masse.

1. La lutte entre les deux lignes au cours du processus de fondation du Parti ouvrier socialiste d'Allemagne

Après la guerre franco-allemande, l'Allemagne réalisa son unification par le haut. Grâce à l'indemnié de cinq milliards de francs qu'elle avait extorquée à la France, grâce aussi aux riches régions minières d'Alsace et de Lorraine qu'elle avait annexées, grâce enfin à l'application des sciences et des techniques les plus nouvelles à l'industrie, le capitalisme allemand se développait rapidement. Par voie de conséquence, les rangs du prolétariat allemand grossissaient eux aussi très vite et, avec le renforcement incessant des luttes du prolétariat contre la bourgeoisie, le mouvement ouvrier se déployait chaque jour sur une plus large échelle.

Le mouvement ouvrier allemand occupait une position prépondérante dans le mouvement communiste internatio-

nal de l'époque. En France, la défaite de la Commune de Paris avait fait subir au prolétariat de graves revers ; en Angleterre, le mouvement ouvrier se trouvait dans un état de retard dû à l'apparition de l'aristocratie ouvrière et aux troubles causés par le trade-unionisme ; le mouvement ouvrier allemand, au contraire, était en train de prendre un vigoureux essor. Engels déclara à l'époque : « *Les ouvriers allemands sont, pour le moment, placés à l'avant-garde de la lutte prolétarienne* (2). » Mais aux alentours des années 70 s'affrontèrent dans le mouvement ouvrier allemand deux fractions : les Eisenachiens, révolutionnaires, et les Lassalliens, opportunistes.

Le parti lassallien n'était autre que l'Association générale des travailleurs allemands fondée en 1863 et dont le premier président avait été Lassalle. A la mort de celui-ci, en 1864, ses disciples continuèrent à contrôler cette organisation et à y appliquer la ligne réactionnaire de leur maître.

Le parti eisenachien, ou Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne, avait été fondé en août 1869 dans la ville d'Eisenach, en Allemagne. Il s'agissait d'un parti révolutionnaire de gauche qui avait grandi grâce aux soins et à l'appui de Marx et Engels, à travers une âpre lutte contre le lassallisme. C'était le premier parti ouvrier jamais fondé dans l'histoire du mouvement communiste international. Ce parti possédait des dirigeants célèbres, appartenant en propre à la classe ouvrière : August Bebel et Wilhelm Liebknecht. August Bebel (1840-1913), qui travaillait comme apprenti, entra en 1865 dans la Première Internationale et adhéra à la doctrine de Marx. C'était un activiste, un organisateur et un orateur ouvrier remarquable qui défendait avec ardeur les intérêts du prolétariat et luttait sans concessions contre les classes dominantes réactionnaires, ce qui lui valut d'être plusieurs fois expulsé et emprisonné par le gouvernement réactionnaire. Il se

déclara toujours l'élève de Marx et Engels et harcela sans répit les tendances opportunistes au sein du Parti, mais sa connaissance des principes fondamentaux de la théorie marxiste était insuffisante, ce qui lui fit commettre de graves erreurs sur plusieurs points. Marx et Engels le critiquèrent à de nombreuses reprises et l'aiderent à avancer dans une voie correcte. Wilhelm Liebknecht (1826-1900) avait pris part à la révolution de 1848 en Allemagne et s'était réfugié après son échec à Londres. Il y rencontra Marx et Engels et devint socialiste sous leur influence directe. Il fut le plus enthousiaste propagandiste de l'idéologie révolutionnaire de la Première Internationale ainsi que l'organisateur de la section allemande de l'Association. Dans les luttes contre l'adversaire, Liebknecht se montrait implacable, ce qui lui valut souvent d'être persécuté par le gouvernement réactionnaire. Mais, en même temps qu'il apportait une importante contribution à la classe ouvrière allemande, Liebknecht commit un certain nombre d'erreurs graves. Sur plusieurs questions fondamentales du marxisme, dans la lutte entre les deux lignes au sein du Parti notamment, il se montra souvent hésitant et conciliant, allant même jusqu'à abandonner les principes, ce pour quoi il fut sérieusement critiqué à plusieurs reprises par Marx et Engels. Dans la plupart des cas, Liebknecht fut capable de corriger ses vues et d'adopter des positions révolutionnaires.

Des divergences de principe sur de nombreuses questions essentielles séparaient le parti d'Eisenach et le parti lassallien qui appliquaient des lignes diamétralement opposées. Dès le début, le parti d'Eisenach adhéra à la Première Internationale, il appliqua ses directives et, s'en tenant au principe de l'internationalisme prolétarien, il s'opposa à l'invasion de la France par la monarchie prussienne, soutint la Commune de Paris et les luttes héroïques de la classe ouvrière française. Le parti lassallien,

quant à lui, refusa d'entrer à la Première Internationale et, se tenant sur des positions chauvines, il soutint de toutes ses forces la guerre d'agression du gouvernement de Bismarck contre la France ; il alla jusqu'à se liguer avec les bourreaux qui réprimèrent sauvagement la Commune de Paris, sabotant ainsi la lutte des ouvriers français. Deux lignes opposées produisent des résultats différents : alors que le prestige du parti d'Eisenach grandissait rapidement parmi les ouvriers, que le nombre de ses adhérents augmentait et que son organisation prenait de l'importance, le parti lassallien se voyait progressivement abandonné par une masse d'ouvriers toujours plus nombreuse et son organisation était près de s'écrouler. En 1869, les syndicats contrôlés par les lassalliens comptaient encore 35 000 membres ; en 1871, il ne leur en restait qu'un peu plus de 4 200. Pour répondre aux besoins de l'état des luttes et pour unifier la marche du mouvement ouvrier, le parti d'Eisenach avait à plusieurs reprises proposé au parti lassallien de s'unir pour affronter ensemble leur ennemi commun. Cependant, chaque fois, il s'était heurté à un refus déraisonnable. Et c'est seulement après 1873, alors que le prestige du parti lassallien était au plus bas et que ce parti se trouvait dans une situation difficile et ne pouvait manifestement plus s'en sortir, que les lassalliens changèrent leur attitude habituelle. Prenant l'initiative de proposer une unification, ils se mirent à chanter plus haut que quiconque le grand air de l'« unité ». Au premier coup d'œil, Marx et Engels percèrent à jour leur manœuvre et indiquèrent judicieusement : s'ils viennent aujourd'hui frapper à notre porte et chercher la conciliation, c'est qu'ils se trouvent dans une situation bien difficile ; mais nous ne pouvons pas leur permettre d'utiliser le prestige de notre parti parmi les ouvriers pour consolider leurs positions chancelantes. Engels déclara : « *Il ne faut pas se laisser abuser par tout ce tapage sur l'unité (3).* »

Sur la question de l'unification, l'attitude de Marx et Engels était très claire. Tout d'abord, ils n'étaient pas par principe opposés à l'unité, car il était effectivement nécessaire de fonder un parti unifié de la classe ouvrière en Allemagne pour cimenter cette classe. Mais ils estimaient que cette unité devait être soumise à conditions : « *La première condition de l'union était qu'ils cessassent d'être des sectaires, c'est-à-dire des Lassalliens* (4). » Marx et Engels avertirent à plusieurs reprises les dirigeants du parti allemand que l'on ne pouvait transiger sur les principes ; que si les circonstances n'étaient pas mûres pour l'unification, on pouvait commencer par se mettre d'accord avec les Lassalliens sur une plate-forme d'action contre l'ennemi commun, mais qu'il ne fallait en aucun cas précipiter l'unification. Mais comme les dirigeants du parti d'Eisenach, en particulier Liebknecht, tenaient trop à l'unification des deux partis, ils se laissèrent tenter par un succès immédiat et, ne faisant non seulement aucun cas des conseils amicaux de Marx et Engels, ils rédigèrent encore derrière leur dos avec les Lassalliens un projet de programme imprégné d'opportunisme lassallien — le « *Projet de programme du Parti ouvrier socialiste d'Allemagne* » — qui fut publié le 7 mars 1875 dans les organes de presse des deux partis. Dès que Marx et Engels virent ce projet, ils en furent indignés. Pour eux, le programme d'un parti était « *comme un étendard qu'on vient d'arborer au regard de tous* (5) », qui « *pose publiquement les jalons qui indiqueront au monde entier le niveau du mouvement du Parti* (6) » ; or il s'agissait d'un projet « *absolument condamnable et qui démoralise le Parti* (7) », un projet qui allait totalement à l'encontre des conceptions fondamentales exposées depuis longtemps dans le « *Manifeste du Parti communiste* » et contre les principes élaborés par le prolétariat français au cours de sa pratique révolutionnaire en 1871. C'est ce qui fit dire à Engels que

le « *projet de programme témoignait d'une régression manifeste* (8) ». Afin de riposter à temps au contre-courant des lassalliens au sein du Parti, afin de défendre les principes révolutionnaires du marxisme, d'éduquer les camarades qui s'étaient égarés et de les aider à bien distinguer les limites entre le marxisme et l'opportunisme, Engels déclara dans une lettre à A. Bebel : « *Au cas où il (le programme) serait accepté, ni Marx ni moi nous ne pourrions jamais adhérer au nouveau parti fondé sur une pareille base* (9) ». En avril-mai 1875, Marx, miné par la maladie, écrivit ses « *Gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand* » (ou « *Critique du programme de Gotha* »). Il disséqua article par article le projet de programme, dénonça et critiqua la nature d'extrême-droite du lassallisme qui s'opposait à la révolution, préconisait un retour en arrière et défendait la monarchie prussienne réactionnaire. A travers sa critique, Marx développa plus avant la théorie du socialisme scientifique.

La « *Critique du programme de Gotha* » représente le brillant procès-verbal de la lutte sans concessions de Marx contre la ligne opportuniste de Lassalle ; elle constitue une arme acérée pour critiquer le révisionnisme. Marx et Engels l'envoyèrent aux dirigeants du Parti, en espérant qu'ils reconnaîtraient leurs erreurs et les corrigeraient en persistant dans les principes révolutionnaires. Mais Liebknecht et les autres n'acceptèrent pas la juste critique de Marx et Engels. En mai 1875 eut lieu dans la ville de Gotha le congrès d'unification des deux partis. Les Lassalliens étaient majoritaires parmi les délégués au Congrès et ils n'apportèrent au projet de programme que quelques modifications de vocabulaire. C'est ainsi que fut adopté ce qui allait devenir le programme du Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, créé par la fusion des deux partis, c'est-à-dire le programme de Gotha. Des cinq membres du Comité cen-

tral élu par le Congrès, trois étaient des Lassalliens, de sorte que le pouvoir de direction dans le Parti se trouvait en fait entre leurs mains. Après le Congrès de Gotha, les différentes classes de la société ne s'aperçurent pas des multiples inconséquences du programme. Les masses ouvrières le comprirent d'un point de vue marxiste et lui donnèrent une interprétation communiste. Quant à ces ânes bâtés de bourgeois, ils y virent eux aussi un programme communiste et le traitèrent on ne peut plus sérieusement. L'accueil que reçut ce programme fut bien meilleur que ce qu'il aurait dû être et *« c'est cette circonstance seule, écrira Engels dans une lettre à W. Bracke, qui nous fit, Marx et moi, ne pas nous désolidariser publiquement d'un pareil programme (10) »*. Et c'est seulement en 1891, pour les besoins de la lutte contre l'opportunisme, que grâce à la lutte opiniâtre d'Engels, la « Critique du programme de Gotha » de Marx vit enfin le jour.

2. Critique du Programme de Gotha

Dans son livre, Marx critique le projet de programme principalement sous les aspects suivants :

1. Critique de la ligne réformiste des Lassalliens qui « réclament plus de moyens légaux » pour parvenir à réaliser la société socialiste. Défense de la théorie de la révolution prolétarienne.

Pour fournir à la ligne opportuniste des données théoriques, le programme déclarait d'emblée que « le travail est la source de toute richesse et de toute culture ». Ce que Marx réfute en affirmant : *« Le travail n'est pas la source de toute richesse (11). »* Pour que le travail produise des richesses et de la culture, il doit aller de pair

avec des conditions matérielles naturelles telles que la possession de matières premières et d'instruments de travail ; d'autre part, le travail ne peut être effectué que dans des rapports sociaux déterminés. Voilà qui démontait les sermons hypocrites et creux du lassallisme sur le travail. Parler de celui-ci en laissant de côté la question fondamentale de la propriété des moyens de production ne peut avoir pour but que de masquer l'exploitation de classe, de supprimer les luttes de classe, de sauvegarder la propriété privée et de s'opposer à ce que le prolétariat fasse la révolution.

Le projet de programme insistait fortement sur la prétendue « loi d'airain des salaires » inventée par Lassalle. Pour celui-ci, la moyenne des salaires ouvriers ne pouvait osciller qu'autour du niveau le plus bas nécessaire pour faire vivre un ouvrier et sa famille. Si l'on élevait les salaires au-dessus de cette moyenne, la vie des ouvriers s'améliorerait, le taux de reproduction de la population augmenterait, entraînant l'accroissement du nombre des ouvriers, ce qui risquerait de provoquer une baisse des salaires ; si, au contraire, on maintenait les salaires en-dessous de cette moyenne, le taux de croissance de la population serait faible et le nombre des ouvriers diminuerait, ce qui permettrait d'augmenter les salaires. Comme l'indiquait Marx, le fondement théorique de cette prétendue « loi d'airain des salaires » n'était autre que la théorie malthusienne de la population. Selon cette absurdité, il ne fallait pas chercher la cause de la misère ouvrière dans le système capitaliste du salariat mais dans cette loi fallacieuse. C'était là, bien évidemment, plaider en faveur du système capitaliste et s'opposer à la révolution prolétarienne avec des mensonges réactionnaires. Dans les années 70 du XIX^e siècle, la théorie scientifique des salaires et la doctrine de la plus-value étaient déjà largement popularisées. Dans ces conditions, qu'un parti de la classe ouvrière

comme le Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne acceptât les conceptions réactionnaires de Lassalle avait de quoi bouleverser les honnêtes gens !

Marx réfute encore l'idée opportuniste contenue dans le projet de programme qui recommandait « l'établissement de sociétés de production avec l'aide de l'Etat » pour réaliser le socialisme. L'expérience de la révolution prolétarienne avait déjà démontré que seuls la révolution violente, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et l'établissement de la dictature du prolétariat pouvaient permettre d'exproprier les expropriateurs et de réaliser le socialisme. Répandre le sophisme de l'aide de l'Etat, c'était en fait vouloir faire renoncer les ouvriers à la lutte de classes et sauvegarder la domination réactionnaire de la bourgeoisie.

2. Critique de l'absurdité de Lassalle sur l'instauration d'un « Etat libre » et développement de la théorie de la dictature du prolétariat.

Partant de la conception idéaliste de l'histoire, Lassalle ne tenait pas compte du caractère de classe de l'Etat ; il le présentait comme étant au-dessus des classes et prétendait que sa fonction essentielle était de « faire progresser l'humanité vers la conquête de la liberté ». Le projet de programme colportait la conception opportuniste de l'Etat selon Lassalle et donnait comme objectif à la lutte du Parti l'établissement de cet imaginaire « Etat libre », tournant ainsi complètement le dos à la question fondamentale de la dictature du prolétariat. C'est avec une grande indignation que Marx critique le sophisme de l'Etat libre. Le marxisme considère l'Etat lui-même comme une violence, comme l'instrument d'une classe pour en opprimer une autre. L'empire prusso-allemand d'alors n'était « *qu'un despotisme militaire, à armature bureaucratique*

*et à blindage policier, avec un enjolivement de formes parlementaires, avec des mélanges d'éléments féodaux et d'influences bourgeoises (12) ». Il était l'instrument de la classe des junkers propriétaires terriens et de la grande bourgeoisie. Un tel État, comme tous les États bourgeois, ne pouvait pas, comme le prétendait le projet de programme, se transformer pacifiquement en un État libre. Et si le prolétariat, renversant par la violence l'ancien appareil d'État, en créait un nouveau, il ne s'agirait pas non plus d'un État libre placé au-dessus des classes. Marx indique : « *Faire l'« État libre », ce n'est nullement le but des travailleurs qui se sont dégagés de la mentalité bornée de sujets soumis (13).* » Engels ajoute pour sa part que « *tant que le prolétariat a encore besoin de l'État, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires (14)* ». Comme on le voit, la clé du sophisme de l'État libre réside dans son opposition à la dictature du prolétariat.*

Sans avoir parlé de la dictature du prolétariat, ni défini comment pourrait se transformer l'État futur, le projet de programme mettait continuellement l'accent sur son mot d'ordre d'État libre. En critiquant la conception lassallienne de l'État, Marx expose clairement la théorie selon laquelle la dictature du prolétariat doit être maintenue durant toute l'étape de transition qui mène de la société capitaliste à la société communiste. Il écrit : « *Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature du prolétariat (15).* » Ce brillant éclaircissement de Marx développa considérablement la doctrine de la dictature du prolétariat.

3. Critique de la théorie réactionnaire de Lassalle concernant la répartition ; clarification des principes de la répartition dans la société socialiste et premières explications de Marx sur son célèbre jugement sur les deux phases du communisme.

Le projet de programme reprenait le lieu commun de Lassalle sur le caractère décisif de la répartition et proclamait ses absurdités sur le « produit intégral du travail », le « partage équitable » selon un « droit égal » de « tout le produit du travail ». Sur la question de la répartition, Marx indique : « *La répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont les conditions de la production sont elles-mêmes réparties* (16). » Le projet de programme, qui évitait d'aborder la question de la propriété des moyens de production pour traiter dans l'abstrait de la répartition, considérait et interprétait la répartition comme une chose sans rapports avec le mode de production ; par là, le socialisme n'était plus que l'enveloppe de la question de la répartition. De plus, il trompait le prolétariat et le peuple travailleur avec ses divagations sur le « partage équitable » et le « droit égal », pour les faire renoncer à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat.

Tout en critiquant la conception réactionnaire de la répartition selon Lassalle, Marx analyse scientifiquement les deux phases du communisme et leurs principes de distribution. Il indique clairement que sous le socialisme, et même dans la première phase du communisme, il s'agit toujours d'une société « *telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société qui, par conséquent, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue* (17) ». La répartition, au cours de cette période, reste donc fixée sur le principe : « De cha-

cun selon ses capacités, à chacun selon son travail. » Elle se fait sur la base d'un critère unique : le travail. Ce « *droit égal est donc toujours ici, dans son principe... le droit bourgeois* (18) ». Bien que l'exploitation ait été abolie, on reconnaît implicitement que les capacités de travail, qui varient d'un travailleur à l'autre, sont autant de privilèges naturels, ce qui revient à avouer que le droit égal est, en fait, un droit inégal. On ne peut échapper à ce droit bourgeois dans la période du socialisme. Marx indique encore : « *Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera plus seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra inscrire sur ses drapeaux : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoin"* (19). »

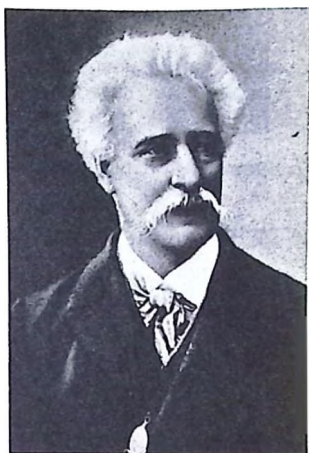
Marx démontra à fond quel serait le système de répartition dans la phase inférieure et la phase supérieure de la société communiste ; il généralisa scientifiquement les caractéristiques des deux phases de développement de la société communiste qu'il avait pour la première fois distinguées, et enrichit ainsi grandement la théorie du communisme scientifique.

Enfin, il critiqua encore les conceptions opportunistes exprimées dans le projet de programme qui considérait les paysans et le reste de la petite bourgeoisie comme « une masse réactionnaire », et il fustigea leur nationalisme étroit.

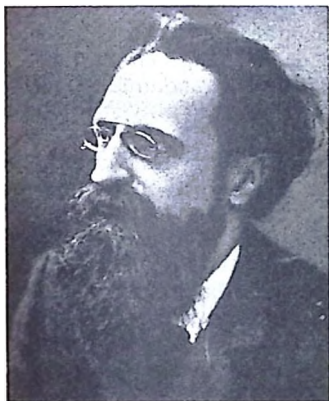
La « Critique du programme de Gotha » est d'un con-



Wilhelm Liebknecht



Paul Lafargue



Jules Guesde



*Une page du Vorwärts
avec le début de l'Anti-Dühring*

tenu extrêmement riche. C'est un document à caractère de programme qui enrichit le « Manifeste du Parti communiste ». Elle représente la synthèse de l'expérience historique de la lutte des classes et constitue une arme acérée pour critiquer le révisionnisme.

3. La critique de Dühring par Marx et Engels

La fondation du Parti unifié de la classe ouvrière allemande donna à l'époque son impulsion au développement du mouvement révolutionnaire. Cependant, comme des concessions sans principes avaient été faites aux Lassalliens sur la question de l'unité, quelques représentants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie réussirent à s'infiltrer dans le Parti, créant en son sein une grave confusion sur les plans idéologique et théorique, et firent baisser son niveau théorique. On sentait à cette époque dans la direction du Parti allemand *« un courant d'air vicié. Le compromis avec les lassalliens avait déjà conduit à un compromis avec d'autres éléments mitigés (20) »*. En conséquence, il y eut un afflux de courants anti-marxistes à l'intérieur du Parti. Les théories de Dühring, en particulier, diamétralement opposées au marxisme, commencèrent à se répandre dans le Parti dont il entrava gravement le sain développement.

Eugen Dühring (1833-1921) était né dans une famille de l'aristocratie prussienne. Il avait d'abord été avocat, puis, s'était tourné vers l'enseignement. En 1863, il commença à donner des cours de philosophie et d'économie à l'Université de Berlin. Dans les années 60 déjà, il avait attaqué insolemment le « Capital » de Marx. Arrivé aux années 70, Dühring s'opposa encore plus frénétiquement au marxisme et, piquant ici et là, il publia successivement plusieurs ouvrages : « Histoire critique de l'économie poli-

tique et du socialisme » (1871), « Cours d'économie politique et sociale » (1873) et « Cours de philosophie » (1875). Dühring se vantait avec arrogance de vouloir réformer entièrement le marxisme. Il s'affubla du titre de « plus puissant génie de tous les temps » et se vanta d'avoir découvert des « vérités définitives en dernière analyse ».

Grâce au tapage qu'il menait et à la confusion théorique créée dans le Parti après l'unification des deux fractions, Dühring réussit à tromper un bon nombre de gens avec son fatras de théories réactionnaires. Même un dirigeant comme Bebel ne sut pas distinguer immédiatement l'essence anti-marxiste des théories de Dühring.

Il faut relever que, pour le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, Dühring représentait un danger non seulement sur le plan théorique, mais encore sur celui de l'organisation. Utilisant l'influence qu'il avait sur le Parti, il regroupa autour de lui une petite secte composée de gens comme Bernstein pour mener des activités scissionnistes et complota en vue de former un nouveau parti.

Pour riposter à cette invasion de théories fausses, la tâche la plus urgente à laquelle le Parti se trouvait confronté était de dévoiler la nature réactionnaire de Dühring, de démonter l'attaque frénétique de son opportunisme et d'élever le niveau théorique du Parti pour unifier en son sein l'idéologie sur la base du marxisme.

En mai 1876, dans une lettre à Engels, Liebknecht exprima le désir des ouvriers révolutionnaires de critiquer Dühring. Engels transmit cette lettre à Marx, lui demandant à son tour par lettre si le moment était ou non propice pour critiquer à fond Dühring. Dans sa réponse, Marx exprima son accord pour cette critique. Pour lui permettre cependant de concentrer son énergie sur la rédaction des tomes 2 et 3 du « Capital », Engels n'hésita pas à interrompre la « Dialectique de la nature » qu'il était en train d'écrire et se mit à l'œuvre immédiatement pour critiquer

les théories réactionnaires de Dühring. Avec la collaboration étroite de Marx, Engels termina en juillet 1878 sa critique de Dühring qu'il avait commencée en mai 1876. L'ouvrage fut publié en plusieurs fois dans l'organe du Parti, le *Vorwärts*, entre janvier 1877 et juillet 1878 et, en 1878, l'édition en un seul volume de l'« Anti-Dühring » fut publiée.

La publication de l'« Anti-Dühring » d'Engels écrasa complètement le courant réactionnaire de Dühring. C'était une critique systématique de la philosophie éclectique, de l'économie politique bourgeoise vulgaire et du socialisme petit-bourgeois de Dühring et une défense des fondements théoriques du socialisme scientifique qui fut bénéfique au développement du mouvement ouvrier. Pour la première fois, Engels exposa systématiquement les trois parties constitutives du marxisme.

Dans la partie « Philosophie », Engels met l'accent sur la critique de l'apriorisme idéaliste de Dühring. Celui-ci, colportant en fraude la métaphysique de Kant et l'idéalisme de Hegel, avait composé un ragoût philosophique des plus bariolés. Il affirmait l'existence de principes a priori, préexistants à la nature et à la société humaine ; ainsi, tous les problèmes de la nature et de la société devaient-ils être réglés conformément à ces principes. *« Les principes ne sont pas le point de départ de la recherche, mais son résultat final ; ils ne sont pas appliqués à la nature et à l'histoire des hommes, mais abstraits de celles-ci ; ce ne sont pas la nature et l'empire de l'homme qui se conforment aux principes, mais les principes ne sont exacts que dans la mesure où ils sont conformes à la nature et à l'histoire. Telle est la seule conception matérialiste de la question, et celle que lui oppose Mr. Dühring est idéaliste, elle met la chose entièrement sur la tête (21). »* Engels explique minutieusement les principes fondamentaux de la théorie matérialiste du reflet,

soulignant que l'univers est matière, que la matière est mouvement, que l'espace et le temps sont les modes essentiels d'existence de la matière et que la pensée est le reflet de la matière, vis-à-vis de laquelle elle possède une indépendance relative. Engels critique encore la conception métaphysique de Dühring qui nie la contradiction ; il expose les lois de la dialectique matérialiste sur l'unité des contraires, le passage réciproque de la quantité à la qualité, la négation de la négation, etc. ; il indique que « *la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée* (22) ».

Dans la partie « Economie politique », Engels critique en profondeur les conceptions économiques idéalistes de Dühring ; elles représentent une réaction face aux conceptions de l'économie politique marxiste. Dans le « Capital », Marx avait dévoilé les secrets de l'exploitation capitaliste et expliqué en détail sa doctrine de la plus-value ; il avait mis en lumière la loi selon laquelle la ruine du capitalisme et le triomphe du socialisme sont l'une et l'autre inévitables. Dühring, par contre, faisait tous ses efforts pour dissimuler l'exploitation capitaliste en propageant sa théorie de la violence. Selon lui, le droit de propriété des capitalistes sur les moyens de production se devait à la violence, dont le profit était le produit ; par conséquent, pour réaliser son prétendu socialisme idéal, il ne serait pas nécessaire d'abolir le mode de production capitaliste, mais il suffirait d'éliminer la violence et de supprimer le mode de répartition capitaliste pour rétablir des principes égalitaires de répartition. Ces sophismes niaient la priorité de la base économique et la subordination de la répartition à la production, contestant par là la doctrine de la plus-value ; leur essence réactionnaire résidait dans leur opposition au renversement du système capitaliste par le prolétariat, dans le but de préserver ce système pour l'avenir.

Engels fait remarquer : « *La violence peut certes déplacer la possession, mais ne peut pas engendrer la propriété en tant que telle !* (23) » Seule la doctrine de la plus-value de Marx révèle complètement les secrets de l'exploitation des ouvriers par la bourgeoisie. Le prolétariat ne pourra s'émanciper que par la révolution, en renversant le système capitaliste, et certainement pas comme le rêve Mr. Dühring, en se contentant de faire disparaître le système de répartition capitaliste. Engels indique que la violence, selon les mots de Marx, est « *l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs ; [...] l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes* (24) ». La révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat sont précisément une violence révolutionnaire de cette sorte.

Dans la partie « Socialisme », Engels critique le pseudo-socialisme de Dühring, et il expose les sources et les principes essentiels du socialisme scientifique. D'après Dühring, l'Etat prussien continuerait d'exister et la concurrence à se développer. Comme le note Engels, le socialisme de Dühring n'est rien d'autre qu'un capitalisme aménagé.

En même temps qu'il divaguait sur sa théorie du socialisme, Dühring rejetait entièrement les doctrines historiques du socialisme utopique, donnant ainsi la preuve de son arrogance et de son ignorance. Le socialisme utopique avait été un produit de l'histoire : « *A l'immaturité de la production capitaliste, à l'immaturité de la situation des classes, répondit l'immaturité des théories* (25). » Engels appréciait à leur juste valeur les théories des trois grands socialistes utopiques du début du XIX^e siècle. Il reconnaissait leur mérite historique tout en critiquant leurs erreurs de fond.

Engels analyse aussi les contradictions de la société

capitaliste d'après les conceptions du matérialisme historique, et il indique que la contradiction principale de cette société se situe entre le caractère social de la grande production et la propriété individuelle des moyens de production. Sa manifestation sur le plan économique est la contradiction et l'antagonisme existant entre le caractère organisé de la production dans chaque usine et l'anarchie apparente de la production dans l'ensemble de la société, lesquels provoquent les crises économiques du capitalisme. Sa manifestation sur le plan des classes est la contradiction et la lutte existant entre la bourgeoisie et le prolétariat. Engels indique qu'il n'existe qu'une seule voie pour résoudre ces contradictions : « *Le prolétariat s'empare du pouvoir d'État et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'État* (26). » A partir de là, Engels montre comment les tentatives de Dühring pour changer le mode de répartition capitaliste, en posant comme prémisses la conservation du mode de production capitaliste, et tout son projet de réalisation du socialisme ne sont que des chimères, un faux socialisme et un capitalisme de fait.

La publication de l'« Anti-Dühring » d'Engels fit le jour sur la nature réactionnaire du prétendu « nouveau socialisme » de Dühring. En arrachant à celui-ci le masque de réformateur dont il s'était affublé, elle brisa son complot antiparti. De plus, cette critique permit d'éduquer les dirigeants et les militants de base du Parti et d'élever leur niveau théorique ; elle augmenta la capacité de lutte du Parti et accéléra le développement du mouvement ouvrier. Dühring, qui n'avait joui qu'un temps d'un renom tapageur, fut condamné au silence et disparut de la scène.

L'« Anti-Dühring » est une œuvre maîtresse du marxisme ; il constitue une puissante arme idéologique pour combattre l'opportunisme de droite comme de gauche. Tout comme le Manifeste du Parti communiste, c'est « *un livre de chevet de tout ouvrier conscient* (27) ».

4. La dénonciation et la critique des « Trois de Zürich »

Après la victoire du Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, avec l'aide et la direction de Marx et Engels, sur le courant réactionnaire de Dühring, son édification progressa grandement sur le plan idéologique et organisationnel. En 1876, le Parti éditait 23 journaux et revues ; en 1877, ce nombre passa à 41 ; lors des élections au Reichstag de 1877, le Parti obtint 500 000 voix, soit 36 % de plus qu'en 1874.

Tout ceci créa la panique chez les classes dominantes réactionnaires allemandes qui tentèrent par tous les moyens d'en finir avec le mouvement ouvrier dans leur pays et d'anéantir le Parti. Prenant prétexte de deux attentats dont il rejeta la culpabilité sur le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, Bismarck fit promulguer en octobre 1878 la « loi pour réprimer les tentatives de subversion de l'ordre public de la part du Parti social-démocrate » (ou Loi d'exception contre les socialistes). Cette loi d'exception décrétait l'interdiction immédiate de tout groupement, de toute publication ou de tous autres matériaux imprimés et réunions tels que « ceux du Parti social-démocrate, des socialistes et des communistes ». Le gouvernement pouvait à sa guise, et sans aucune procédure légale, arrêter ou expulser toute personne jugée par lui dangereuse pour l'ordre public. Au cours des deux premiers mois qui suivirent la promulgation de cette loi, 521 membres du Parti furent emprisonnés, les ouvriers qui avaient des idées socialistes furent licenciés par les patrons et leurs noms portés sur des listes noires. Pendant les douze années au cours desquelles fut appliquée la loi d'exception, plus de 1 300 publications du Parti furent saisies, plus de 330 organisations ouvrières furent dissoutes, plus de 900 personnes déportées et 1 500 autres enfermées dans des cachots. Tout le pays fut

plongé dans la terreur blanche. Ces circonstances mirent à rude épreuve le Parti et chacun de ses membres. Ayant tout sacrifié à la lutte légale en temps de paix, les dirigeants du Parti allemand n'étaient préparés, ni sur le plan de l'idéologie, ni sur celui de l'organisation, à l'attaque surprise lancée par Bismarck ; sur le moment, ils se laissèrent aller à la panique et perdirent pied, incapables de discerner l'orientation correspondant aux circonstances et d'élaborer une nouvelle tactique de lutte. Sur l'instigation de certains éléments lassaliens, le Comité central lança même un appel à l'auto-dissolution du Parti. La masse des militants et les organisations de base du Parti furent alors privées de direction, les liens qui les unissaient furent coupés et le désordre s'installa. Les éléments du Parti les moins résolus commencèrent à fléchir et à trahir les uns après les autres. Des gens comme Höchberg, Schramm et Bernstein qui s'étaient réfugiés en Suisse, où ils rédigeaient le journal du Parti, le *Sozialdemokrat*, s'affolèrent devant la politique ultra-répressive de l'adversaire. Ils se rassemblèrent pour former le tristement célèbre « Comité des Trois de Zürich » et publièrent un manifeste où ils exprimaient leur soumission au gouvernement réactionnaire et imploraient son pardon. Ils y prétendaient qu'entre le prolétariat et la bourgeoisie, il ne devait pas y avoir de lutte de classes mais qu'au contraire ils devaient se réconcilier et fraterniser ; ils proclamaient que le Parti social-démocrate ne devait pas être unilatéralement un parti ouvrier, mais un « parti du peuple tout entier », « composé de tous les hommes pénétrés d'un sentiment d'humanité ». Ils voulaient encore que le Parti démontrât qu'« il n'est pas disposé à entrer dans la voie de la révolution sanglante et violente, mais qu'il est décidé... à prendre la voie de la légalité, c'est-à-dire des réformes », prétendaient que la classe ouvrière ne pourrait se libérer qu'à condition de se soumettre à la direction des bour-

geois « instruits », etc. En un mot, ils voulaient faire du Parti un parti réformiste bourgeois. Parallèlement, chez les opportunistes de gauche représentés par Most et Hasselmann, la cruelle répression des classes dominantes avait soulevé des sentiments excessifs et ils tentaient de remplacer la lutte de classes organisée par des méthodes terroristes, se livrant à des actions aventuristes. Au moment où l'hésitation et la confusion régnaient dans le Parti, Marx et Engels se dressèrent pour soutenir résolument l'esprit d'initiative révolutionnaire et la lutte héroïque des militants et des masses ouvrières. Parallèlement ils aidèrent amicalement les dirigeants du Parti à analyser la situation et, en encourageant leur combativité, à affermir leur confiance et à élaborer une tactique de lutte correcte. *« Il ne faut pas, comme le font encore beaucoup de gens, se dérober et céder le pas au moindre coup de l'ennemi ; il ne faut pas se lamenter, ni sangloter, ni demander humblement pardon en protestant que nous n'avons aucune intention mauvaise. Œil pour œil, dent pour dent, à chaque coup de l'ennemi, nous devons répondre par deux ou trois autres coups (28). »* Pour favoriser une victoire possible, Marx et Engels enseignèrent aux dirigeants du Parti qu'ils devaient combiner la lutte clandestine à la lutte légale. Sous leur direction, le Parti créa une organisation clandestine et des publications elles aussi clandestines, en même temps que les militants et les masses révolutionnaires se mettaient à utiliser certaines institutions légales, telles que les clubs et les associations, pour mener le combat.

Marx et Engels concentrèrent leurs traits contre l'opportunisme de droite, parce que celui-ci constituait à l'époque le danger principal au sein du Parti. En septembre 1879, ils adressèrent conjointement une « Lettre circulaire à A. Bebel, W. Liebknecht, W. Bracke et autres »

où ils dénonçaient et critiquaient à fond la ligne capitulationniste de droite des « Trois de Zürich ».

En blâmant avec indignation cette ligne qui prêchait la conciliation, ils indiquèrent : *« Depuis près de quarante ans, nous avons fait ressortir au premier plan la lutte de classes comme la force motrice directe de l'histoire, et en particulier, la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat comme le plus puissant levier de la révolution sociale. Il nous est par conséquent impossible de marcher de concert avec des gens qui tendent à rayer du mouvement cette lutte de classes ».* *« Nous ne pouvons donc pas marcher avec des gens déclarant à cor et à cri que les ouvriers sont trop peu instruits pour pouvoir s'émanciper eux-mêmes et qu'ils doivent être affranchis par en haut, par les philanthropes bourgeois et petits-bourgeois (29). »* Ces hommes se trouvent dans le Parti, ils sont des « falsificateurs » et des pseudo-révolutionnaires qui doivent être exclus. Cette ferme position de Marx et Engels montra l'esprit de principe élevé et la haute combativité de ces deux grands maîtres révolutionnaires.

En même temps qu'ils combattaient l'opportunisme de droite, Marx et Engels critiquèrent sévèrement le ligne opportuniste de gauche. Ils notèrent que les tenants de cette dernière ne tenaient pas compte des changements intervenus dans l'état de la lutte et prônaient des méthodes terroristes individuelles suicidaires, en s'opposant à toute lutte légale, ce qui ne pouvait que mener tout le mouvement des travailleurs allemands droit dans l'impasse. Cependant, Most et les autres persistèrent dans leurs erreurs et menèrent des activités scissionnistes. En septembre 1879, ils publièrent dans le journal un appel à fonder un nouveau Parti et s'engagèrent ouvertement dans la voie de la trahison au Parti.

En août 1880, le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne tint en Suisse un congrès clandestin. Le Congrès remplaça la

phrase « utiliser tous les moyens légaux » qui exprimait dans le programme de Gotha le point de vue opportuniste par « utiliser tous les moyens », pour atteindre les objectifs du Parti, et il décida d'exclure Most et tous les chefs de file des opportunistes de gauche qui avaient ouvertement trahi le Parti. Cependant, le Congrès avait relâché la lutte contre l'opportunisme de droite ; il n'avait pas condamné nommément Bernstein et les autres et n'avait pas pris à leur égard les conclusions qui s'imposaient, se contentant de destituer les « Trois de Zürich » des fonctions de rédacteurs du journal qu'ils occupaient. Mettant en jeu leurs méthodes de contre-révolutionnaires à double face, Bernstein et ses émules, après un bref examen superficiel, parvinrent à rester cachés.

Grâce à l'aide de Marx et Engels, le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne triompha de l'opportunisme et surmonta l'hésitation et la confusion des premiers temps de la loi d'exception ; il mit en pratique une ligne révolutionnaire qui lui permit d'étendre son influence et de développer les forces de la révolution. En rappelant les activités remarquables menées par le parti allemand à l'époque de la loi d'exception, Engels disait : « *Ce fut aussi une période révolutionnaire* (30). » Les succès remportés par le Parti allemand à cette époque renforcèrent encore sa position de premier plan dans le mouvement communiste international.

5. La lutte de Marx et Engels contre l'opportunisme dans les partis français, anglais et autres

Après l'échec de la Commune de Paris, le mouvement français connut une chute brutale et Thiers, ne se tenant plus de joie, claironnait que le socialisme « ne s'en relève-

rait pas de si tôt ». Malgré tout, dans le court laps de temps de cinq années, les socialistes français recouvrèrent leurs forces et reprirent leurs activités. Dans la seconde moitié des années 70, les activistes du mouvement ouvrier tels que Paul Lafargue et Jules Guesde propageaient le marxisme et luttèrent résolument contre le réformisme bourgeois et l'anarchisme. C'est en 1879 que fut fondé en France, à Marseille, le premier parti de la classe ouvrière : le Parti ouvrier français. Marx et Engels soutinrent de toutes leurs forces et orientèrent la création de ce Parti. En 1880, ils prirent part directement au travail de rédaction du programme du Parti ouvrier français, et Marx fournit oralement la partie théorique du programme général. Partant de l'expérience de la Commune de Paris, il insista sur la nécessité de faire passer les moyens de production à la propriété commune et sur la nécessité, pour atteindre ce but, d'effectuer une révolution sociale sous la direction d'un parti prolétarien.

Après la fondation du Parti ouvrier français, une lutte acharnée entre deux lignes se déclara en son sein. La secte opportuniste représentée par Malon et Brousse qui s'étaient infiltrés dans les organes dirigeants du Parti déclara en paroles son adhésion au programme alors qu'en réalité elle refusait le but fixé par le programme : la réalisation du communisme. Ces opportunistes s'opposaient particulièrement aux idées de Marx sur la dictature du prolétariat et préconisaient de maintenir les activités de la classe ouvrière dans les limites des possibilités laissées par le système capitaliste, en avançant certaines revendications qui pouvaient être satisfaites dans les conditions de l'époque. C'est ce qui leur valut le nom de « possibilistes ». En ce qui concerne le principe d'organisation du Parti, ils réclamaient pour chaque organisme le droit de modifier le programme du Parti afin de l'adapter aux conditions locales, ce qui revenait à supprimer l'organisation générale.

Marx et Engels soutinrent les dirigeants du Parti Lafargue et Guesde (ce dernier se tenait encore à l'époque sur des positions révolutionnaires), et les aidèrent à combattre fermement la fraction possibiliste.

La lutte entre les deux lignes au sein du Parti s'aggravant sans cesse, une scission ouverte éclata finalement entre guesdistes et possibilistes lors du Congrès de Saint-Étienne en 1882. Au cours de ce congrès, les possibilistes, utilisant des méthodes d'intrigants, falsifièrent les mandats de délégués pour conserver leur majorité. En fin de compte, ils réclamèrent la modification de la partie générale du programme et le remplacement de ce programme marxiste par un autre, opportuniste, dans l'espoir d'entraîner le Parti dans l'impasse de l'opportunisme. La fraction guesdiste s'y opposa résolument et quitta la salle pour tenir ensuite, à Roanne, son propre congrès où elle décida de conserver le sigle du Parti ouvrier français et son programme révolutionnaire. Par contre, Malon et Brousse adoptèrent le nom de Fédération française des travailleurs socialistes, et ils abandonnèrent totalement le caractère de classe et les principes révolutionnaires du prolétariat.

Comment considérer cette scission et ces luttes au sein du Parti ouvrier français ? Étaient-elles une bonne ou une mauvaise chose ? Certains, tout en reconnaissant le caractère inévitable de cette scission, reprochaient au Parti ouvrier français de s'être uni à l'époque de sa fondation avec Malon et Brousse.

Face à cette tendance, Engels devait écrire : « *Au début, lors de la fondation du Parti ouvrier, il fallut admettre tous les éléments acceptant le programme : s'ils le faisaient avec des réserves, ils devaient le montrer par la suite* (31) ». C'est ce qui arriva finalement. Après la scission du Parti ouvrier français, Engels, dans une lettre adressée à Bebel le 28 octobre 1882, indiquait clairement

que cette scission entre les deux fractions du Parti était inévitable et que le point en litige était une question de principe : faut-il conduire la bataille comme une lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie ou est-il permis de se contenter de gagner plus d'électeurs et de partisans, en laissant de côté le caractère de classe du mouvement et du programme ? Les possibilistes étaient pour la seconde formule et ils sacrifiaient de fait le caractère de classe du mouvement, ce qui rendait la scission inévitable. Du bilan de la lutte interne dans les partis allemands et français, Engels dégagea cette conclusion : *« Le prolétariat se développe partout au travers de luttes internes, et il n'y a point d'exception pour la France, qui crée pour la première fois un parti ouvrier. En Allemagne, nous avons derrière nous cette première phase de lutte interne [avec les Lassalliens], et nous en avons une autre devant nous. L'unité est excellente tant qu'elle marche, mais il y a des choses qui sont au-dessus de l'unité. Et si, toute notre vie durant, Marx et moi nous avons combattu les prétendus socialistes plus que quiconque (car nous avons pris la bourgeoisie uniquement comme une seule classe et ne nous sommes presque jamais laissé entraîner à des luttes partielles contre des bourgeois), il n'est donc pas question de geindre parce l'inévitable lutte a éclaté (32) »*. Avec l'aide de Marx et Engels, la fraction guesdiste de l'époque adopta pour l'essentiel une ligne marxiste ; elle dirigea activement les luttes de la classe ouvrière, et ses forces grandirent sans cesse alors que le parti possibiliste fut bientôt réduit à une petite secte.

Engels livra aussi une lutte résolue contre le réformisme de la Fabian Society en Angleterre. Il s'agissait d'un groupement à prétentions socialistes créé à Londres en 1884 par des intellectuels bourgeois. Ils tiraient leur nom de Fabius le Temporisateur, général romain du III^e siècle avant notre ère, qui était partisan de combattre

par des moyens détournés et d'éviter les affrontements directs. En effet, cette société prônait elle aussi d'éviter l'affrontement direct entre la bourgeoisie et le prolétariat et voulait transformer la société capitaliste à l'aide de réformes sans portée. Elle faisait étalage d'un « socialisme communautaire local » ; l'élection démocratique de gouvernements locaux, qui prendraient en mains les services publics tels que l'eau courante, l'électricité, les tramways, etc., pouvait selon elle permettre de réaliser progressivement le socialisme. La Fabian Society était apparue en Angleterre à un moment où les contradictions sociales s'y accentuaient sans cesse et où le socialisme scientifique y pénétrait chaque jour davantage. Les Fabiens s'opposaient à la doctrine marxiste de la lutte des classes, de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Comme le disait Engels : « *La crainte de la révolution, voilà leur principe essentiel* (33). » Engels écrivit une série d'articles et de lettres dans lesquels il dénonçait leurs tentatives réactionnaires de pousser le prolétariat à abandonner la révolution et le marxisme. Grâce à cette critique et à ces luttes, l'influence de la Fabian Society diminua peu à peu.

En même temps, Engels critiqua le sectarisme et le dogmatisme de la Social Democratic Federation anglaise et des socialistes américains.

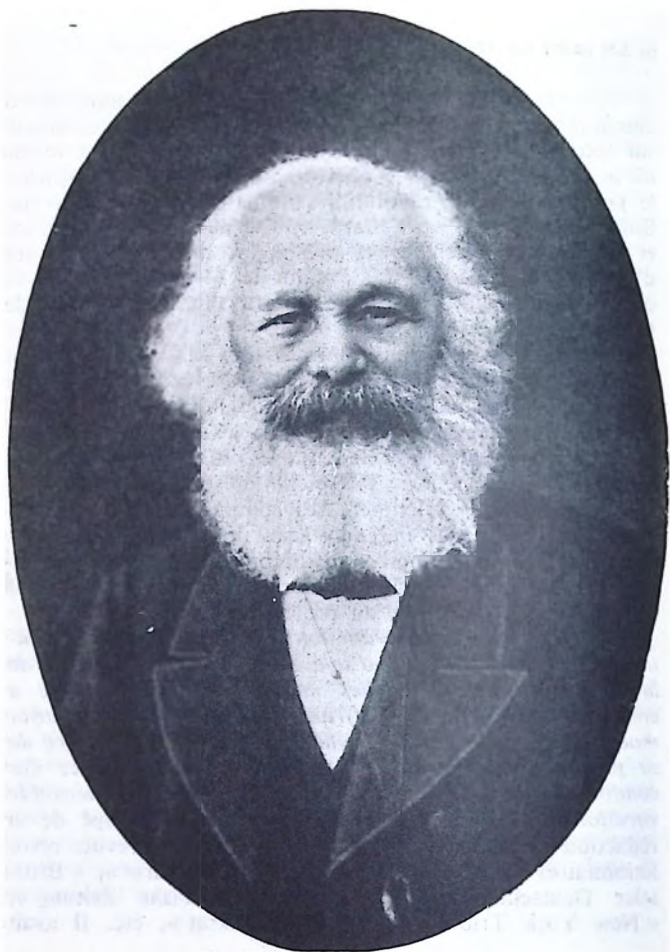
Grâce aux armes théoriques du socialisme scientifique que Marx et Engels fournissaient sans cesse au prolétariat et aux masses laborieuses des différents pays, grâce à l'attention qu'ils portaient au développement des divers partis ouvriers et aux luttes inlassables qu'ils menaient contre tous les opportunismes, le mouvement communiste international put progresser selon une ligne révolutionnaire prolétarienne et le marxisme se répandit largement dans le mouvement ouvrier de tous ces pays.

6. La mort de Marx

Sous la direction de Marx et Engels, le mouvement communiste international se développait vigoureusement sur tout le continent européen. Hélas ! au moment même où le prolétariat avait le plus besoin de sa haute direction, le grand éducateur révolutionnaire et fondateur du socialisme scientifique, Karl Marx, épuisé par une vie de luttes et de travaux difficiles et prolongés, mourut des suites d'une grave maladie. Il s'éteignit le 14 mars 1883, alors qu'il était assis à sa table de travail. Il était âgé de 65 ans.

L'intime compagnon d'armes de Marx, Engels, en éprouva une profonde douleur. Il adressa aux socialistes du monde entier des télégrammes de faire-part. Les obsèques de Marx eurent lieu le 17 mars au cimetière de Highgate, dans les faubourgs de Londres. Elles furent à la fois simples et solennelles. Y étaient présents ceux qui, du vivant de Marx, avaient été ses compagnons d'armes, ses élèves, ainsi que ses parents. Lors des funérailles, Engels prononça devant la tombe un discours profond où il résumait la vie remarquable de Marx et l'immense contribution qu'il avait apportée au prolétariat international.

«... Car Marx était avant tout un révolutionnaire. Contribuer, d'une façon ou d'une autre, au renversement de la société capitaliste et des institutions d'Etat qu'elle a créées, collaborer à l'affranchissement du prolétariat moderne, auquel il avait donné le premier la conscience de sa propre situation et de ses besoins, la conscience des conditions de son émancipation, telle était sa véritable vocation (34)». Depuis 1848, Marx s'était occupé de la rédaction ou de la publication de journaux et revues révolutionnaires : « Rheinische Zeitung », « Vorwärts », « Brüsseler Deutsche Zeitung », « Neue Rheinische Zeitung », « New York Tribune », « Sozialdemokrat », etc. Il avait



Marx en 1882

pris part aux révolutions de 1848 en Europe qu'il avait orientées ; il avait créé l'Association Internationale des Travailleurs et réalisé les aspirations d'unité de la classe ouvrière du monde entier ; il s'était occupé avec la plus grande sympathie de la Commune de Paris en 1871 et l'avait orientée ; il avait écrit de nombreuses œuvres combatives qui synthétisaient l'expérience de la révolution. Persécuté par les gouvernements réactionnaires, Marx avait souvent été pourchassé avec sa famille, et il avait vécu dans la misère sans jamais connaître la tranquillité. Dans ces années où la révolution se préparait, on ne peut séparer la fondation et le développement des partis socialistes en Europe et aux Etats-Unis de l'orientation apportée par Marx. En ce qui concerne les mouvements nationaux des divers pays d'Asie, comme la Chine, la Perse ou l'Inde, Marx leur accorda également une attention fraternelle. La lutte était son élément. Il travaillait de tout son cœur pour la révolution, en oubliant bien souvent de dormir et de manger. Les persécutions de l'ennemi de classe, les attaques des opportunistes, les difficultés de la vie et les tourments de la maladie ne le firent jamais reculer d'un pouce. Avec une énergie inébranlable, il consacra 40 ans de sa vie à écrire les livres I, II et III du « Capital » qui proclamaient devant le monde entier : *« l'heure de la propriété a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés (35) »*. Lorsqu'il s'éteignit, Marx était en train de corriger le manuscrit du Livre III du Capital. Au fil des années, Marx avait ainsi gardé intacts sa volonté révolutionnaire et son esprit de combat.

Marx était un lutteur-né. Pour éviter que la lutte émancipatrice du prolétariat ne s'égarât en se laissant miner par l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, il mena des combats prolongés et inlassables contre les Jeunes Hégléiens, les socialistes « vrais », les proudhoniens, les Lassalliens, les trade-unionistes, les bakouninistes, les partisans de Dühring et contre toutes les sectes et courants

de l'opportunisme sous toutes ses formes. Il y déploya un esprit hardi, allant à contre-courant, et défendit les intérêts fondamentaux du prolétariat et la pureté de la théorie de la révolution prolétarienne.

La vie de Marx fut celle d'un grand révolutionnaire.

« De même que Darwin a découvert la loi du développement de la nature organique, de même Marx a découvert la loi du développement de l'histoire humaine ». *« Mais ce n'est pas tout. Marx a également découvert la loi particulière du mouvement du mode de production capitaliste actuel et de la société bourgeoise qui en est issue (36) ».* La première découverte dont il est question, c'est la conception matérialiste de l'histoire ; la seconde, c'est la doctrine de la plus-value. C'est précisément grâce à ces deux grandes découvertes que le socialisme cessa d'être utopique pour devenir scientifique, et seule la création du socialisme scientifique et sa liaison avec le mouvement ouvrier pouvait donner naissance au mouvement communiste international et, par là, donner une juste orientation théorique au mouvement ouvrier. Cette théorie à son tour s'enrichit et se développa à travers la pratique de la révolution. La position de Marx dans l'histoire, comme créateur de la théorie du socialisme scientifique et fondateur du mouvement communiste international, est à jamais acquise.

Lors de l'enterrement de Marx, le socialiste français Charles Longuet lut aussi les éloges funèbres et les télégrammes de condoléances envoyés par les partis ouvriers et les socialistes de Russie, de France, d'Espagne et d'autres pays. Enfin, Wilhelm Liebknecht, accouru de loin, prit la parole. Au nom du Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, il exprima la reconnaissance du Parti envers son maître et fondateur. Liebknecht déclara : « Marx fit passer la social-démocratie de l'état de secte, de chapelle, à

celui de parti politique ; il en fit un Parti qui mène actuellement des luttes victorieuses, et qui remportera encore des victoires à l'avenir ». « Nous devons nous efforcer au maximum de réaliser au plus tôt ses enseignements et ses buts. Ce sera notre meilleur hommage à sa mémoire. »

Marx et sa grandiose doctrine resteront à jamais gravés dans le cœur des millions de prolétaires et de travailleurs ; ils les guideront pour avancer victorieusement vers la réalisation du communisme dans le monde entier !

NOTES

(1) Lénine, « Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx », « Lénine, sur Marx et Engels », p. 79. E.P.

(2) F. Engels, « La guerre des paysans en Allemagne », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 2, p. 180. E.M.

(3) F. Engels, « Lettre à A. Bebel du 20.6.1873 », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 2, p. 451. E.M.

(4) F. Engels, « Lettre à A. Bebel du 28.3.1875 », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 3, p. 29. E.M.

(5) K. Marx, « Critique du programme de Gotha », p. 43. E.P.

(6) *Ibid.*, p. 4.

(7) *Ibid.*, p. 4.

(8) *Ibid.*, p. 2.

(9) *Ibid.*, p. 42.

(10) *Ibid.*, p. 51.

(11) *Ibid.*, p. 6.

(12) *Ibid.*, p. 27-28.

(13) *Ibid.*, p. 25.

(14) *Ibid.*, p. 41.

(15) *Ibid.*, p. 26.

(16) *Ibid.*, p. 17.

(17) *Ibid.*, p. 13.

(18) *Ibid.*, p. 14.

(19) *Ibid.*, p. 16.

(20) F. Engels, « Lettre à F.A. Sorge du 19.10.1877 », Marx/Engels, Werke, Bd. 34, S. 302.

(21) F. Engels, « Anti-Dühring », p. 66. E.S.

(22) *Ibid.*, p. 170.

(23) *Ibid.*, p. 191.

- (24) *Ibid.*, p. 211.
- (25) *Ibid.*, p. 294.
- (26) *Ibid.*, p. 316.
- (27) Lénine, « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », p. 3. E.P.
- (28) F. Engels, « Lettre à Bernstein du 18.1.1883 », Marx/Engels, Werke, Bd. 35, S. 425.
- (29) K. Marx et F. Engels, « Lettre circulaire à A. Bebel, W. Liebknecht, W. Bracke et autres », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 3, p. 96. E.M.
- (30) K. Marx et F. Engels, « Lettre circulaire aux lecteurs du "Sozialdemokrat" », Marx/Engels, Werke, Bd. 22, S. 77.
- (31) F. Engels, « Lettre à Bernstein du 20.10.1882 », « K. Marx et F. Engels — Le mouvement ouvrier français, II », p. 113, Petite collection maspéro.
- (32) F. Engels, « Lettre à A. Bebel du 28.10.1882 », *ibid.*, p. 111.
- (33) F. Engels, « Lettre à F.A. Sorge du 28.11.1882 », Marx/Engels, Werke, Bd. 39, S. 8.
- (34) F. Engels, « Discours sur la tombe de Marx », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 3, p. 170. E.M.
- (35) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 205. E.S.
- (36) F. Engels, « Discours sur la tombe de K. Marx », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 3, p. 169. E.M.

CHAPITRE VI

LA LUTTE D'ENGELS POUR MAINTENIR ET DÉFENDRE LA LIGNE RÉVOLUTIONNAIRE DE MARX

Après la mort de Marx, la lourde responsabilité de diriger le mouvement communiste international retomba tout entière sur les épaules d'Engels.

Le nouvel essor que connaissait le mouvement ouvrier dans les divers pays d'Europe, avec la fondation généralisée de partis ouvriers ainsi qu'une ample diffusion du marxisme, créa les conditions nécessaires pour mettre sur pied une nouvelle union internationale de la classe ouvrière. Ce fut la Deuxième Internationale, fondée en 1889, par les soins personnels d'Engels. Après la fondation de la nouvelle Internationale, Engels, animé d'une énergie révolutionnaire et d'une combativité à toute épreuve, riposta du tac au tac aux provocations de tous les opportunistes et mena une lutte inlassable pour maintenir et défendre la ligne révolutionnaire prolétarienne marxiste.

1. La lutte d'Engels pour réaliser une nouvelle union internationale du prolétariat

Après la dissolution de la Première Internationale, l'idée de l'unité internationale du prolétariat était restée gravée dans le cœur des ouvriers de tous les pays. Au début des années 80, déjà, certains avaient proposé aux éducateurs de la révolution prolétarienne, Marx et Engels, de reprendre les activités de l'Internationale ou de mettre sur pied une nouvelle Association. Mais Marx et Engels avaient estimé à l'époque que les conditions n'étaient pas mûres pour cela. Ils évaluaient toujours la question de la fondation d'une nouvelle Internationale en fonction du niveau de conscience du prolétariat et des besoins créés par l'état du développement de lutte de classes. Engels écrivait : « *La prochaine Internationale sera... nettement communiste et arborera absolument nos principes (1).* »

Engels s'employa activement à préparer la fondation d'une nouvelle Association, tant sur le plan de la théorie que sur celui de l'organisation.

Après la mort de Marx, il continua tous les travaux que celui-ci n'avait pu mener à bien de son vivant. Il revit les livres II et III du « Capital » qui parurent respectivement en 1885 et 1894. En relisant les manuscrits de Marx, Engels y trouva un résumé de l'ouvrage du savant américain L. H. Morgan, « La société antique », auquel il avait ajouté ses propres remarques ainsi que quelques matériaux complémentaires. Après avoir étudié ce résumé, Engels pensa que le livre de Morgan apportait de nouvelles preuves à l'appui du matérialisme historique et jugea nécessaire d'utiliser les matériaux pratiques de Morgan ainsi que les annotations de Marx pour écrire un livre sur le sujet. Ce fut « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État », écrit par Engels en 1884. Dans cet ouvrage remarquable à l'aide d'un abondant matériel historique et d'une profonde analyse théorique, Engels démontre clairement que l'État est le produit et la manifestation du caractère irréconciliable des contradictions de classes ; il y donne une explication devenue classique des origines et de la nature de l'État, exposant plus à fond la théorie marxiste de la lutte des classes et démontrant la nécessité historique de la dictature du prolétariat, ce qui en fait aussi une puissante attaque contre les opportunistes de tout poil.

Pour élever le niveau théorique marxiste des jeunes partis ouvriers, pour marquer clairement les limites entre la philosophie marxiste et la philosophie allemande classique ainsi qu'entre la ligne marxiste et la ligne opportuniste, Engels écrivit en 1886 : « Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande. » Il y exposait en détail les principes fondamentaux du matérialisme dialectique et du matérialisme historique, ainsi que les diffé-

rences radicales existant entre la philosophie marxiste et la philosophie classique allemande, et critiquait en profondeur l'idéalisme et l'agnosticisme. Ce remarquable ouvrage scientifique et théorique d'Engels consolida puissamment la position dirigeante du marxisme dans le mouvement ouvrier.

Grâce à l'énergie inlassable d'Engels, l'influence du marxisme dans le mouvement ouvrier grandissait chaque jour. Un nouveau mouvement ouvrier à caractère de masse prit son essor et le désir qu'avaient les ouvriers de tous les pays de voir se renforcer l'unité internationale augmentait toujours. A la fin des années 80, le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne et le Parti ouvrier français proposèrent de tenir au plus tôt un congrès socialiste international.

Au moment même où les révolutionnaires se mettaient à l'œuvre pour préparer la fondation d'une nouvelle Internationale, les possibilistes français, de mèche avec les trade-unionistes anglais, et les anarchistes, se hâtaient, eux aussi, de préparer la fondation d'une nouvelle organisation pour s'emparer du pouvoir dirigeant dans le mouvement ouvrier. En 1888, ils se réunirent à Londres où il fut décidé que le parti possibiliste serait chargé de tenir en juillet de la même année, à Paris, un congrès ouvrier international pour préparer la fondation d'une organisation ouvrière qu'eux-mêmes contrôleraient et qui leur permettrait de promouvoir leur ligne opportuniste et de division du mouvement communiste international.

Face à cette grave situation, allait-on mobiliser les masses pour démasquer les visées réactionnaires des opportunistes, écraser leur complot visant à s'emparer de la direction du mouvement ouvrier et créer une nouvelle organisation internationale du prolétariat afin de permettre à ce mouvement de se développer suivant une ligne révolutionnaire marxiste ? Ou bien allait-on renoncer à lutter et

laisser les opportunistes entraîner le mouvement ouvrier international dans l'impasse du réformisme ? C'était là une question impliquant des choix décisifs dans la lutte entre deux classes et entre deux lignes.

A ce moment-clé, certains dirigeants du Parti allemand, qui ne voyaient pas assez clair dans les intrigues des possibilistes, adoptèrent une attitude conciliatrice. Ils interrompirent ouvertement les travaux préparatoires qu'ils avaient eux-mêmes auparavant décidé d'entreprendre et engagèrent des pourparlers avec les possibilistes, allant même jusqu'à prôner la participation au congrès de ces derniers. De même, quelques dirigeants du Parti ouvrier français, peu sensibles à la situation, ne se décidèrent que tardivement à agir.

Il y allait de la ligne, et de la situation d'ensemble. A cette heure grave et décisive où allait se jouer le destin du mouvement communiste international, Engels alors âgé de 68 ans, abandonna sans hésiter tous ses autres travaux pour « *se jeter au combat comme un jeune homme (2)* ». Il se mit d'abord à la tête des socialistes de tous les pays pour dénoncer sans pitié le complot des possibilistes et leur nature opportuniste, tout en critiquant sérieusement l'esprit de conciliation des dirigeants allemands. Mais les possibilistes s'agitaient sans repos tandis que les autres ne s'éveillaient toujours pas ; « *la naïveté des Allemands, écrivit Engels, est tout bonnement inimaginable (3)* ». Engels s'employa alors de toutes ses forces à convaincre Liebknecht, Bebel et Lafargue, les exhortant à faire des efforts pour fonder une nouvelle Internationale ; il leur montra comment ne pas abandonner les principes pour s'allier au parti possibiliste et s'appliqua lui-même à mener un travail de persuasion auprès des délégués qui voulaient assister au congrès adverse.

Grâce à l'aide et à l'enseignement que leur donna Engels, Liebknecht, Bebel, Lafargue et d'autres changèrent

bientôt d'attitude et se mirent vigoureusement à l'œuvre. La jeune révolutionnaire allemande, Clara Zetkin (1857-1933), prit aussi une part active aux travaux préparatoires du Congrès. Sur proposition d'Engels, les partis ouvriers des différents pays tinrent en février 1889, à La Haye, une conférence préliminaire où il fut décidé que le Congrès Socialiste International se tiendrait à Paris en juillet, le même jour que celui du parti possibiliste. Pour Engels, la tenue au même moment et au même endroit des deux congrès devait « *montrer au monde où se trouve concentré le véritable mouvement et où il y a filouterie* (4) ». Engels était persuadé que la ligne révolutionnaire marxiste remporterait dans ce combat une victoire totale.

Le 14 juillet 1889, jour du centenaire de la grande révolution française, les révolutionnaires et les réformistes inaugurèrent en même temps leurs deux congrès antagoniques. Il y avait entre eux un contraste évident.

Malgré leurs efforts démesurés et un recrutement hétéroclite, les possibilistes n'avaient pu réunir qu'une petite assemblée scissionniste qui présentait un aspect de tristesse et d'abandon. Hormis les représentants du parti possibiliste français, seuls assistèrent au congrès 70 délégués de 9 pays, pour la plupart des trade-unionistes, et il fut évidemment impossible, au cours de cette conférence dénuée de toute représentativité, de fonder une quelconque nouvelle organisation internationale. Le complot des opportunistes pour s'emparer du pouvoir de direction dans le mouvement ouvrier international et le diviser connut une faillite honteuse.

Le Congrès Socialiste International tenu par les révolutionnaires fut, lui, animé et solennel. Y assistèrent 393 délégués ouvriers venus de 22 pays d'Europe et d'Amérique ; parmi eux se trouvaient de nombreux activistes célèbres et des dirigeants éminents du mouvement ouvrier, ce qui lui conféra un caractère largement repré-

sentatif au niveau international. Dans la salle du congrès de nombreux drapeaux rouges et un portrait de Marx avaient été accrochés ; des banderoles portaient les mots d'ordre : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » « *Expropriation économique et politique de la classe capitaliste, propriété collective des moyens de production !* » Liebknecht, Bebel, Vaillant, Lafargue, et d'autres dirigeants connus des divers partis ouvriers furent élus à la présidence du congrès, et W. Liebknecht fut choisi comme président exécutif. C'est au cours de ce même congrès que fut proclamée la fondation de la Deuxième Internationale.

Cependant, dans ce congrès révolutionnaire, se livrèrent aussi des luttes acharnées entre deux lignes. Dès l'ouverture des sessions, certains délégués, au nom de l'unité du mouvement ouvrier international, insistèrent pour unifier à tout prix le congrès avec celui des possibilistes. Cette proposition rencontra l'opposition décidée de bon nombre de délégués. Dans son allocution, W. Liebknecht indiqua très justement : « *L'unification à tout prix serait une erreur ; seule une résolution adoptée par les délégués de l'autre congrès et approuvée par tous les membres du nôtre pourrait laisser l'espoir et la possibilité d'une fusion des deux congrès.* » La proposition de Liebknecht fut approuvée. Mais le congrès des possibilistes refusa cette condition et émit en retour une série de demandes déraisonnables qui, naturellement, furent rejetées par les dirigeants de la II^e Internationale ; c'est ainsi que le complot des opportunistes échoua.

Occupé par la révision du Livre III du « Capital », Engels n'avait pu assister au congrès ; mais il suivit de près tout son déroulement. En apprenant que certains préconisaient d'unifier sans conditions les deux congrès, il lança cet avertissement : « *Dans des conditions rationnelles, la fusion est tout à fait bonne, mais la filouterie con-*

siste à réclamer la fusion à cor et à cri, surtout chez certains d'entre nous (5). » Après l'échec du plan d'unification des possibilistes, Engels, qui s'en réjouissait, écrivit dans une lettre à F.-A. Sorge : *« Nos chers conciliateurs sentimentaux n'ont reçu pour toute récompense à leur protestation d'amitié qu'un coup de pied dans le derrière (6). »*

Le Congrès de Paris de la II^e Internationale adopta une résolution d'une grande portée historique : pour commémorer la lutte héroïque menée le 1^{er} mai 1886 par les ouvriers de Chicago pour l'obtention de la journée de huit heures, il décréta le 1^{er} mai la fête commune des prolétaires du monde entier, Fête Internationale des Travailleurs. Le congrès appela le prolétariat de tous les pays à organiser chaque année à cette date de grandes manifestations pour obtenir la journée de huit heures et faire appliquer les résolutions du Congrès de Paris. Depuis lors, le 1^{er} mai est devenu la fête de la lutte et de l'unité du prolétariat et du peuple travailleur du monde entier.

Le rôle moteur joué par le Congrès de Paris dans le mouvement ouvrier se vérifia rapidement et le prolétariat de tous les pays répondit chaleureusement à l'appel de la « célébration du 1^{er} mai ». Le 1^{er} mai 1890, dans de nombreuses villes de France, d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, de Hollande, des États-Unis, de Suède et de Norvège, eurent lieu d'imposantes manifestations. Engels, qui était déjà âgé de 70 ans, prit part ce jour-là à la marche de protestation des ouvriers londoniens. En relatant cette manifestation, Engels écrivait, plein d'émotion : *« Le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe en revue ses forces de combat, pour la première fois mobilisées en une seule armée, sous un même drapeau [...] Le spectacle de cette journée montrera aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de tous les pays que les prolétaires de tous les pays sont effectivement unis (7). »*

2. La lutte d'Engels contre l'opportunisme de droite et de gauche dans la première période de la II^e Internationale

La II^e Internationale était composée d'éléments très divers. On y trouvait aussi bien des marxistes révolutionnaires que des anarchistes et des réformistes de toutes sortes ; ce qui explique l'existence en son sein de luttes acharnées.

Au cours de sa première période, de sa fondation à 1896, la II^e Internationale tint trois nouveaux congrès : le deuxième se tint à Bruxelles en août 1891 ; le troisième à Zürich en août 1893 ; et le quatrième à Londres, en juillet 1896.

Dans ses premiers temps, la II^e Internationale lutta activement contre l'anarchisme. Après la défaite de la Commune de Paris, alors que le capitalisme mondial était en train de passer au stade de l'impérialisme, de nombreux petits bourgeois ruinés vinrent grossir les rangs des ouvriers, apportant avec eux leur idéologie non prolétarienne, ce qui facilita la pénétration de l'anarchisme dans le mouvement ouvrier. Les anarchistes se composaient surtout à l'époque des syndicalistes français, des « Jeunes » en Allemagne et des nombreux partisans de l'anarchisme qu'on trouvait en Hollande, en Autriche, en Italie, en Espagne et en Suisse.

Les anarchistes revendiquent pour l'individu une imaginaire liberté absolue et une égalité absolue. Ils sont adversaires de la dictature du prolétariat, nient la nécessité d'organiser des partis prolétariens et préconisent de faire la révolution en utilisant à n'importe quel moment des méthodes violentes, sans tenir compte des conditions objectives. Ils s'opposent au délicat travail de pénétration des masses et à toute lutte légale.

Ces idées anarchistes nuisaient grandement au mouvement révolutionnaire qui se trouvait à l'époque dans une

période préparatoire d'accumulation de forces. Tant que les conditions n'étaient pas mûres pour l'insurrection, le parti prolétarien devait utiliser les conditions de la légalité pour mener son travail ; s'il abandonnait la lutte légale et interrompait son puissant effort de propagande et d'organisation parmi les masses ouvrières, il risquait de perdre les liens étroits qui l'unissaient à ces dernières. Comme l'a indiqué Lénine, le courant anarchiste entraîne la « *soumission de la classe ouvrière à la politique bourgeoise sous couleur de rejeter toute politique* (8) ».

La lutte contre l'anarchisme dans la première période de la II^e Internationale se concentra principalement sur trois questions : sur celle des luttes économiques quotidiennes, les anarchistes préconisaient l'abandon de ce type de lutte sous toutes ses formes, estimant que c'était perdre son temps ; sur celle de la participation aux luttes parlementaires, les anarchistes déclaraient sans plus d'analyse que ce genre de participation était une trahison envers la révolution ; enfin, sur celle de la condamnation du militarisme et de l'attitude à prendre face à la guerre, les anarchistes s'opposaient a priori à toute guerre.

Au cours des deux congrès de l'Internationale tenus à Bruxelles et à Zürich, les principaux points inscrits à l'ordre du jour avaient trait à la lutte contre l'anarchisme. Liebknecht et Bebel réfutèrent les propositions erronées des anarchistes et présentèrent les leurs qui étaient correctes pour l'essentiel. Le Congrès de Londres, en 1896, marqua la victoire totale de la lutte contre l'anarchisme.

Cependant, une tendance en cachait une autre. Alors que la fraction révolutionnaire de la II^e Internationale lut-
tait contre l'anarchisme et en triomphait, elle avait relâché sa vigilance à l'égard de l'opportunisme de droite. Certains dirigeants du Parti allemand, se laissant griser par les succès des luttes légales, ne songeaient plus qu'à gagner des voix et à obtenir la majorité au Reichstag. Leurs positions

droitières ne cessèrent de s'affirmer et provoquèrent bientôt un véritable raz-de-marée du courant opportuniste de droite.

Quand la II^e Internationale fut fondée, Engels avait déjà 69 ans ; malgré tout, avec la volonté, la combativité et l'acharnement propres aux révolutionnaires, il lutta sans relâche pour maintenir les principes de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Dans ce combat, Engels prêtait une attention particulière au Parti allemand et décochait principalement ses flèches contre les opportunistes de droite comme de gauche au sein de ce Parti. Comme le Parti social-démocrate allemand était à l'époque le plus ancien et le plus influent, c'était aussi celui qui jouissait du plus grand prestige, et la ligne qu'il suivait influençait grandement l'ensemble du mouvement communiste international. Par suite, critiquer l'opportunisme au sein de ce parti, c'était aussi critiquer l'opportunisme dans toute la II^e Internationale ; inversement, l'aider à se développer suivant une ligne correcte, c'était aussi promouvoir le développement du mouvement ouvrier international dans son ensemble.

Grâce à la direction exercée par Marx et Engels, le Parti social-démocrate allemand, après être passé par la rude épreuve de l'époque de la loi d'exception contre les socialistes, avait guidé le mouvement ouvrier allemand, lui permettant de remporter de grands succès. En mars 1890, Bismarck avait été obligé de se retirer, et en octobre, la loi d'exception avait été annulée ; c'était la faillite de la politique réactionnaire de Bismarck cherchant à réprimer par la force le mouvement ouvrier. Pour continuer à préserver leur domination, les classes gouvernantes changèrent de méthodes et mirent en œuvre une politique dite libérale de réformes sociales : institution du repos dominical ; interdiction du travail pour les enfants d'âge scolaire ; fixation de la limite de la journée de travail à 11 heures ;

autorisation de congés pour les femmes qui venaient d'accoucher. Elles espéraient, par cette politique enjôleuse, corrompre et diviser les rangs de la classe ouvrière.

Les victoires du prolétariat et le changement de tactique des classes dominantes provoquèrent un déferlement d'idées opportunistes dans le Parti et on vit surgir d'une part les opportunistes de gauche, les « Jeunes », d'autre part les opportunistes de droite, dont Vollmar était le représentant. En même temps qu'il critiquait les « Jeunes », Engels combattait résolument l'opportunisme de droite qui devenait chaque jour un peu plus la tendance principale au sein du Parti allemand.



Engels et Bebel (quatrième à droite) pendant le Congrès de la II^e Internationale à Zürich en 1893

Les « Jeunes » étaient pour la plupart des étudiants, des universitaires et de jeunes écrivains qui s'étaient auto-proclamés théoriciens et dirigeants du Parti. Derrière une phraséologie de gauche, ils prônaient frénétiquement des conceptions tactiques anarchisantes. Ils refusaient les nécessaires luttes légales du Parti et s'opposaient à ce que celui-ci utilisât son statut légal pour mener un travail d'agitation, de propagande et d'organisation, l'accusant de commettre des erreurs de ligne. Ayant déformé grossièrement les principes tactiques du marxisme, ils se livraient à des activités aventuristes coupées des masses. Ils répandaient aussi de faux bruits, disant que leurs principes d'action étaient en accord avec ceux d'Engels. Ce dernier désavoua entièrement ces pratiques éhontées, montra que leur théorie était un marxisme atrocement défiguré et que leur pratique, entièrement coupée des masses, *« serait capable d'enterrer le parti le plus fort où l'on se compte par millions, sous les rires bien mérités de tous nos adversaires (9) »*. Engels dénonça aussi la folle ambition des « Jeunes » à devenir des leaders et déclara qu'ils n'avaient reçu qu'une « éducation académique », qu'ils ne possédaient pas les qualités d'un loyal dévouement au service de la classe ouvrière et qu'ils ne voulaient pas s'incorporer aux rangs des combattants ordinaires. Il critiqua sévèrement les actes inconsidérés de ces jeunes intellectuels en faisant remarquer : *« Il faut que ceux qui ont été formés dans les universités sachent apprendre davantage des ouvriers que ceux-ci n'ont à apprendre d'eux (10). »* Grâce aux critiques et à l'aide que leur prodigua Engels, une bonne partie des membres de la fraction des « Jeunes » corrigea ses erreurs, mais leurs chefs de file continuèrent à s'entêter dans leurs positions erronées, se livrant à des activités scissionnistes, et finirent par être exclus du Parti. A partir de là, l'influence des « Jeunes » fut progressivement éliminée.

L'opportunisme de droite, dont Vollmar était le chef de file, était déjà devenu à l'époque une tendance encore plus dangereuse à l'intérieur du Parti. G.-H. Vollmar était né dans une famille de fonctionnaires munichois. Ayant quitté l'armée allemande lors de la guerre franco-prussienne, il avait adhéré en 1875 au mouvement social-démocrate dans lequel il avait été chargé, de 1879 à 1880, de la rédaction du « Sozialdemokrat » que le Parti publiait à Zürich. Après l'annulation en 1890 de la loi d'exception, Vollmar applaudit la politique libérale des classes dominantes. Il faisait les louanges de celles-ci, présentant leur changement de tactique comme une manifestation « d'amitié véritable à l'égard des travailleurs », comme « une action conforme aux intérêts du peuple tout entier » et estimait par conséquent que le Parti du prolétariat devait saluer des deux mains la « bonne volonté » des classes dominantes. Il prônait de toutes ses forces le parlementarisme, s'opposait à la révolution violente et prétendait que le prolétariat pouvait « atteindre tous ses objectifs par la voie parlementaire ». C'était là une ligne opportuniste de droite antimarxiste de trahison au prolétariat. Cependant, grâce à l'appui d'une partie des dirigeants du Parti qui lui étaient acquis, comme Bernstein, Kautsky et compagnie, il ne fut ni contre-carré ni critiqué à temps, mais réussit au contraire à étendre de plus en plus son influence. Liebknecht lui-même se laissa séduire et reconnut à tort la possibilité du passage pacifique, rejetant la révolution violente. Tout cela démontrait que l'opportunisme de droite était déjà devenu le danger principal au sein du Parti.

Engels distinguait fort bien le caractère extrêmement dangereux de l'opportunisme de droite. Aussi, tout en combattant l'anarchisme, concentra-t-il l'essentiel de ses forces contre l'opportunisme de droite. En l'espace de six mois, de janvier à juin 1891, avec une énergie surprenante

et en gardant fermement le drapeau de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, il prit trois mesures rigoureuses qui portèrent un coup sévère au courant opportuniste de droite et défendirent les principes révolutionnaires du marxisme.

La première mesure prise par Engels fut de s'acharner à faire connaître publiquement le brillant document de Marx, « Critique du programme de Gotha ».

En octobre 1890, au Congrès de Halle du Parti allemand, il avait été décidé, après discussion des points soulevés lors du Congrès d'Erfurt de la même année, d'élaborer un nouveau programme du Parti en remplacement de l'ancien « programme de Gotha ». Pour faire comprendre aux militants du Parti et aux masses l'essence et la portée de la critique menée par Marx contre le lassallisme dans les années 70, pour liquider complètement l'influence de ce courant et déterminer un programme correct sur le plan théorique et politique, Engels décida de publier ouvertement la « Critique du Programme de Gotha » de Marx. Mais Kautsky tenta par tous les moyens de faire obstacle à ce projet. Grâce à la persévérance et la ténacité d'Engels, Kautsky fut pourtant obligé de publier en janvier 1891, dans la revue théorique du Parti social-démocrate allemand, la « Neue Zeit », la célèbre « Critique du programme de Gotha » de Marx, qui était restée dans un tiroir pendant quinze ans.

Cette publication souleva un vent de panique chez tous les opportunistes et provoqua aussi de fortes réactions au sein du Parti allemand. Kautsky alla jusqu'à clamer dans la revue du Parti : « Le point de vue de Marx sur Lassalle n'est pas celui du Parti social-démocrate allemand. » Les députés du Parti déclarèrent eux aussi à la tribune du Reichstag : « Le Parti social-démocrate ne partage pas les conceptions de Marx sur la dictature du prolétariat. » Même Liebknecht affirma : « Les membres du Parti

social-démocrate allemand ne sont ni marxistes, ni lassaliens, ils sont sociaux-démocrates. » Ces prises de positions encouragèrent Engels à persévérer dans la critique du courant opportuniste au sein du Parti.

La deuxième mesure fut prise par Engels, en mars 1891, à l'occasion du 20^e anniversaire de la Commune de Paris : il réédita « La guerre civile en France » à laquelle il ajouta une introduction.

Dans cette introduction, il insiste sur l'importance extrême pour le prolétariat de prendre les armes, ce qui allait directement à l'encontre de l'opportunisme de droite qui au sein du Parti, était opposé à la prise du pouvoir par la force armée. Dans le grand combat de classes entre la révolution et la contre-révolution, les classes dominantes ont toujours utilisé leurs armes pour réprimer la révolution et protéger leur domination réactionnaire. « *Pour les bourgeois qui se trouvaient au pouvoir, le désarmement des ouvriers était donc le premier devoir* (11). » Par conséquent, ce n'est qu'en empoignant ses armes révolutionnaires pour les opposer à celles de la contre-révolution que le prolétariat peut triompher. Pour Lénine, le bilan dressé par Engels « *est aussi succinct qu'expressif. Le fond du problème — comme d'ailleurs dans la question de l'État (la classe opprimée possède-t-elle des armes ?) — est admirablement saisi* (12) ». Pour pouvoir s'émanciper, le prolétariat doit démolir l'ancien pouvoir d'État et le remplacer par un nouveau, véritablement démocratique. Ce nouveau pouvoir d'État, c'est précisément la dictature du prolétariat. Engels fustigeait avec sévérité la terreur que la dictature du prolétariat inspirait aux opportunistes de droite. « *Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature à l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat* (13). »

Après avoir publié la « Critique du programme de Gotha » et réédité « La guerre civile en France », Engels, sans tenir compte de sa fatigue physique ni de la maladie qui le minait, se jeta dans une nouvelle bataille. A la fin juin 1891, il prit la dernière de ses trois mesures en écrivant la célèbre « Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 ». Après le Congrès de Halle, Liebknecht avait pris la plume pour rédiger un nouveau projet de programme en vue de le soumettre à discussion lors du Congrès du Parti qui devait se tenir à Erfurt en octobre 1891. A la mi-juin, Engels, qui avait reçu ce projet, jugea qu'il conservait bon nombre de conceptions opportunistes, bien qu'il le trouvât un peu plus progressiste que le « programme de Gotha ». Pour porter un coup à l'opportunisme de droite dans le Parti allemand et pour permettre à ce parti d'édifier son propre programme sur une base marxiste, Engels écrivit la « Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 » ou « Critique du projet de programme d'Erfurt », dans laquelle il s'en tenait à la doctrine marxiste de la révolution violente et de la dictature du prolétariat. Après avoir reçu les critiques et suggestions d'Engels, Liebknecht n'en accepta qu'une partie et, après avoir apporté à son projet quelques corrections sommaires, il le publia en juillet 1891 dans l'organe du Parti allemand, le « Vorwärts », pour le soumettre à discussion à l'ensemble du Parti. Quelques responsables du comité de rédaction de la revue « Neue Zeit » jugèrent que le projet qui venait d'être publié présentait de nombreuses insuffisances et proposèrent à leur tour un nouveau projet de programme qui, après avoir été examiné et retouché lors du Congrès d'Erfurt, fut approuvé à l'unanimité. Le programme d'Erfurt représentait un pas en avant par rapport au programme de Gotha ; il exposait le principe du caractère inéluctable de l'anéantissement du capitalisme et du triomphe du socia-

lisme et précisait que, pour transformer la société, le prolétariat devait prendre le pouvoir. Cependant, le programme d'Erfurt avait encore de graves lacunes ; par exemple il ne posait pas la question essentielle de la dictature du prolétariat. C'est pourquoi la « Critique du projet de programme d'Erfurt » s'adressait aussi au programme d'Erfurt lui-même. Et comme tous les partis adhérant à la II^e Internationale avaient pris le programme d'Erfurt comme modèle, la critique d'Engels faite aux conceptions opportunistes de ce programme constituait également une critique des tendances opportunistes de la II^e Internationale dans son ensemble.

Ces trois mesures prises par Engels éclatèrent comme autant de bombes sur l'opportunisme de droite et accélérèrent le développement du mouvement communiste international. Si, dans les débuts de ses activités, la II^e Internationale put appliquer pour l'essentiel une ligne marxiste et si l'opportunisme ne réussit pas à y prendre l'avantage, le mérite en revient d'abord à cet acharnement d'Engels contre l'opportunisme.

3. Engels et la question paysanne

Pour maintenir les principes de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, Engels mena un dur combat contre la ligne opportuniste sur la question paysanne dans les partis français et allemand. Partant des intérêts de la révolution prolétarienne, Marx et Engels avaient toujours accordé une grande importance au problème paysan. Mais les différents partis de la II^e Internationale avaient de ce problème une connaissance insuffisante, et ils l'avaient négligé. Au début des années 70, le développement accéléré du capitalisme avait provoqué la ruine de nombreux paysans, et la bipolarisation de la pay-

sannerie était particulièrement nette dans les pays à forte densité de population rurale, tels que la France et l'Allemagne. La haine des paysans envers leurs gouvernants grandissait sans cesse, et le mouvement paysan connut un nouvel essor. C'est à ce moment-là seulement que les partis de la II^e Internationale commencèrent à s'intéresser à la question et se mirent à discuter d'un programme agraire du Parti.

Les dirigeants des partis français et allemand n'étudièrent pas la question paysanne à partir de positions prolétariennes, mais seulement sous l'angle d'une augmentation de leurs voix lors des élections parlementaires ; ils adoptèrent donc envers la paysannerie une politique opportuniste. Lors de ses Congrès de Marseille, en 1892, et de Nantes, en 1894, le Parti ouvrier français avait approuvé le programme agraire de la fraction guesdiste qui professait ouvertement des opinions rétrogrades telles que la défense de la propriété rurale, de la petite production individuelle, et même de l'exploitation exercée par les paysans riches. Le Parti social-démocrate allemand avait le même genre de conceptions erronées sur la question paysanne. En 1894, lors du Congrès de Francfort, Vollmar proposa un programme agraire qui tendait à protéger l'économie des paysans riches et promettait aux exploitants agricoles individuels des mesures destinées à les sauver et à leur permettre d'échapper à la ruine. Ce programme suscita un vif débat dans le congrès. Pour plaider en faveur de ses conceptions opportunistes, Vollmar cita en exemple le programme de Nantes du Parti français et mentit en affirmant que ce programme avait reçu l'approbation directe d'Engels. Face à cette situation, Engels estima de son devoir de critiquer ouvertement le programme de Nantes et la ligne opportuniste de droite de Vollmar. Dans une lettre adressée au comité de rédaction du « Vorwärts », il déclara que l'information fournie par Vollmar à son sujet

était totalement fausse. Il y expliqua aussi qu'il n'avait en aucune façon approuvé le programme de Nantes, mais l'avait au contraire désavoué. Engels jugeait la politique agraire de Vollmar « *bien plus à droite que celle des petits bourgeois* (14) ».

Pour démasquer et critiquer la ligne et la politique opportunistes des partis français et allemand sur la question paysanne, pour éclairer la théorie et la politique marxistes sur cette question et pour éduquer les partis ouvriers des divers pays d'Europe et les aider à résoudre correctement le problème paysan, Engels publia en 1894 son livre « La question paysanne en France et en Allemagne », qui déclarait une guerre sans merci à la ligne réactionnaire des opportunistes de droite sur la question paysanne.

Transformer la paysannerie en armée alliée de la révolution ou faire de son adhésion un expédient pour gagner des voix : c'était à l'époque la question-clé dans la lutte entre deux lignes sur le problème paysan. Engels critiqua sévèrement la ligne erronée qui situait la question paysanne sur une orbite parlementariste. Il indiquait que « *le paysan est un facteur fort important de la population, de la production et du pouvoir politique* (15) », ce qui était encore plus vrai pour les pays où prédominait l'économie de petits paysans. Si les partis révolutionnaires n'allaient pas mobiliser et organiser les paysans, la réaction se chargerait probablement de les tromper pour les utiliser. L'expérience de la révolution de 1848 en France, puis de la Commune de Paris, avait amplement démontré que, sans l'appui des masses paysannes, il serait impossible au mouvement révolutionnaire prolétarien de triompher. Si Napoléon III avait pu escamoter le pouvoir, c'est parce qu'il avait su extorquer aux paysans leur soutien. Les opportunistes de droite comme Vollmar ne cessaient de faire aux paysans des promesses dans le seul but de les

amadoué pour gagner des voix et servir leur ligne opportuniste. Engels remarquait judicieusement : « *Notre intérêt n'est pas de gagner le paysan du jour au lendemain, pour que, du jour au lendemain, il nous quitte, lorsque nous ne pourrions pas tenir nos promesses* (16). » Il faut s'en tenir aux principes prolétariens, entraîner les paysans à faire la révolution prolétarienne sous la direction de la classe ouvrière ; en même temps, la seule façon pour la classe ouvrière de garantir la victoire de la révolution était d'unir autour d'elle les paysans et de construire une alliance solide entre ouvriers et paysans. Pour ce faire, Engels lança un appel aux partis des différents pays : « *Pour qu'il conquière le pouvoir politique, il faut que ce parti passe d'abord de la ville aux champs, devienne une puissance à la campagne* (17). » Ainsi, les paysans qui constituent « les "premiers régiments" prussiens deviennent socialistes, et cela a pour conséquence un déplacement des forces qui porte en son sein toute une révolution (18) ».

Fallait-il maintenir la ligne de classe du prolétariat et fonder une solide alliance ouvriers-paysans, ou bien fallait-il unir tous les paysans sans distinction de classes ? C'était là une autre question importante de la lutte entre les deux lignes sur la question paysanne à cette époque.

Sans faire l'analyse des différentes classes existant à la campagne, les opportunistes des partis français et allemand avaient préconisé de façon erronée de « coaliser tous les éléments de la production agricole ». Utilisant la méthode marxiste de l'analyse de classes, Engels étudia méthodiquement le statut économique et l'attitude politique des différentes classes dans les campagnes de France et d'Allemagne à cette époque, et il élaborait une ligne de classe et des principes politiques fondamentaux que les partis prolétariens devaient suivre pour diriger la paysannerie.

Engels notait que la population rurale en Allemagne se divisait en plusieurs couches : ouvriers agricoles, petits paysans, paysans moyens, gros paysans, etc. Les ouvriers agricoles étant les prolétaires de la campagne, le Parti devait les unir et s'appuyer sur eux.

Les petits paysans (propriétaires de petites parcelles ou fermiers) représentaient la grande majorité de la population rurale en France et en Allemagne. Ils vivaient dans de mauvaises conditions, qui ne faisaient qu'empirer d'année en année. Aussi les petits paysans étaient-ils de futurs prolétaires et, pour permettre à la révolution prolétarienne de triompher, les partis socialistes devaient-ils les gagner à eux pour établir une solide alliance entre ouvriers et paysans.

Engels analysa aussi la situation des paysans moyens du sud de l'Allemagne. Leur position, dans le système capitaliste, était très instable, et ils pouvaient à n'importe quel moment basculer dans les rangs des petits paysans, ce qui rendait également possible l'unité avec eux. Quant aux gros paysans, ou paysans riches, on pouvait, à un moment donné, établir avec eux une alliance contre les gros propriétaires terriens. Mais en ce qui concerne ces derniers, Engels indiquait qu'ils étaient la cible de la révolution et que, lorsque le Parti social-démocrate tiendrait le pouvoir entre ses mains, il devrait leur prendre les terres qu'ils possédaient de la même façon qu'il confisquerait les usines à leurs propriétaires.

Sur la question paysanne, l'enseigne brandie par les opportunistes d'unir tous les éléments productifs des campagnes revenait en fait à défendre le système d'exploitation salariée à la campagne.

Une autre question importante avait surgi dans la lutte entre les deux lignes sur la question paysanne à cette époque : fallait-il guider les paysans dans la voie du socialisme, persévérer dans le progrès et s'opposer au retour en

arrière, ou bien fallait-il laisser les paysans suivre la voie du capitalisme ?

Dans leurs programmes agraires respectifs, les partis allemand et français avaient émis des conceptions totalement erronées : ils considéraient comme l'intérêt fondamental du paysan ce désir pitoyable qui l'anime de vouloir préserver à tout pris son petit lopin de terre pour échapper à la ruine dans les conditions du capitalisme. Ils s'accommodaient de cet instinct de propriété profondément ancré chez les petits paysans et jugeaient que, même après la prise du pouvoir par la classe ouvrière, il faudrait conserver la propriété privée, protéger la petite production et même l'exploitation des gros paysans. Tout cela était non seulement absurde, mais encore rétrograde, et allait à l'encontre du programme du Parti, des principes socialistes et des lois du développement social. Pour Engels, il y avait un antagonisme irréductible entre les principes socialistes d'une part et la propriété privée, la petite production et l'exploitation du travail salarié d'autre part. Cette *« tentative de protéger le petit paysan dans sa propriété ne protège pas sa liberté, mais simplement la forme particulière de sa servitude ; elle prolonge une situation dans laquelle il ne peut ni vivre ni mourir ! (19) »* Dans les conditions du capitalisme, il est hors de doute que la grosse production écrase nécessairement la petite, de la même façon que la locomotive a écrasé la brouette. C'est pourquoi tenter de sauver les paysans en protégeant la petite propriété était non seulement réactionnaire en théorie, mais encore irréalisable dans la pratique ; c'était le pire service qu'on pouvait rendre aux paysans.

Alors, où se trouvait l'issue ? Engels pensait que la classe ouvrière ne pouvait, dans les conditions du capitalisme, éviter aux paysans d'être ruinés et de disparaître, et que les paysans ne pourraient échapper au statut arriéré et misérable du petit producteur qu'à condition de se dresser

pour faire la révolution, de s'unir à la classe ouvrière pour renverser le capitalisme et, avec l'aide du pouvoir politique de la classe ouvrière, d'entraîner la paysannerie dans la voie de la coopération socialiste. Sur ce point, Engels avait déjà noté dans une de ses lettres à Bebel en 1886 que la production coopérative constituait un maillon-clé de la transition vers l'économie communiste.

Comment entraîner les paysans dans la voie de la production coopérative socialiste ? Engels estimait que pour les attirer dans les coopératives, il faudrait s'en tenir au principe du volontariat et procéder par l'aide et par l'exemple. Pour lui, il ne s'agit nullement d'exproprier par la force les petits paysans, mais de remplacer leur production et leur propriété individuelle par la production et la propriété des coopératives agricoles ; il ne s'agit pas d'utiliser des moyens coercitifs, mais de leur fournir des modèles et l'aide de l'État. Voilà comment on entraînerait les paysans dans la large voie de la révolution, alors que les opportunistes ne faisaient que tirer les paysans en arrière et les entraîner vers l'impasse misérable du capitalisme.

Cette œuvre d'Engels porta un rude coup à la ligne opportuniste sur la question paysanne dans la II^e Internationale ; elle développa la théorie marxiste sur l'alliance entre ouvriers et paysans et représenta un guide précieux pour permettre aux partis prolétariens de diriger le mouvement paysan.

4. La mort de Friedrich Engels

Depuis 1894, l'état de santé d'Engels se dégradait sans cesse. Au printemps de 1895, ses souffrances s'aggravèrent et son médecin diagnostiqua un cancer avancé de l'œsophage. Bien que souvent tourmenté par les douleurs de la maladie, Engels continua jusqu'à son dernier souffle,

comme il l'avait toujours fait, à travailler et à lutter corps et âme pour la cause révolutionnaire du prolétariat international. Il ne cessa de recevoir les camarades et les compagnons d'armes venus lui rendre visite, de correspondre avec eux pour les aider et les encourager à mener leurs luttes révolutionnaires.

Les souffrances devenaient de plus en plus grandes et, la médecine ne pouvant plus rien pour lui, le grand éducateur du prolétariat expira le 5 août 1895. La douloureuse nouvelle de la mort d'Engels fut ressentie comme un deuil profond dans le prolétariat du monde entier.

Conformément à ses dernières volontés, ses camarades lui firent des obsèques simples et solennelles. Des représentants du prolétariat et des amis venus du monde entier y assistèrent, parmi lesquels Liebknecht et Bebel, du Parti allemand ; Lafargue, du Parti français ; Eleanor Marx et E. Aveling, qui dirigeaient le mouvement ouvrier en Angleterre, ainsi que plusieurs représentants belges, russes et italiens. Comme Engels en avait exprimé le désir, son corps fut incinéré et ses cendres jetées à la mer près des plages d'Eastbourne où il avait aimé se reposer de son vivant.

La vie d'Engels avait été une vie de combats révolutionnaires. Avec Marx, maintenant fermement le grand drapeau de la révolution prolétarienne, il avait, avec un esprit révolutionnaire hardi, proclamé à la face du monde entier la ruine inévitable de la bourgeoisie et la victoire inéluctable du prolétariat. La philosophie et l'économie politique marxistes que Marx et lui avaient créées ainsi que la théorie du socialisme scientifique, avaient indiqué au prolétariat la voie révolutionnaire pour échapper à l'exploitation et à la domination du capital. Engels et Marx s'étaient toujours tenus aux premiers rangs des luttes ; ils furent des combattants révolutionnaires prolétaires en même temps que de grands éducateurs du proléta-

riat. Avec Marx, Engels avait fondé la Ligue des communistes, il avait pris part en personne à la révolution de 1848 en Europe et s'était battu dans les rangs des insurgés. Avec Marx, il avait construit la I^{re} Internationale, s'était occupé de la fondation et de l'édification des partis ouvriers et, ferme sur les principes, il avait lutté sans concessions contre l'opportunisme sous toutes ses formes. Après la mort de Marx, Engels avait continué sa tâche de conseiller et d'éducateur des socialistes européens, il avait mené des luttes remarquables contre l'opportunisme de droite et de gauche, défendu et développé le marxisme et dirigé les partis prolétariens des différents pays d'Europe et d'Amérique pour fonder la II^e Internationale, ce qui avait permis de développer et d'élargir les forces révolutionnaires du prolétariat international.

Dans le cœur des travailleurs du monde entier, le nom d'Engels, lié à celui de Marx, représente le symbole de la révolution, le symbole du socialisme et du communisme. Dans ses dernières années, Engels revit et édita l'œuvre posthume de Marx : les livres II et III du Capital. Lui-même laissa au prolétariat des ouvrages remarquables comme « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », l'« Anti-Dühring », « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État », « Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande », et beaucoup d'autres. Ces œuvres constituent un précieux héritage théorique et elles ont joué un rôle de premier plan dans la diffusion et la défense du marxisme. Le livre d'Engels « Dialectique de la nature » a ouvert de nouveaux domaines dans l'histoire de la philosophie. Engels écrivit aussi de nombreux textes sur les questions militaires qui apportèrent une contribution singulière à la doctrine marxiste en ce domaine.

Tout comme Marx, Engels avait témoigné une vive sympathie envers les luttes des nations opprimées et il les

avait soutenues en dénonçant sans concessions les colonialistes. De son vivant, il avait suivi avec une attention chaleureuse les luttes révolutionnaires du peuple chinois à qui il avait apporté un important soutien et de grands encouragements. Lorsque, en 1856, avait éclaté la Deuxième Guerre de l'opium, Engels avait fustigé les actes de piraterie et la propagande mensongère de l'impérialisme anglais, et indiqué le caractère juste de la guerre du peuple chinois ; il avait aussi dénoncé impitoyablement l'agression des anciens tsars contre ce peuple. Tout cela avait constitué un grand soutien pour la lutte révolutionnaire anti-impérialiste du peuple chinois.

Engels possédait une vaste érudition. Marx avait souvent dit de lui qu'il était une encyclopédie vivante. Sa contribution au mouvement ouvrier international avait été inestimable, mais il ne tira jamais orgueil de sa science ni de son grand prestige, restant au contraire toujours simple et modeste. Les partis socialistes des différents pays, qui l'avaient tous reconnu comme leur dirigeant, l'honoraient et prenaient soin de lui, mais il répétait sans cesse que tout le mérite en revenait à Marx. Il se disait lui-même, le « second violon » du marxisme et ajoutait : *« Je n'ai fait que récolter la gloire et l'honneur qu'un homme bien plus grand que moi — Karl Marx — a semés. Aussi ne puis-je que m'engager solennellement à consacrer le restant de ma vie à servir le prolétariat (20). »*

Engels fut l'intime compagnon d'armes de Marx et il consacra toute sa vie à la cause de l'émancipation du prolétariat international. Lénine écrivit de lui : *« Après son ami Karl Marx (mort en 1883), Engels fut le savant le plus remarquable et l'éducateur du prolétariat contemporain du monde civilisé tout entier (21). »*

La grandiose doctrine de Marx et Engels, ainsi que leur esprit combatif, resteront à jamais gravé dans le cœur du prolétariat et du peuple travailleur du monde entier ;

ils nous stimuleront toujours à mener sans relâche les tâches de la révolution jusqu'à la victoire.

NOTES

(1) F. Engels, « Lettre à F.A. Sorge du 12.9.1874 », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 2, p. 554. E.M.

(2) « Préface à la traduction russe du livre « Lettres de J. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx, etc., à F.A. Sorge et à d'autres » », Lénine, *Œuvres*, tome 12, p. 369. E.M.

(3) F. Engels, « Lettre à F.A. Sorge du 8.6.1889 », Marx/Engels, Werke, Bd. 37, S. 231.

(4) F. Engels, « Lettre à F.A. Sorge du 17.7.1889 », « Marx et Engels — La social-démocratie allemande », p. 234. UGE 10/18.

(5) *Ibid.*, p. 234.

(6) F. Engels, « Lettre à F.A. Sorge du 20.7.1889 ».

(7) K. Marx et F. Engels, « Manifeste du Parti communiste », p. 22. E.P.

(8) « Anarchisme et socialisme », Lénine, *Œuvres*, tome 5, p. 334. E.M.

(9) « Réponse à la rédaction du "Sächsischer Arbeiter Zeitung" (13.9.1890) », « Marx et Engels — La social-démocratie allemande », p. 258. UGE 10/18.

(10) *Ibid.*, p. 258-259.

(11) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 3-4. E.P.

(12) Lénine, « L'État et la révolution », p. 92. E.P.

(13) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 17-18. E.P.

(14) F. Engels, « Lettre à W. Liebknecht du 24.11.1894 », Marx/Engels, Werke, Bd. 39, S. 330.

(15) F. Engels, « La question paysanne en France et en Allemagne », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 3, p. 487. E.M.

(16) *Ibid.*, p. 499-500.

(17) *Ibid.*, p. 488.

(18) *Ibid.*, p. 506.

(19) *Ibid.*, p. 494.

(20) F. Engels, « A la rédaction du "Berliner Volksblatts", Marx/Engels, Werke, Bd. 22, S. 86.

(21) « Friedrich Engels », « Lénine — Sur Marx et Engels », p. 45. E.P.

INDEX DES NOMS CITÉS

- ALBERT** (de son vrai nom Alexandre Martin (1815-1895), ouvrier français, socialiste ; membre du gouvernement provisoire en 1848 : 50, 51.
- ALEXANDRE II** (1818-1881), empereur de Russie de 1855 à 1881 : 123, 128.
- AVELING** Edward (1851-1898), médecin anglais, écrivain, participe à la traduction du Livre I du Capital en anglais. Marié depuis 1884 avec la fille de Marx, Eleanor : 199.
- BAKOUNINE** Mikhaïl Alexandrovitch (1814-1876), démocrate et publiciste russe ; participa à la révolution de 1848-1849 en Allemagne ; théoricien de l'anarchisme ; membre de la I^{re} Internationale, s'y affirma un ennemi acharné du marxisme ; au congrès de La Haye, en 1872, fut exclu de l'Internationale pour ses activités scissionnistes : 101-107.
- BÉBEL** Auguste (1840-1913), militant en vue du mouvement ouvrier allemand ; à partir de 1867 dirigea la Ligue des associations des travailleurs allemands, membre de la I^{re} Internationale ; à partir de 1867, député du Reichstag ; un des fondateurs et chefs de la social-démocratie allemande, ami et compagnon d'armes de Marx et Engels ; militant de la II^e Internationale : 101, 142, 146, 155, 162, 166, 179, 181, 184, 198, 199.
- BERNSTEIN** Eduard (1850-1932), social-démocrate allemand, publiciste ; de 1881 à 1890, rédacteur du journal *Sozial demokrat* ; délégué aux congrès ouvriers internationaux de 1880 et de 1893 ; après la mort d'Engels, prêcha ouvertement la révision du marxisme à partir des positions réformistes : 155, 161, 164, 188.

- BISMARCK** Otto, prince von (1815-1898), homme d'État et diplomate allemand, représentant des hobereaux prussiens ; ministre-président de Prusse (1862-1871), chancelier de l'Empire d'Allemagne (1871-1890) : 100, 113-116, 123, 126, 144, 160, 185.
- BLANC** Louis (1811-1882), socialiste petit-bourgeois, historien français ; en 1848, membre du gouvernement provisoire et président de la commission du Luxembourg ; à partir d'août 1848, un des dirigeants des émigrés petits-bourgeois à Londres : 50-54, 67.
- BLANQUI** Louis-Auguste (1805-1881), révolutionnaire français, communiste utopique ; pendant la révolution de 1848 se rallia à l'extrême gauche du mouvement prolétarien et démocratique de France ; passa de longues années en prison : 120, 136.
- BORN** Stephan (de son vrai nom Simon Buttermilch) (1824-1898), ouvrier allemand, membre de la Ligue des communistes ; pendant la révolution de 1848-1849, représentant du réformisme au sein du mouvement ouvrier allemand : 67.
- BRACKE** Wilhelm (1842-1880), social-démocrate allemand, un des fondateurs (1869) et des dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate (eisenachiens) ; fut proche de Marx et d'Engels, combattit les lassalliens : 147, 162.
- BROUSSE** Paul (1884-1912), socialiste petit-bourgeois français, chef de l'aile opportuniste du Parti des possibilistes : 165, 166.
- CAMPHAUSEN** Ludolphe (1803-1890), banquier allemand, un des leaders de la bourgeoisie libérale rhénane ; de mars à juin 1848, ministre-président de Prusse : 60.
- CREMER** William-Randall (1838-1908), représentant des trade-unions, réformiste. A la fondation de la 1^{re} Internationale, élu secrétaire général et le restera jusqu'en 1886. Plus tard, membre du Parti libéral, membre du Parlement (1885-1895) (1900-1908) : 85.
- DARWIN** Charles-Robert (1809-1882), grand naturaliste anglais, père de l'évolutionnisme : 17, 172.
- DOMBROWSKI** Jaroslaw (1836-1871), démocrate révolutionnaire polonais, participa au mouvement de libération nationale en Pologne dans les années 1860 ; général de la Commune de Paris ; dès le début de mai 1871, commandant en chef de toutes ses forces armées ; tué sur les barricades : 124.
- DÜHRING** Eugen Karl (1883-1921), philosophe éclectique allemand, adepte de l'économie vulgaire,

- représentant du socialisme petit-bourgeois réactionnaire ; sa philosophie s'inspirait à la fois de l'idéalisme, du matérialisme vulgaire et du positivisme métaphysique ; de 1863 à 1877 fut privat-docent à l'Université de Berlin : 154-159, 172.
- DUNAND Ernest (?-1871), combattant de la Commune de Paris : 125.
- DUNAND Félix (?-1871), combattant de la Commune de Paris : 125.
- ENGELS Friedrich (1820-1895) : 18, 22, 24-29, 31-36, 39, 41, 42, 44, 48, 58, 61-76, 79, 80, 82, 83, 89-97, 99-101, 104, 105, 107, 108, 127, 128, 131, 132, 135, 140-147, 154-160, 162-169, 175-183, 185-201.
- EUGÉNIE (Eugenia Maria de Montijo de Guzman, Condesa de Teba) (1826-1920), impératrice, femme de Napoléon III : 113.
- FERDINAND I^{er} (1793-1854), empereur d'Autriche de 1835 à 1848 : 59.
- FERRÉ Théophile Charles (1845-1871), révolutionnaire français, blanquiste, membre de la Commune de Paris, membre puis dirigeant du Comité de sûreté générale et substitut du procureur de la Commune : fusillé par les Versaillais : 126.
- FEUERBACH Ludwig (1804-1872), grand philosophe allemand, matérialiste et athée. Malgré son caractère limité et contemplatif, le matérialisme de Feuerbach est une des sources de la philosophie marxiste sur le plan théorique : 22, 26, 28, 29.
- FOURRIER Charles (1772-1837), grand socialiste utopique français : 30.
- FRÉDÉRIC-GUILLAUME III (1770-1840), roi de Prusse de 1797 à 1840 : 24.
- GOTTSCHALK Andreas (1815-1849), médecin allemand, membre de la commune de Cologne de la Ligue des communistes. Président de l'Association des travailleurs de Cologne en 1848, il était en désaccord avec Marx sur la tactique à adopter au cours de la révolution : 67, 68.
- GRÜN Karl (1817-1887), publiciste petit-bourgeois allemand, au milieu des années 1840 un des représentants du socialisme « vrai » ; adepte de Proudhon : 33.
- GUESDE Jules (1845-1922), un des fondateurs et chefs du Parti socialiste de France et de la II^e Internationale. Avant la I^{re} Guerre mondiale, fut à la tête de l'aile gauche, révolutionnaire, du parti. Au début de la guerre, entra dans le gouvernement bourgeois français : 165, 166.
- GUIZOT François-Pierre-Guillaume (1787-1874), homme d'État et historien bourgeois français ; de 1840 à 1848 dirigea en fait la politique extérieure et intérieure de France : 49.

HANSEMANN David (1790-1864), gros industriel et banquier allemand, un des leaders de la bourgeoisie libérale de Rhénanie ; ministre des Finances de Prusse (mars-septembre 1848) : 60.

HASSELMANN Wilhelm (né en 1844), un des dirigeants de l'Association générale des travailleurs allemands fondée par Lassalle ; de 1871 à 1875 rédacteur du *Neuer Sozialdemokrat* ; à partir de 1875, membre du Parti social-démocrate allemand ; en 1880, il fut exclu du parti pour son activité anarchiste : 162.

HEGEL Georg Wilhelm Friedrich (1770-1831), grand philosophe allemand, idéaliste objectif et dialecticien ; le plus illustre représentant de la philosophie classique allemande. Ce qui fait la portée historique de Hegel, c'est son étude détaillée de la dialectique idéaliste, une des sources du marxisme dialectique sur le plan théorique : 20-23, 28, 29, 156.

HESS Moses (1812-1875), journaliste allemand, jeune hégélien, fondateur et rédacteur de la *Rheinische Zeitung*. Se brouilla avec Marx et Engels lorsqu'il se rallia au socialisme « vrai ». Membre de la Ligue des communistes. Se rallia à la fraction Willich-Schapper lors de la scission de la Ligue en 1850. Partisan de Lassalle durant les années 1850 : 33.

HÖCHBERG Karl (1853-1885), journaliste, social-démocrate de droite allemand. Lors de la mise en vigueur de la Loi d'exception contre les socialistes (1878-1906), blâma la tactique révolutionnaire de son parti et appela les ouvriers à s'unir avec la bourgeoisie. Avec Bernstein et Schramm, fit partie du groupe des « Trois de Zürich ». Ces conceptions opportunistes furent critiquées sévèrement par Marx et Engels : 161.

KANT Emmanuel (1724-1804), grand philosophe allemand, père de l'idéalisme allemand. « Le caractère essentiel de la philosophie de Kant, c'est qu'elle concilie le matérialisme et l'idéalisme, institue un compromis entre l'un et l'autre, associe en un système unique deux courants différents et opposés de la philosophie » (Lénine). La tendance de reprendre les conceptions kantien-nes ou bien de concilier Marx et Kant était toujours caractéristique des révisionnistes : 28, 156.

KAUTSKY Karl (1854-1938), un des leaders de la social-démocratie allemande et de la II^e Internationale ; adhéra au marxisme dont il fut par la suite un renégat, devint l'idéologue du centrisme (kautskisme), variété la plus pernicieuse de l'opportunisme. Pendant la Première Guerre mondiale, social-

chauvin, auteur de la théorie réactionnaire de l'ultra-impérialisme. Se prononça contre la révolution socialiste en Russie et l'État soviétique : 188, 189.

KRIEGE Herman (1820-1850), journaliste allemand, représentant du socialisme « vrai » ; après 1840, il dirigea le groupe des socialistes « vrais » allemands à New York : 33.

LAFARGUE Paul (1842-1911), militant en vue du mouvement ouvrier international, éminent propagateur du marxisme, membre du Conseil général de l'Internationale, secrétaire correspondant pour l'Espagne (1866-1869), prit part à la création des sections de l'Internationale en France (1869-1870), en Espagne et au Portugal (1871-1872), délégué au congrès de La Haye (1872), un des fondateurs du Parti ouvrier français, disciple et compagnon d'idées de Marx et d'Engels, gendre de Marx : 165, 166, 179, 181, 199.

LASSALLE Ferdinand (1825-1864), publiciste petit-bourgeois allemand, avocat, en 1848-1849, participa au mouvement démocratique de Rhénanie ; dès après 1860 se rallia au mouvement ouvrier, un des fondateurs de l'Association générale des travailleurs allemands (1863) ; fut partisan de l'unifi-

cation de l'Allemagne « par en haut » sous l'hégémonie de la Prusse ; fut à l'origine d'une tendance opportuniste dans le mouvement ouvrier allemand : 98-100, 142, 146, 148-151, 189.

LÉNINE Vladimir Ilitch (1870-1924) : 15, 18, 24, 27, 51, 76, 134, 184, 190, 201.

LIEBKNECHT Wilhelm (1826-1900), personnalité du mouvement ouvrier allemand et international, un des fondateurs et chefs du Parti social-démocrate allemand et de la II^e Internationale : 101, 142, 143, 145, 155, 162, 172, 179, 181, 184, 188, 189, 199.

LONGUET Charles (1839-1903), militant du mouvement ouvrier français, journaliste, proudhonien, membre du Conseil général de la I^{re} Internationale (1866-1867, 1871-1872) ; membre de la Commune de Paris ; par la suite adhéra au courant opportuniste (possibilistes) dans le Parti ouvrier français ; gendre de Marx : 172.

LOUIS-PHILIPPE (1773-1850), duc d'Orléans, roi de France de 1830 à 1848 : 48, 50.

MALON Benois (1841-1893), socialiste français, membre de l'Internationale et de la Commune de Paris ; émigra après 1871 et se rallia aux anarchistes ; fut un des leaders des possibilistes : 165, 166.

MALTHUS Thomas-Robert (1766-

- 1834), prêtre anglais, économiste ; propagea une théorie misanthropique de la population : 99.
- MAO TSÉ-TOUNG (1893-1976) : 11, 17.
- MARX Karl (1818-1883) : 15, 16, 18, 20-24, 27-29, 31-36, 39, 41, 42, 44, 48, 61-76, 79, 80, 82-86, 89-101, 104, 106-108, 112, 114-116, 121, 126-132, 134-137, 140-158, 160, 162-173, 176, 177, 185, 189, 199-201.
- MARX Eleanor (Tussy) (1855-1898), fille cadette de Karl Marx. Représentante du mouvement ouvrier anglais et international. Épousa en 1884 Edward Aveling : 199.
- METTERNICH Clément, prince de (1773-1859), homme d'État réactionnaire autrichien ; ministre des Affaires étrangères (1809-1821) et chancelier (1821-1848), un des organisateurs de la Sainte-Alliance : 59.
- MICHEL Louise (1830-1905), enseignante parisienne, héroïne de la Commune de Paris. Arrêtée par les Versaillais puis déportée. Après son retour à nouveau arrêtée pour ses activités révolutionnaires : 126.
- MORGAN Lewis Henry (1818-1881), éminent savant américain, historien de la société primitive, adepte du matérialisme spontané : 177.
- MOST Johann Joseph (1846-1906), social-démocrate allemand, par la suite anarchiste. Préconisant l'idée anarchiste de « la propagande par l'action », considérait la terreur individuelle comme le moyen le plus efficace dans la lutte révolutionnaire : 162, 163.
- NAPOLÉON I^{er} Bonaparte (1769-1821), empereur des Français (1804-1814 et 1815) : 55.
- NAPOLÉON III (Louis Napoléon Bonaparte) (1808-1873), neveu de Napoléon I^{er}, président de la II^e République (1848-1851), empereur des Français (1852-1870) : 55, 72, 81, 112-115, 194.
- NICOLAS I^{er} (1796-1877), empereur de Russie (1825-1855) : 60.
- ODGER George (1820-1877), cordonnier anglais, un des leaders des trade-unions, réformiste ; successivement membre (1864-1871) puis président (1864-1867) du Conseil général de l'Internationale ; en 1871 se prononça contre la Commune de Paris, quitta le Conseil général qui condamna sa trahison : 85, 98.
- OWEN Robert (1771-1858), grand socialiste utopique anglais : 30.
- POTTIER Eugène (1816-1887), poète prolétarien français, auteur de l'*Internationale* qui est devenu le chant de combat du prolétariat international. A soutenu la I^{re} Internationale. Après l'échec de la Commune de Paris, émigre en Amérique. Après son retour, en 1880, membre du Parti ouvrier : 126, 137.

- PROUDHON** Pierre-Joseph (1809-1865), publiciste, économiste et sociologue français, porte-parole de la petite bourgeoisie, un des pères de l'anarchisme ; en 1844, député à l'Assemblée constituante : 33, 67, 90-92, 103, 136.
- RICARDO** David (1772-1823), éminent économiste anglais, adepte de l'économie classique bourgeoise : 23, 29.
- ROLAND** Auguste (?-1871), combattant de la Commune de Paris : 125.
- SAINT-SIMON** Henri (1760-1825), grand socialiste utopique français : 30.
- SHAPPER** Karl (1812-1870), militant en vue du mouvement ouvrier international et allemand, un des dirigeants de la Ligue des Justes ; membre du Comité central de la Ligue des communistes, participa à la révolution de 1848-1849 en Allemagne ; en 1850 un des leaders de la fraction aventuriste sectaire au sein de la Ligue des communistes ; en 1856 se rallia de nouveau aux marxistes ; membre du Conseil général la 1^{re} Internationale : 68, 69.
- SCHRAMM** Karl August, social-démocrate allemand, réformiste, un des rédacteurs de l'« Annuaire de la science sociale et de la politique sociale ». Avec Höchberg et Bernstein, fit partie du groupe des « Trois de Zürich ». Après 1880, quitta le parti : 161.
- SMITH** Adam (1723-1790), économiste anglais, un des représentants les plus en vue de l'économie classique bourgeoise : 23, 29.
- STALINE** Joseph Vissarionovitch (1870-1953) : 18, 45.
- THIERS** Adolphe (1797-1877), historien bourgeois et homme politique français, orléaniste, ministre de l'Intérieur (1832-1834), Premier ministre (1836-1840), président du Pouvoir exécutif (président du Conseil des ministres) (1871), président de la République (1871-1873), bourreau de la Commune de Paris : 118, 119, 122, 123, 128, 132, 133, 164.
- TROCHU** Louis-Jules (1815-1896), général français, bonapartiste, président du gouvernement de la Défense nationale (septembre 1870-février 1871) et gouverneur général de Paris en 1871 ; un des bourreaux de la Commune de Paris. En 1872, il démissionna et cessa toute activité politique : 115.
- VAILLANT** Marie-Edouard (1840-1915), socialiste français, blanquiste, membre de la Commune de Paris, membre du Conseil général de la 1^{re} Internationale (1871-1872), un des fondateurs du Parti socialiste français, par la suite réformiste : 181.
- VARLIN** Louis-Eugène (1831-1871),

personnalité marquante du mouvement ouvrier français, relieur de profession, proudhonnien de gauche, un des dirigeants des sections de la 1^{re} Internationale en France ; membre du Comité central de la Garde nationale et de la Commune de Paris, fusillé par les Versaillais le 28 mai 1871 : 93, 181.

VOLLMAR Georg von (1850-1922), un des leaders de l'aile opportuniste du Parti social-démocrate allemand, idéologue du réformisme ; élu à maintes reprises au Reichstag et au Landtag de Bavière ; pendant la 1^{re} Guerre mondiale, social-chauvin : 186, 188, 193, 194.

WEITLING Wilhelm (1808-1871), représentant en vue du mouvement ouvrier allemand aux origines, un des théoriciens du communisme égalitaire utopique : 32, 35.

WEYDEMEYER Joseph (1818-1866), militant du mouvement ouvrier allemand et américain, membre de la Ligue des communistes ;

participa à la révolution de 1848-1849 en Allemagne et à la guerre de Sécession en Amérique aux côtés des Nordistes. Premier propagateur du marxisme aux U.S.A. ; ami et compagnon d'armes de Marx et d'Engels : 75.

WILLICH August (1810-1878), officier prussien, membre de la Ligue des communistes, prit part au soulèvement de Bade-Palatinat (1849) ; un des leaders de la fraction sectaire aventuriste qui se sépara de la Ligue des communistes en 1850 ; émigra aux U.S.A. où il prit part à la guerre de Sécession dans les rangs des Nordistes : 68, 69.

ZETKIN Clara (1857-1933), éminente personnalité du mouvement ouvrier allemand et international, un des fondateurs du Parti communiste d'Allemagne, écrivain de talent. Durant des années fut l'organisateur et le chef du mouvement communiste international des femmes : 180.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I : La naissance du marxisme et l'éveil du mouvement communiste interna- tional.....	9
1. Les conditions historico-sociales de l'appari- tion du marxisme	10
2. Les activités révolutionnaires de Marx et Engels : conditions fondamentales de la création du marxisme.....	18
3. La lutte de Marx et Engels pour fonder la théorie du socialisme scientifique.....	28
4. « Le Manifeste du Parti communiste » : pre- mier programme de lutte du prolétariat international	36
CHAPITRE II : La tempête révolutionnaire de 1848 en Europe et le développement du marxisme	47
1. La Révolution de Février et les Journées de Juin en France	48
	211

2. La Révolution de Mars en Allemagne.....	55
3. Les luttes de Marx et Engels au cours de la tempête révolutionnaire de 1848	61
4. La lutte de Marx et Engels contre l'opportunisme au sein de la Ligue des communistes .	67
5. Le bilan de la Révolution de 1848 en Europe par Marx et Engels	71

CHAPITRE III : La lutte de Marx et Engels contre l'opportunisme à l'époque de la I^{re} Internationale

79

1. Le mouvement ouvrier dans les années 60 et les activités révolutionnaires de Marx et Engels	80
2. La fondation de la I ^{re} Internationale	84
3. La lutte contre le proudhonisme	89
4. La lutte contre le trade-unionisme anglais ..	93
5. La lutte contre les Lassalliens	98
6. La lutte contre la fraction conspiratrice de Bakounine et son écrasement	101

CHAPITRE IV : La Commune de Paris : première tentative de dictature du prolétariat .

111

1. Les deux « Adresses » de Marx sur la guerre franco-allemande	112
2. L'insurrection du 18 mars et la proclamation de la Commune de Paris	117
3. L'héroïque défense de la Commune de Paris	123
4. L'orientation et le soutien de Marx et Engels à la Commune de Paris	127
5. Les principes de la Commune de Paris sont éternels	131

CHAPITRE V : La lutte de Marx et Engels contre la ligne opportuniste sur la question de la création de partis en Europe. 139

1. La lutte entre les deux lignes au cours du processus de fondation du Parti ouvrier socialiste d'Allemagne 141
2. Critique du Programme de Gotha 147
3. La critique de Dühring par Marx et Engels . 154
4. La dénonciation et la critique des « Trois de Zürich »..... 160
5. La lutte de Marx et Engels contre l'opportunisme dans les partis français, anglais et autres..... 164
6. La mort de Karl Marx..... 169

CHAPITRE VI : La lutte d'Engels pour maintenir et défendre la ligne révolutionnaire de Marx..... 175

1. La lutte d'Engels pour réaliser une nouvelle union internationale du prolétariat 176
2. La lutte d'Engels contre l'opportunisme de droite et de gauche dans la première période de la II^e Internationale..... 183
3. Engels et la question paysanne 192
4. La mort de Friedrich Engels 198

Index des noms cités..... 203

ÉDITIONS DE PÉKIN

« Classiques du marxisme-léninisme »

- **MARX ET ENGELS**

Manifeste du Parti communiste	1,70 F
-------------------------------	--------

- **MARX**

Salaire, prix, profit	1,50 F
Travail salarié et capital	1,50 F
La guerre civile en France	3,95 F
Critique du programme de Gotha	1,50 F

- **LENINE**

Karl Marx	1,30 F
Sur Marx et Engels	1,50 F
Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme	0,55 F
Que faire ?	3,40 F
L'impérialisme, stade suprême du capitalisme	2,25 F
Matérialisme et empiriocriticisme	6,20 F
L'État et la Révolution	2,25 F
Deux tactiques de la social-démocratie	2,45 F
La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky	2,25 F
La maladie infantile du communisme, le gauchisme	2,00 F
La grande initiative	0,75 F
Économie et politique à l'époque de la dictature du prolétariat	0,55 F
Rapport au II ^e Congrès des syndicats de Russie	0,75 F
Réunion commune du Comité exécutif central de Russie, etc.	0,75 F
Les prévisions sur les tempêtes révolutionnaires en Orient	0,75 F
Sur les questions nationale et coloniale	1,00 F
Sur la guerre et la paix	1,70 F

- **STALINE**

Les principes du léninisme	2,00 F
Le marxisme et les problèmes de linguistique	1,20 F
Problèmes économiques du socialisme	1,70 F
Les questions du léninisme	11,80 F



**ACHEVÉ D'IMPRIMER PAR
L'IMPRIMERIE CH. CORLET
14110 CONDÉ-SUR-NOIREAU**

**N° d'imprimeur : 3048
Dépôt légal : 4^e trimestre 1978**

E 100

EDITIONS DU CENTENAIRE

24, rue Philippe-de Girard — 75010 Paris